

Avec ce numéro, magazine « Terres d'hiver »

# Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14881 - 7 F

SAMEDI 7 NOVEMBRE 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNÉ

## Aggravation du conflit commercial entre les Etats-Unis et la CEE

### La France dans le collimateur

AU lendemain de la défaite électoral de M. George Bush, qui avait symbolisé l'unité de la coalition occidentale lors de la guerre contre l'Irak, les grands pays industrialisés s'affrontent dans une bataille commerciale de plus en plus vive. Les Etats-Unis, se passant de l'aval du conseil du GATT (Accord général sur les tarifs et le commerce), ont décidé d'imposer, à partir du 5 décembre, une surtaxe de 200 % sur des produits européens importés tels que les vins blancs non pétillants, le gluten de blé et l'huile de colza. Forts de deux arbitrages en leur faveur dans le contentieux sur les oléagineux, ils pressent une CEE jugée trop raide dans la négociation du volet agricole de l'Uruguay Round après l'échec des discussions de Chicago. L'Australie les soutient. Le Japon exprime, au contraire, son regret.

Mais ces mesures de rétorsion visent plus la France, coupable d'avoir bloqué les recherches de compromis, que l'ensemble de la CEE. Sur les 300 millions de dollars de produits surtaxés, la part française représente en effet 127 millions. S'appuyant sur une union intérieure contre la pression américaine, le gouvernement français réclame des « contre-rétorsions » et espère que la négociation pourra reprendre sur des bases plus équilibrées lors de l'entrée en fonction de M. Bill Clinton, le 20 janvier. Tout indique cependant qu'elle ne doit pas nourrir trop d'illusions.

Il est peu vraisemblable que M. Bush ait pris sa décision, le 5 novembre, sans la caution de M. Clinton. Un des conseillers de celui-ci a réaffirmé que les Etats-Unis devaient se montrer durs avec les pays qui ferment leurs marchés aux produits américains.

Le gouverneur de l'Arkansas, qui s'est abstenu d'inclure M. Clinton dans sa première tournée de contacts téléphoniques, n'est-il pas favorable à un renforcement de la procédure, appliquée sur les importations européennes, permettant à l'administration de protéger les intérêts de producteurs américains soumis à « concurrence déloyale » ? Il n'est pas sûr que la France ait ainsi intérêt à attendre des jours meilleurs alors que l'administration démocrate s'annonce encore plus protectionniste que l'administration républicaine.

DANS l'immédiat, rien n'indique que l'union sacrée franco-française contre les Etats-Unis se retrouve au niveau européen. En se déchargeant de son mandat de négociateur, au lendemain de l'épisode malheureux de Chicago, M. Ray McSharry a mis en cause M. Jacques Delors, lui reprochant implicitement de privilégier les intérêts de la France dans la négociation agricole. L'irritation britannique contre la France vient encore de monter d'un cran, et le ministre du commerce, M. Michael Heseltine, a demandé à M. Delors de se comporter en tant que citoyen français.

S'il est légitime que la France ne veuille pas sacrifier les intérêts de ses agriculteurs (8 % de la population active) sur l'autel d'un accord hâtif et mal ficelé - alors même que les Américains ont fait peu de concessions - sa fermeté se retournerait contre elle si elle aboutissait à réactiver les tensions entre les Douze, à un moment où la voie de l'union européenne paraît encore jalonnée de nombreux obstacles.

- Washington impose une surtaxe de 200 % sur certains produits agricoles importés
- Paris se déclare prêt à riposter mais espère une attitude plus conciliante de M. Clinton

A partir du 5 décembre, les Etats-Unis imposeront une surtaxe de 200 % sur certains produits agricoles européens, et notamment sur le vin blanc, si la Communauté économique européenne ne consent pas à réduire ses subventions à l'exportation et n'accepte pas de conclure un accord sur les oléagineux

dans le cadre de l'Uruguay Round. Décidées après l'échec des négociations américano-européennes le 3 novembre, ces mesures de rétorsion suscitent la colère des agriculteurs français, particulièrement visés.

A l'hôtel Matignon, on se dit décidé à riposter. Le gouvernement français fonde

des espoirs sur l'entrée en fonction de la nouvelle administration Clinton pour débloquent un dossier délicat. Il n'est pas sûr cependant que la relève politique à Washington se traduise par un assouplissement des positions américaines tant est fort le courant protectionniste au sein du Parti démocrate.

### Des démocrates protectionnistes

WASHINGTON

de notre correspondant

Si les dirigeants français, comme ils le laissent entendre, comptent sur l'administration démocrate pour désamorcer la guerre commerciale que les Etats-Unis viennent de déclarer à la CEE, et avant tout à la France, ils risquent d'avoir de mauvaises surprises.

Car des quelques indications que le président élu a laissé filtrer ressort un message assez clair : M. Bill Clinton sera, dans cette affaire, encore plus dur que le président George Bush. Certes, ces quelques indications sont encore ténues, mais elles vont

toutes dans le sens d'une fermeté accrue. Interrogé jeudi 5 novembre sur les sanctions commerciales décidées par les Etats-Unis contre la CEE - en fait, surtout contre la France - M. Clinton s'est, indirectement, déclaré solidaire de M. Bush : « Je verrai cela plus tard, nous avons un président, je ne veux pas me mettre sur son chemin », a dit le président élu. Il avait, sans nul doute, été consulté à l'avance.

ALAIN FRACHON

Lire la suite page 17

Lire également les articles de PHILIPPE LEMAITRE, SERGE MARTI, GILLES PARIS, et nos informations pages 17 et 18



## Nouvelle reculade du premier ministre britannique

En ajournant la ratification du traité de Maastricht, M. Major paye au prix fort sa victoire parlementaire

LONDRES

de notre correspondant

C'est avec un certain décalage que l'on peut mesurer la valeur exacte de la victoire parlementaire obtenue, jeudi 5 novembre, par le premier ministre britannique. Le vote de la Chambre des communes en faveur de la motion sur le traité de Maastricht a été acquis de justesse (trois voix de majorité), et au prix d'une concession majeure accordée aux « eurosceptiques » du Parti conservateur. M. John Major a attendu le lendemain - et, incidemment, les premiers

éditoriaux de la presse britannique saluant son « succès » - pour faire connaître le tribut payé pour cette victoire. A la stupefaction des parlementaires, il a en effet annoncé que la ratification finale du traité européen n'interviendrait pas avant le second référendum danois, qui, selon lui, devrait avoir lieu en mai prochain.

Si un tel délai devait être respecté, la Chambre des lords pourrait se saisir du texte de ratification peu avant l'été. Or cet examen ne constitue pas une formalité : la « mafia anti-Maastricht » dirigée par Lady Thatcher

- selon l'expression utilisée jeudi par l'ancien premier ministre, Sir Edward Heath - dispose, dans la deuxième Chambre du Parlement de Westminster, d'un réel pouvoir pour retarder l'examen du texte.

Celui-ci ne pourrait pas revenir, pour une adoption finale devant les Communes, avant la rentrée, c'est-à-dire en octobre. Dans l'hypothèse où le Danemark ratifierait effectivement le traité, la Grande-Bretagne serait ainsi le dernier pays de la Communauté à se prononcer. Pour M. Major, dont le bilan à la présidence de la Communauté n'a

été marqué jusqu'à présent que par des initiatives rapidement abandonnées, l'annonce de ce retard dans le calendrier de la ratification constitue un nouveau renoncement : il y a vingt-quatre heures, le secrétaire au Foreign Office, M. Douglas Hurd, avait estimé que la ratification britannique pourrait avoir lieu au début de l'année prochaine.

Les circonstances qui ont précédé cette décision jettent, d'autre part, une lumière crue sur la fragilité de la position politique de M. Major.

LAURENT ZECCHINI

Lire la suite et nos informations page 5

### Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS

Novembre 1992 (8 pages)

#### MAASTRICHT, AVANT, APRÈS

Le traité de Maastricht a été ratifié en France après une campagne particulièrement animée, mais le travail d'explication pédagogique est loin d'être terminé. Ce numéro de Dossiers et Documents cherche à faire sous une forme concise le point le plus complet possible sur les divers volets que recouvre le traité : la monnaie, l'Europe sociale, la politique étrangère et de sécurité commune, les pouvoirs de la Commission de Bruxelles... Avec en complément, des schémas et un lexique.

Au sommaire des clés de l'info : le projet de loi sur la corruption, la difficile transition roumaine, l'affaire Touvier, spéculation et crise monétaire, le rôle du Sénat, les aléas du logement, les files Kouriles, le mystère des vaches folles, les prix littéraires.

En vente chez votre marchand de journaux - 10 F

## L'ambition spatiale bridée

Les difficultés budgétaires contraignent les Européens à réduire leurs programmes à long terme, explique le directeur général de l'ESA

Les ministres européens de l'espace vont se réunir, lundi 9 et mardi 10 novembre à Grenade (Espagne), pour décider de l'avenir de l'Europe spatiale. Dans un entretien au « Monde », M. Jean-Marie Luton, directeur général de l'Agence spatiale européenne (ESA), estime que, malgré les difficultés budgétaires en Europe, « aucun des Etats membres de l'ESA n'envisage de baisser les bras ».

« En novembre 1987, la conférence de La Haye avait fixé les grandes lignes d'un ambitieux programme à long terme (1987-2000) pour l'Europe spatiale. Qu'en est-il aujourd'hui à la veille de la conférence de Grenade ? »

- Des économies ont été faites. Le nouveau plan à long terme (1993-2000) proposé par l'Agence spatiale européenne tient compte à la fois de la consolidation des pro-

grammes et de la limitation des coûts réclamés par les Etats membres. C'est ainsi que le budget proposé pour cette période correspond à quelque 22,7 milliards d'unités de compte (environ 159 milliards de francs), soit 25 % d'économie par rapport à la conférence de La Haye. Il a donc fallu faire des choix. Consolider des programmes, en différer d'autres, en abandonner certains.

« Dans ce contexte moins favorable, on affirmait bien sûr, à Grenade, la poursuite du développement de la fusée Ariane-5, qui doit effectuer son premier vol en 1996, soit avec six mois de retard environ sur le calendrier. Les deux tiers du programme ont déjà été réalisés et son coût n'a augmenté que de 15,9 % par rapport aux prévisions initiales. Nous avons passé avec succès quelques étapes techniques difficiles, avec notamment la mise au point du moteur Vulcain. Il

nous en reste quelques autres, dont l'essai, début 93, des gros boosters à poudre qui équiperont le lanceur.

« Le deuxième chapitre des discussions de Grenade porte sur le programme Columbus. Sur les trois éléments qui le composent, il n'en reste plus que deux : le module habitable AFM qui se greffera sur la station américaine Freedom et les plates-formes polaires, sortes de satellites destinés à accueillir des charges utiles d'observation de l'environnement, de météorologie et de climatologie. Le troisième, en revanche, le module autonome habitable ou MTFF, a été abandonné dans le courant du mois de mai. On proposait à Grenade d'engager le développement de l'APM, qui devrait être lancé par la navette américaine en 1999.

Propos recueillis par JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU et JEAN-PAUL DUFOUR Lire la suite page 12

### Dissolution du Parlement irlandais

Les élections fixées au 26 novembre. page 5

### La Jordanie s'éloigne de l'Irak

Un discours du roi Hussein à son retour des Etats-Unis. page 6

### Haïphong, oubliée de l'ouverture

Le grand port du nord du Vietnam a du mal à sortir d'une longue torpeur. page 7

### M. Le Pen s'en prend aux médias

Le Front national propose, dans son programme, de réglementer la profession de journaliste. page 8

### Polémique sur le budget des étudiants

Une enquête contestée de l'Observatoire de la vie étudiante. page 11

### SANS VISA

### Vienne, la démocratie impériale

Ancienne capitale de l'Europe des princes, et aujourd'hui de la petite République d'Autriche, Vienne ne cesse de tenter d'oublier et de vivre un passé à la fois glorieux et lourd de conséquences.

■ Le Tibet s'expose à Londres ■ Péronne, 11 novembre 1992 ■ Beyrouth, photos avant reconstruction ■ Défense d'éléphants ■ La table ■ Jeux.

pages 25 à 32

Le sommaire complet se trouve page 24

M0147 - 1107 0 - 7 00 F



A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 780 M ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 14 KSD ; Espagne, 100 PTA ; Grèce, 220 DR ; Irlande, 1,50 £ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 NOK ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,80 FS ; USA (PFI), 2 \$ ; USA (autres), 2,80 \$.



## AU COURRIER DU Monde

## SOCIÉTÉ

## La mort d'une mère

SANS entrer dans le toujours délicat débat sur le droit à mourir dans la dignité, l'acharnement thérapeutique ou l'euthanasie, je voudrais dire mon étonnement, ma terreur, à la lecture d'un article racontant par le détail tout ce qui sera mis en œuvre pour maintenir en « vie artificielle » le corps d'une jeune Allemande de dix-huit ans morte cliniquement après un accident de voiture et enceinte de quatre mois.

D'abord ce corps. Sans pensée, sans désir, sans joie ni sans souffrance, où la mort affleure sous chaque escarpe. Les matelas d'eau, les massages, les perfusions et autres machines que l'on débranchera après la césarienne, ne suffiront pas à cacher la mort. Il faudra faire bouger ce corps pour que l'enfant qui grandira dans cette mort ait l'illusion du mouvement.

Je revois le corps de ma mère, lui aussi suspendu à ces tuyaux et à ces fils, et je ne peux imaginer plus obscure que cette vie qui se développera (peut-être) dans ce corps. Car je n'ai pas oublié ce que signifie « cliniquement morte ». Des frictions, des caresses, des baisers sur un corps à peine tiède, abandonné aux regards, aux soins. Des baisers sans réponse, des étreintes d'abîmes. Et pourtant, par la folie de quelques hommes, ce corps mort va s'arrondir. Il va s'enfler!

Dodans, une vie condamnée au suaire avant que d'être née. De quel secret cet enfant sera-t-il le dépositaire? Que dira sa vie de la

mort? La mort maternelle. Oubliés les accouchements sans violence, l'amour d'avant la naissance, Mozart conseillé aux femmes enceintes, Françoise Dolto, la psychanalyste? Le monde perd la boule!

Mais qui expliquera à cet enfant (s'il nait un jour) qu'il est né par césarienne d'une mère morte? Qu'il a passé cinq mois dans un corps mort. Qu'il n'a eu que les caresses de sa grand-mère sur le ventre de sa fille morte. Qui le lui dira?

Quels rêves peupleront ses nuits alors, mais aussi avant la révélation? Un accouchement, ce sont des paroles, des silences, des cris, des matières, des liquides et du sang. De l'angoisse, du désir, de la peur, de la joie: c'est de la vie! Et la vie n'est pas obscure... mais cette césarienne, dernier acte avant qu'une main ne débranche les machines? Recoudra-t-on seulement ce ventre? Je veux me souvenir du bonheur d'être enceinte, du bonheur d'être mère, et croire que ma fille y puise sa joie de vivre. En même temps je ne veux pas oublier la mort, car c'est la mort qu'on veut nous cacher par de pareilles monstruosités. Mais je voudrais oublier, ou n'avoir jamais su, que, pas très loin d'ici, dans une chambre stérile hautement technisée, une vie se développe dans un silence de mort.

ALINE PAILLER  
Paris

## MÉDECINE

## Un pouvoir absolu

INFIRMIÈRE des hôpitaux publics depuis vingt-cinq ans, je ne peux rester indifférente et silencieuse face aux problèmes éthiques soulevés par le scandale du sang contaminé. Les infirmières absentes (et c'est dommage) de ce débat sont le maillon indispensable entre prescripteurs de soins et receveurs de ces mêmes soins. Elles interviennent beaucoup plus que dans d'autres pays européens auprès des malades. A ce titre, elles peuvent aider à la vie et parfois à la mort. Elles sont d'ailleurs juridiquement responsables de leurs actes.

Il serait absurde de laisser croire qu'il n'y a pas de gestes thérapeutiques dommageables dans le système de santé français et même international. Je pourrais témoigner tout au long de ma carrière d'erreurs de diagnostic induisant des décès, de traitements agressifs, d'hypermédicalisation aboutissant à la mort, d'affections ou d'infecti-

tions dues aux hospitalisations, de non-respect des désirs des patients. Le pouvoir médical est absolu. Ni les malades, très demandeurs de soins, ni le personnel soignant, détrempé par la technicité, ne contestent ce pouvoir, qu'il en arrive à des situations d'extrême gravité.

Le système médical français est malade de sa propre incapacité à penser qu'il existe une autre vérité que la sienne. Il refuse d'évidence celle de douter. Le docteur Garretta va, seul, payer pour cela et c'est absurde car d'autres scandales apparaîtront si rien ne change sur le fond. Loin de minimiser son rôle dans cette affaire, je pense que beaucoup d'autres médecins, avec les données du moment, auraient agi de la même façon. Leur formation les rend ainsi, ils en arrivent à mésestimer les risques tant leur confiance en eux est inébranlable dans le domaine qu'ils régissent. Nous sommes tous responsables à des degrés divers: eux, les médecins qui prescrivent, et nous, infirmières, qui exécutons.

MONIQUE SQUIZZATTO  
Aurillac

Le Monde des

DEBATS

Le Monde

ABONNEZ-VOUS

1 AN 11 NUMÉROS 216 F SEULEMENT

(Valable jusqu'au 31/12/92)

OUI, je m'abonne au Monde des débats au tarif exceptionnel de lancement, 1 an (11 numéros): 216 F au lieu de 330 F, prix d'achat au numéro, (soit près de 4 mois de lecture gratuite).

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Vous trouverez ci-joint mon règlement : 221 138 02

☐ Chèque joint

☐ Carte bleue n° .....

Expire à fin ...../...../.....

☐ Carte Amex n° .....

Expire à fin ...../...../.....

Date et signature obligatoires :

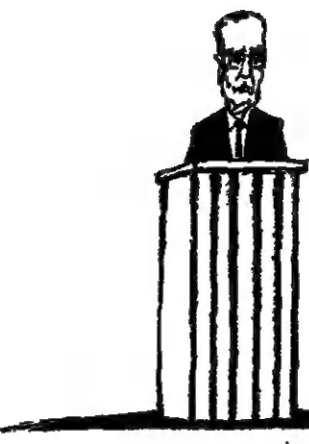
Bon à renvoyer impérativement avant le 31 décembre à :

Le Monde des débats, Service abonnements, 1, place Hubert-Beuve-Méry,

94852 Ivry-sur-Seine Cedex 5 sur MINITEL 3615, LE MONDE code ABO

OFFRE SPÉCIALE DE LANCEMENT

## TRAIT LIBRE

DON DU SANG  
Au plus offrant

J'AI soixante-douze ans. Jusqu'à l'âge de soixante ans, j'ai donné mon sang bénévolement, tous les trois mois. A ce titre, il m'a été attribué la médaille d'or des donneurs de sang.

Or je lis dans la presse l'affaire d'Albi, où une clinique a refusé d'opérer un hémophile sous prétexte qu'une transfusion nécessaire allait coûter 100 000 francs. Pourquoi mon sang « donné » est-il vendu aussi cher? Tout simplement parce que, si les donneurs sont bénévoles, les gros pontes qui dirigent l'association sont loin de l'être.

Quand je vois que le docteur Garretta a perçu 3 millions d'indemnités pour avoir le droit de se faire éjecter comme un malpropre, plus la jouissance d'une voiture pendant trois mois, je n'ose envisager quel était le montant de ses émoluments, ainsi que celui de ses adjoints.

Si c'était à refaire, j'offrais mon sang au plus offrant!

Il en va de même pour les grandes émissions médiatisées, comme le Téléthon et d'autres. Ne croyez-vous pas qu'il serait honnête d'annoncer au public combien perçoivent la chaîne, les présentateurs, les artistes et tous ceux qui y participent?

Maintenant, quand on vient frapper à ma porte, je dis systématiquement non, sans même chercher à savoir de quoi il s'agit.

ROGER DEMAN  
Midi

## JUSTICE

## Le ministre et le voyageur

LA justice est curieusement faite. D'un côté, un train ayant perdu ses créneaux s'arrête au fond d'une gare et, outre le conducteur qui n'a pas respecté les consignes de sécurité, on inculpe un voyageur qui a tiré le signal d'alarme à mauvais escient. De l'autre, un organisme dépendant du ministère de la Santé distribue pendant des mois à ses clients et patients un produit qu'on soupçonne être extrêmement nocif et, si l'on inculpe le directeur de cet organisme, on ne met pas en cause les ministres de tutelle, pourtant responsables de la mauvaise circulation de l'information au sein de leur cabinet.

Dans la première affaire, la notion de responsabilité est étendue à une personne qui n'est évidemment pas responsable pour rien dans la catastrophe: jusqu'à nouvel ordre, tirer le signal d'alarme est un comportement licite: tirer le signal d'alarme ne fait pas dérailler les trains.

Dans la seconde affaire, la notion de responsabilité est circonscrite aux seules personnes qui gèrent techniquement le dossier, sans s'étendre à celles qui avaient pour charge et mission de le connaître et de le gérer politiquement.

En tirant le signal d'alarme, le voyageur du train de la gare de Lyon ne pouvait en aucun cas deviner la suite des événements, alors qu'en prenant ses décisions, le directeur du Centre national de la transfusion sanguine savait parfaite-

ment quelles conséquences en découlaient. C'est pourquoi le premier ne saurait être considéré comme coupable alors que le second, de toute évidence, l'est.

Mais on ne voit pas très bien pourquoi les membres des cabinets ministériels concernés bénéficieraient d'un traitement radicalement différent de celui dont bénéficie le conducteur du train. Dans un cas comme dans l'autre, ce qui aurait dû être fait ne l'a pas été et des responsabilités n'ont pas été assumées qui auraient dû l'être.

C'est pourquoi, même si l'on ne saurait considérer le docteur Garretta comme un bouc émissaire — car le bouc émissaire est innocent, ce que n'est pas le docteur Garretta —, force est de reconnaître qu'il joue ici le rôle d'une victime expiatoire, alors même que sa responsabilité n'épuise pas celle des autres.

Or une justice qui ne juge qu'une partie des responsables n'est pas une justice.

BERNARD LAQUIÈRE  
Paris

## PROCHE-ORIENT

## Des chrétiens inquiets

EN exprimant sa volonté de se rendre en Israël, Jean-Paul II a certainement cherché à favoriser les négociations de paix au Proche-Orient. Mais la perspective de cette visite soulève la question de savoir si le règlement, ou la promesse d'un règlement, du conflit du Proche-Orient ne va pas précipiter une nouvelle crise, d'une tout autre nature.

En effet, quelles pourraient être les réactions des groupuscules islamistes, qui ont repris à leur compte la confrontation avec Israël? L'islamisme militant voit dans le processus de paix actuel l'argument majeur que lui fournissent les régimes arabes pour justifier la lutte qu'il entend mener pour les renverser. En outre, les chrétiens d'Orient — orthodoxes ou uniates — ne risquent-ils pas de faire les frais d'une réconciliation entre le Vatican et Israël? Les attentats anti-coptes que l'Égypte connaît depuis peu attisent cette inquiétude.

Le sentiment des chrétiens d'Orient est que leur situation est triplement précaire :

1. Vis-à-vis des groupuscules islamistes qui les assimilent souvent à l'Occident, mais recourraient aux agressions brutales pour embourber les gouvernements arabes concernés.

2. Vis-à-vis des gouvernements de leurs pays, dont ils ne savent pas jusqu'où ils seraient disposés à aller pour les protéger et les défendre, ni dans quelle mesure ils ne finiraient pas par voir en eux une nuisance.

3. Vis-à-vis des instances religieuses occidentales, engagées dans des réflexions et des actions destinées à établir un dialogue avec l'islam et l'islamisme. Que le dialogue réussisse ou échoue, les chrétiens d'Orient craignent de faire les frais de la démarche.

Les Églises d'Orient sont généralement perçues par la chrétienté occidentale comme des témoins folkloriques des origines de la foi, ou comme une survivance quasi décapitée des premiers temps de l'Église, et non comme des réalités vivantes et vivaces. Même les

Églises qui ont franchi le pas de l'unité, par conviction ou par intérêt, sont souvent décriées en Occident comme rebelles à l'intégration dans leur environnement naturel, considéré par certains comme zone d'influence légitime, exclusive et définitive de l'islam. L'Occident a tendance à considérer que le principal problème des chrétiens d'Orient est de vouloir continuer d'exister et de pratiquer là où le christianisme n'a plus d'avenir, contrairement à l'Afrique, l'Amérique latine et l'Europe.

Nombreux sont les chrétiens d'Orient, orthodoxes ou uniates, qui estiment que l'intérêt du Vatican au Proche-Orient se limite au statut de Jérusalem et à la sauvegarde des lieux saints, d'où sa quête d'une normalisation avec Israël, d'une entente avec les régimes arabes, et son souci de ne pas avoir l'air d'offenser l'islam. Les Églises d'Orient craignent que l'Occident, partant du principe qu'il doit faire des concessions quelque part, et souhaitant les faire à bon prix, ne soit presque heureux de les voir disparaître... par l'émigration ou la conversion des fidèles de préférence.

JANA TAMER  
journaliste libanaise

## IRAK

## Nourrir, soigner et affamer

L'ONU vient d'annoncer la conclusion d'un accord avec le gouvernement de Bagdad pour la reprise de l'aide humanitaire aux populations irakiennes. De plus, le directeur général de l'UNICEF a annoncé la signature prochaine d'un programme à long terme pour 1993 et 1994.

On croit rêver! Combien de temps encore la communauté internationale va-t-elle continuer à nourrir et à soigner une population qu'elle s'emploie à affamer? Alors que les ressources humaines et financières sont défilées pour secourir comme il conviendrait les affamés de la Somalie, du Soudan et d'ailleurs, n'est-il pas aberrant d'entretenir en Irak une famine artificielle?

L'embargo de l'Irak ne produit pas l'effet escompté. Saddam Hussein ne parait ni affamé ni désabitué et la population essaque du centre de l'Irak n'est ni capable ni même disposée à se soulever pour le renverser. Au contraire, de nombreux Irakiens, ulcérés par la cruauté et l'injustice du traitement qu'ils subissent, se désolent de l'Occident et se rapprochent de leurs dirigeants, remettant à plus tard les règlements de comptes intérieurs. L'Irak est un pays riche qui peut, du jour où l'embargo sera levé, exporter 2 millions de barils/jour de pétrole. C'est-à-dire qu'il est en mesure de nourrir sa population et de commencer à payer ses dettes. Ainsi, les centaines de millions de dollars que les organisations humanitaires s'apprêtent à engloutir en Irak pourraient être mieux utilisés dans les pays désespérément pauvres d'Afrique, d'Asie ou d'Amérique.

ROLAND BARELLES  
Paris

## SOMALIE

## Intrigues onusiennes

LE limogeage de Mohamed Sahnoun, représentant spécial de l'ONU pour la Somalie, sonne le glas de tout espoir de résolution du conflit interne somalien à moyen terme. Cet homme courageux, sincère et habile, a conquis en quelques mois l'estime de nombreux intervenants sur le terrain, celle des ONG, comme celle de milliers de Somaliens. Ses méthodes rompaient heureusement avec les routines bureaucratiques onusiennes, comme l'atteste la réunion internationale qu'il avait organisée au sein, afin de travailler avec un groupe de chercheurs spécialisés à la définition d'une stratégie de règlement politique — une démarche assez rare pour mériter d'être saluée. Mohamed Sahnoun tombe pour avoir dénoncé l'incarté des agences onusiennes en Somalie et la corruption de certains de leurs représentants.

Il part à un mauvais moment — exacerbation des tensions alors que les « gardes bleus » ne sont pas déployés — et les véritables victimes des intrigues onusiennes seront à n'en pas douter les populations civiles somaliennes, qui pâtiront encore longtemps de l'anarchie entretenu.

DANIEL COMPAGNON  
Pau

## RÉSISTANCE

## Nous étions « normaux »

A propos du récent colloque de Lyon sur « Résistance et mémoire », ce serait, il me semble, une erreur de demander à nos jeunes de se préparer à devenir de façon obligatoire et à tout moment des « héros », sous le prétexte que, nous, résistants, nous aurions vraiment désiré nous conduire avant tout en « héros ». Le rôle de la mémoire de la Résistance est d'inciter nos jeunes à demeurer d'abord lucides et honnêtes en face de certains dangers ou de certaines provocations.

Beaucoup d'entre nous, bien sûr, se sont vus conduits à devenir des héros ou des martyrs à un moment donné. Mais nous nous considérons seulement sur le moment, comme des gens lucides et honnêtes n'admettant pas la défaite et encore moins la barbarie, donc des gens simplement « normaux » en face d'individus ou de groupes entiers qui déséquilibraient dans la lâcheté voire la perversité du propos ou de l'action.

Nous n'avons pas intérêt à présenter nos attitudes anciennes comme trop exceptionnelles aux yeux des jeunes générations. Ces générations ont besoin surtout qu'on leur transmette clairement des modèles identitaires solides mais accessibles et un message positif emprunté de droit, de justice, de vérité et aussi, par voie de conséquence, de générosité.

JEAN BERGERET  
Lyon

## UN LIVRE

## Virus en tous genres

## UNE FIN DE SIÈCLE

d'Isabelle Rieusset-Lamaré.

Actes Sud, 286 p., 148 F.

LES épidémies semblaient appartenir à d'autres temps. Le sida nous démontre chaque jour qu'il n'en est rien. On commence même à se faire à l'idée qu'il faudra vivre pendant de longues années avec ce fléau, malgré les fantastiques moyens dont dispose la médecine moderne. Rares sont les maladies aussi faciles à prévenir que le sida, aussi difficiles à guérir.

Mais le sida n'est pas un cas isolé, nous fait remarquer Isabelle Rieusset-Lamaré : les « phénomènes épidémiques » prolifèrent en cette fin de siècle. Des phénomènes qui ne sont ni exclusivement biologiques, ni exclusivement négatifs. Certains ont été voulus, fabriqués de manière artificielle : pour la première fois dans l'histoire, une société humaine a développé des processus épidémiques au lieu de les subir.

Isabelle Rieusset-Lamaré, qui est maître de conférences en communication à l'université de Caen, rapproche, de manière bien audacieuse, des phénomènes aussi divers que le sida, les « virus » informatiques, la « contagion » des langues et des cultures, la disparition des frontières en Europe et la dérégulation des marchés financiers.

La démocratie, par exemple, ne

ressemble-t-elle pas à un phénomène épidémique? On a vu se dissoudre le bloc de l'Est qui était muré pour sa préservation de la contamination de l'Ouest. Le virus démocratique a traversé le mur de Berlin et l'a fait s'écrouler. Puis, on a assisté à la naissance d'un virus nationaliste qui, à son tour, a semblé contenir, un à un, la plupart de ces pays.

L'Europe de Maastricht, elle, se veut positivement « épidémique » : supprimez peu à peu ses frontières internes, elle cherche à intensifier la vitesse et la densité des échanges entre ses membres. Cela ne l'empêche pas de craindre d'être atteinte du virus nationaliste qui fait des ravages à l'Est. Car, face au fanatisme, les démocraties sont immunitairement faibles.

Le sida et tous les autres virus actuels, souligne Isabelle Rieusset-Lamaré, ont la particularité de faire proliférer les boucs émissaires. Ces virus ont un point commun : le lentur de leur incubation et la vitesse de leur propagation. Or nous ne possédons ni une culture de la vitesse ni une culture de l'épidémie adaptés aux nouveaux phénomènes.

Tout cela est très intelligent, intellectuellement très stimulant... et un peu tiré par les cheveux. Isabelle Rieusset-Lamaré nous donne l'occasion de réfléchir, sans forcément nous alerter à vivre.

ROBERT SOLÉ

طه امين الخطيب



# ÉTRANGER

ÉTATS-UNIS : l'élection de M. Bill Clinton

## Le président élu a soixante-seize jours pour constituer son équipe et préparer un programme législatif

La période de transition entre le scrutin du 3 novembre et l'entrée de M. Bill Clinton à la Maison Blanche le 20 janvier est d'une grande importance. Elle doit permettre au président élu de préparer les cent premiers jours de son mandat, considérés comme cruciaux, surtout lorsque l'intéressé affirme sa volonté de rompre avec le passé.

WASHINGTON  
correspondance

« La première année, quelle que soit la majorité au Congrès, il faut y aller à fond... On n'y est bien traité que pendant un an... », disait le président Lyndon Johnson, dont le parti (démocrate) contrôlait pourtant le législatif. Il est capital en effet pour le président d'imposer au plus vite sa marque personnelle, surtout quand,

comme Bill Clinton et avant lui John Kennedy par exemple, on est l'élu de moins de 50 % des inscrits. La tâche lui est relativement aisée dans la mesure où il n'a pas encore à arbitrer les rivalités de personnes et les inévitables querelles intérieures. Les médias, et surtout la télévision, lui assurent une caisse de résonance considérable.

Grâce à la période de transition, le président élu a le temps de choisir les membres de son état-major, et de recruter ses collaborateurs immédiats, qui ne dépendent que de lui. Mais, très vite, il prend conscience qu'il n'est pas le seul maître à bord et qu'il doit tenir compte d'un autre pouvoir : le Congrès. Ainsi, pour les postes les plus importants, à commencer par les membres du cabinet, la Constitution oblige à obtenir « l'avis et le consentement » du Sénat. Cette formule de compromis, adoptée à la convention de Philadelphie de 1787, a pour but d'empêcher la nomination de personnes non qualifiées, mais surtout d'inciter le président à se montrer particulièrement

prudent dans ses choix. Huit personnalités choisies pour être membres du cabinet ont été rejetées au cours des deux siècles d'existence de l'Union. En revanche, le choix des juges à la Cour suprême, nommés à vie, a provoqué de nombreux affrontements politiques.

En ce qui concerne les emplois de l'administration laissés à l'exclusive discrétion du président, il faut distinguer entre les postes de responsabilité (3 500 environ) et les postes subalternes (environ 4 500) indispensables au fonctionnement de l'énorme machine administrative. La pratique courante des nouveaux présidents est de nommer à des postes de responsabilité des hommes « politiquement sûrs ». Dwight Eisenhower n'appréciait pas cette tradition, Nixon au contraire estimait que le processus de cette redistribution était trop lent. Jimmy Carter, dans ses Mémoires, écrit : « J'étais submergé de recommandations venant de tous les côtés, des membres du cabinet, des parlementaires, des gouverneurs, de mon propre état-major, de ma

famille, de mes amis politiques... » Il ajoute qu'il fallait aussi « doser » les hommes et les femmes, les Hispaniques, les Noirs et d'autres groupes ethniques, tenir compte de l'âge, du passé des candidats et de leur état d'origine.

### Le « système des dépoilles »

Pour les emplois moins importants, le président peut choisir à son gré ceux qu'il entend récompenser, soit pour leur concours financier passé, soit pour leur rôle actif pendant la campagne électorale. Son état-major a depuis longtemps préparé les listes des candidats, mais, pendant la période de transition, le bureau du personnel de la Maison Blanche reçoit des milliers de demandes d'emploi accompagnées de curriculum vitae, transmises à l'état-major du parti victorieux. Ce bureau a la tâche difficile de concilier la nécessité de trouver des personnes qualifiées et celle de permettre au président d'être servi par des

hommes et des femmes partageant sa philosophie politique. Il doit aussi résister aux pressions des parlementaires appartenant au parti victorieux mais qui, ayant perdu leur siège, sollicitent un emploi fédéral. Le traditionnel « système des dépoilles » est encore amplement pratiqué, bien que la Cour suprême, en 1990, ait déclaré cette pratique inconstitutionnelle. Cet arrêt de la Cour a provoqué des commentaires passionnés. Les uns s'en sont félicités dans la mesure où cela encourage la corruption, favorise les incompétents et renforce le pouvoir des « machines » électorales. D'autres, au contraire, estiment que sa suppression affaiblirait les partis, qui ont besoin de mobiliser des volontaires.

Quant aux membres de l'administration sortante battus aux élections, ils présenteront leur démission. En fait, beaucoup n'ont pas, cette année, attendu le scrutin pour quitter le savoir républicain en perdant - le sous-secrétaire d'Etat au Trésor, M. David Mulford, a ainsi annoncé, jeudi 5 novembre, qu'il quittait ses

fonctions pour rejoindre le groupe bancaire de la First Boston, et les agences de placement se déclarent submergées. Certains peuvent, comme lui, faire état d'au moins quatre années de service public pour reprendre ou commencer une carrière dans le secteur privé. Mais étant donné les difficultés économiques du moment, le recyclage est difficile, et ils doivent constater que le secteur privé peut être parfois ingrat envers ses bénéficiaires. D'autres, au contraire, gardent l'espoir que l'administration Clinton, tenant compte de leurs compétences, les maintiendra dans leurs fonctions.

Le changement d'administration satisfait en tout cas les agents immobiliers, qui s'attendent, après une période de marasme, à une nette augmentation des ventes ou des locations de maisons ou d'appartements, encore que les démocrates soient moins riches et plus modestes que leurs prédécesseurs.

HENRI PIERRE

Dans la presse internationale

## Un « raz-de-marée » aux lendemains incertains

« Raz-de-marée » pour le quotidien populaire USA Today, « victoire décevante » pour le Washington Post et The Times de Londres, « large victoire » pour l'International Herald Tribune, publié à Paris. Autant d'expressions qui constatent l'ampleur de la victoire remportée par M. Bill Clinton, en nombre de mandats de grands électeurs du moins. Le retour des démocrates à la Maison Blanche, comme le remarque la presse internationale, n'était pourtant pas acquis, alors que le président Bush avait atteint, il n'y a pas si longtemps, le summum de sa popularité. « Clinton Bush n'est pas son adversaire », avait écrit le quotidien El País après avoir soupesé de façon évasive une guerre dans le désert, après avoir délégué l'ennemi traditionnel du communisme, s'être présenté en gardien unique de la paix mondiale, en poursuivant l'apocalypse d'un monde d'extrême droite, en défendant de la famille et des valeurs traditionnelles.

Avant même les résultats des élections, l'International Herald Tribune affirmait la difficulté de la tâche.

« Beaucoup des plus grands noms du Parti démocrate ont décliné la possibilité d'affronter M. Bush. Ils pensaient que le vainqueur de l'élection n'était pas le candidat démocrate, mais le candidat républicain. M. Clinton, gouverneur pendant douze ans d'un État petit et pauvre, révéla de la présidence depuis sa jeunesse. Il a foncé. »

Si le quotidien britannique The Independent écrit que la victoire de M. Clinton « devrait instiller l'espoir dans tous les cœurs du monde, sauf chez les plus pessimistes », et qu'« un opposant relativement jeune, plein d'énergie et de ressources a haussé au président manifestement épuisé par les responsabilités de sa charge », le Journal américain Die Presse estime que « l'Amérique a voté plus pour Bush qu'en faveur de Clinton ». L'échec des républicains, selon El País, provient de ce que « ses experts en campagnes électorales se sont basés sur une société qui n'existe plus : ce qui est tombé aux États-Unis est son propre mur de Berlin, un système d'analyse simpliste et idéologique, un monde simple avec des bons et des méchants ». Pour le Washington Post, « le

trionphe même sur le communisme a envoyé au peuple américain le message qu'il était temps de se concentrer sur les problèmes intérieurs ». Pour la grande majorité des commentateurs, la victoire de M. Clinton constitue un tournant : « Une ère de l'histoire américaine s'achève. La victoire de Bill Clinton marque la fin d'une époque de conservatisme héroïque, une époque où la droite cherchait à refaire le monde à travers l'économie de marché, les valeurs traditionnelles et la supériorité militaire », écrit ainsi le Washington Post.

Le Times de Londres fait une analyse un peu différente : « En la personne de Bill Clinton, les Américains ont élu un président qui croit passionnément que le gouvernement peut améliorer leur sort et assurer à leurs enfants un avenir plus radieux. (...) Les électeurs ont opté pour le libéralisme social et le conservatisme fiscal. M. Clinton doit maintenant proposer une stratégie pour l'emploi et la croissance (...), ses supporters s'attendent qu'il tienne sa promesse de gouverner prudemment sur le plan fiscal, en dépit de son

engagement de réduire de moitié le déficit fédéral en l'espace de quatre ans. Ce qui peut signifier renoncer aux diminutions d'impôts promises pour les classes moyennes et beaucoup de ses plans de dépenses. La chance, toutefois, est du côté de M. Clinton (...), l'économie américaine montre enfin des signes de redressement spontané. »

Les lendemains paraissent plus incertains pour The Economist, qui fait quelques réserves à propos de la campagne à laquelle M. Clinton s'est livré. L'hebdomadaire londonien estime que M. Clinton a donné l'illusion d'avoir un plan détaillé pour gouverner, mais qu'en réalité on ne sait pas quel président il sera. Il n'a pas, selon The Economist, « mis l'accent sur deux ou trois idées maîtresses qu'il souhaitait appliquer quand il serait au pouvoir ». Le Times de Londres proclame : « Un président américain ne peut pas être un président pour la seule Amérique ». Comme en écho, l'Economist affirme que « M. Clinton ne pourra pas centrer toutes ses énergies sur la politique intérieure. Mais il sera tenté de le faire ».

## M. Boris Eltsine a été le premier interlocuteur étranger

Depuis sa résidence de Little Rock (Arkansas), où il met au point la stratégie de sa future administration, le président élu Bill Clinton s'est entretenu au téléphone, jeudi 5 novembre, avec plusieurs chefs d'Etat, dont le président russe Boris Eltsine. « Je lui ai dit que j'étais favorable à la démocratie et à l'économie de marché en Russie », s'est-il contenté de déclarer. La télévision russe a diffusé des extraits de cet échange, où M. Eltsine a indiqué qu'il estimait que ses « relations bonnes et chaleureuses avec George Bush n'empêcheraient pas des relations encore meilleures » avec M. Clinton. « L'audace en politique et le rejet catégorique des deux systèmes et idéologies s'accroissent bien avec les principes de nos relations américano-soviétiques », a encore déclaré M. Eltsine, qui a souhaité renouveler le nouveau président américain le plus vite possible.

À Pérou : un colonel de la brigade anti-terroriste assassiné. Le colonel Manuel Tumbao Ortega, de la Direction nationale de lutte contre le terrorisme (DINCOTE), a été assassiné, jeudi 5 novembre, près de son domicile à Lima, par un commando du

Le futur locataire de la Maison Blanche s'est également entretenu avec le président mexicain Carlos Salinas de Gortari, le premier ministre canadien Brian Mulroney, le premier ministre britannique John Major, le premier ministre italien Giuliano Amato et enfin le leader de l'ANC (Congrès national africain), Nelson Mandela. « Toutes ces conversations allaient dans le même sens : j'ai hâte de travailler avec vous », a déclaré M. Clinton.

À Mexico, le président Salinas a précisé que M. Clinton lui avait réaffirmé son soutien à l'accord de libre-échange signé entre les États-Unis, le Canada et le Mexique, que les Parlements de chaque pays devaient ratifier. Le chef de l'Etat mexicain a souhaité qu'une « ère nouvelle de relations positives, cordiales et fortes s'ouvre entre les deux nations ». (AP, Reuters, UPI, AFP)

Sentier lumineux, dont deux membres ont été arrêtés, selon la police. M. Tumbao avait été chargé de filmer le fondateur du Sentier, M. Guzman, immédiatement après son arrestation. (AFP, Reuters)

### CHILI

Les funérailles tardives d'Orlando Letelier

SANTIAGO

correspondance

Les cendres d'Orlando Letelier - ancien ministre chilien des affaires étrangères sous la présidence de Salvador Allende - ont été rapatriées et enterrées, mercredi 4 novembre, au cimetière de Santiago, au cours d'une émouvante cérémonie à laquelle assistait notamment le président Patricio Aylwin. Arrêté en 1973 lors du coup d'Etat perpétré par le général Pinochet, exilé par la suite aux États-Unis, Orlando Letelier avait essayé d'organiser l'opposition à la dictature. La dictature ne le lui avait pas pardonné. L'ancien ministre avait trouvé la mort, le 21 septembre 1976, dans un attentat à la voiture piégée, perpétré, selon la justice américaine, par Michael Townley, membre des services secrets chiliens (DINA), avec l'aide de Cubains anti-communistes. L'attentat, commis en plein centre de Washington, avait jeté un froid dans les relations entre les États-Unis et le général Pinochet. Au début de cette année, les États-Unis ont réitéré leur souhait de voir les coupables jugés, facilitant ainsi l'ouverture, par le gouvernement démocratique chilien (élu en 1989), d'une enquête officielle. « Nous lutterons pour que justice soit faite », a affirmé le ministre de l'Intérieur M. Enrique Kraus.

BRUNO ADRIAN

## Pékin : la presse fait le silence sur les messages de félicitations

PÉKIN

de notre correspondant

Première manifestation de l'effet Clinton sur la Chine, l'élection du candidat démocrate qui, durant sa campagne, avait qualifié de « opus » les dirigeants de Pékin, a provoqué un calvaire sans précédent dans les rouages d'ordinaire bien huilés de la diplomatie pékinoise. Le porte-parole du ministère des affaires étrangères a ainsi été censuré par les

médias de son propre gouvernement, avec instruction de ne pas révéler à la population que ses dirigeants avaient envoyé les messages de félicitations de rigueur à MM. Bill Clinton et Albert Gore. Le porte-parole avait fait état de ces messages, envoyés par le président et vice-président de la République et par le premier ministre, jeudi 5 novembre, au cours de sa réunion de presse hebdomadaire. Le soir, la télévision passait les messages aux oubliettes, et

vendredi la presse n'en a soufflé mot, contrairement à l'usage. L'incident n'est qu'un couac mineur, mais symptomatique du malaise ressenti à Pékin à la perspective de quatre années de présidence Clinton et dans l'incertitude de ce que sera sa politique envers le dernier grand pays communiste. Le ministère des affaires étrangères a fait savoir que la Chine était prête à travailler avec M. Clinton pour entretenir des relations conformes au cadre établi en 1979.

Son porte-parole a assuré que Pékin, durant la présidence républicaine, n'avait pas péjoré d'entretenir des liens avec « des gens » du Parti démocrate. Ce n'est pas faux, mais le seul résultat visible de ces contacts ces derniers temps a été le passage remarqué, sur la place Tiananmen, de membres démocrates du Congrès, rapidement évacués par la police et expulsés de Chine, pour avoir tenté d'y rendre publiquement hommage aux morts de 1989.

FRANCIS DERON

## Le Vietnam propose d'établir des relations normales

Le vice-premier ministre vietnamien, M. Phan Van Khai, a proposé, jeudi 5 novembre, aux États-Unis d'établir des relations normales au lendemain de l'élection de M. Bill Clinton.

Lors d'une conférence de presse à Hanoi, il a estimé que le président élu « continuera certainement de coopérer avec le Vietnam en vue de résoudre mieux des problèmes humanitaires et de promouvoir le processus de normalisation avec le Vietnam ». « Nous sommes disposés à bâtir des relations avec les États-Unis sur la base de l'égalité, du respect mutuel et des intérêts réciproques », a-t-il ajouté, soulignant que « les États-Unis sont un grand pays qui joue un rôle important dans le monde ». Mais M. Khai, qui est aussi membre du bureau politique du PC vietnamien, a estimé que la réponse à la question de la date de la normalisation entre les deux pays appartenait aux dirigeants américains. Il a enfin souligné que la politique d'embargo américaine avait été

un échec car elle n'a empêché « ni la stabilité et le développement économiques du Vietnam ni les pays étrangers à investir et à faire des affaires au Vietnam ». - (AFP)

## Bagdad « souhaite voir la tête de Bush tomber »

Non content de la défaite électorale de M. George Bush, l'Irak de M. Saddam Hussein veut à présent sa mort. « Certes, nous avons voulu la défaite de Bush, mais nous souhaitons aussi voir sa tête tomber, rouler à terre pour être piétinée », a écrit, jeudi 5 novembre, le journal Al Saoura, organe du parti Baas au pouvoir.

Al Saoura tient M. Bush pour « personnellement responsable

de la mort de 170 000 enfants et malades irakiens, à cause de la pénurie de denrées alimentaires et de médicaments », du fait de l'embargo imposé par les Nations unies. Aujourd'hui, M. Bush « brûle d'impatience et n'attend qu'une réaction irakienne aux provocations quotidiennes de ses avions pour reprendre les bombardements » sur l'Irak, estime le journal. - (AFP)

## Christine Arnothy Désert brûlant

roman



« Christine Arnothy surprend son monde avec un art consommé du faux-semblant. » Laurence Vidal, Le Figaro

« Le thriller haletant de Christine Arnothy. » Annette Colin-Simard, Le Journal du Dimanche

Désert brûlant

Grasset



## EUROPE

## RUSSIE

# M. Eltsine refuse de céder aux exigences de recentrage de l'Union civique

MOSCOU

de notre correspondant

Rien ne va plus, provisoirement du moins, entre M. Boris Eltsine et les «centristes» de l'Union civique. Du coup, les «libéraux» qui luttent pour leur maintien dans l'équipe Eltsine peuvent, provisoirement aussi, se froter les mains. Un énorme impair commis par l'un des membres de cette Union, qui se veut le porte-parole des directeurs de l'industrie, a en effet compromis une négociation pourtant bien engagée avec un président russe clairement tenté d'élargir sa base politique.

Les dirigeants de l'Union civique avaient ainsi été reçus, mardi 3 novembre, par M. Eltsine, auxquels ils avaient présenté un programme économique, d'ailleurs enfilé dans la douleur, et axé sur une conception plus «dirigiste» de la réforme. Mais il avait surtout été question de choses sérieuses, c'est-à-dire des faibles ministériels dont l'Union civique souhaitait déposséder à son profit les membres les plus radicaux du gouvernement de M. Egor Gaidar. Le

président russe avait écouté les arguments de ses interlocuteurs, réservé sa réponse tout en laissant entendre qu'il trouvait ses interlocuteurs bien exigeants, mais surtout demandé expressément que cet aspect de la conversation reste confidentiel.

Pourtant, à peine l'entrevue terminée, l'un des dirigeants de l'Union civique, M. Igor Mouraviev, s'empresait de communiquer à deux journalistes la liste des têtes réclamées par son groupe, une liste fort longue, comprenant en particulier celle du secrétaire d'Etat Guennadi Bourboulis mais aussi de la quasi-totalité des ministres de la frange la plus «radicale-libérale» du gouvernement, à l'exception du premier ministre Egor Gaidar, personnellement épargné. La gaffe, signe de l'amateurisme qui prévaut chez beaucoup d'acteurs de la vie politique russe, était d'autant plus grave qu'au même moment M. Arkady Volok, la figure dominante de l'Union civique, jurait dur comme fer, dans une interview à la *Nizvissimata Gazeta*, que son mouvement n'avait établi aucune liste de postes ministériels à récla-

mer... Dès lors, M. Eltsine ne pouvait que se raidir dans sa dignité, prendre ostensiblement ses distances à l'égard de l'Union civique, et dénoncer son «appétit immodéré». «Nous n'acceptons pas les changements» (demandés par l'Union civique) car ils «mettraient en pièces» l'équipe de M. Egor Gaidar, a-t-il déclaré, jeudi, à un groupe de journalistes. Du même coup, il a expliqué qu'il n'était pas question d'adopter un nouveau programme économique, mais tout au plus d'apporter «trois ou quatre correctifs» à l'actuelle politique de réformes, ce qui laisse en fait une grande marge d'incertitude.

Le retour de M. Sergueï Chakhrail

M. Eltsine a profité de l'occasion pour entonner un de ses thèmes favoris : le président «ne cède à aucune pression». «Il est temps que tout le monde le comprenne. Je suis prêt aux discussions les plus ardues, mais je ne conseille à personne de faire pression sur moi.» Cet avertissement tous azimuts valait, bien

entendu, pour M. Volok et ses amis, même si le président l'a formulé à propos des pays baltes.

Sur le petit théâtre moscovite, la réaffirmation, en grande partie par sa propre faute, par l'Union civique, est bien entendue pain béni pour M. Bourboulis et ses amis. En effet, c'est de ce côté-là que venait pour eux le danger principal : lorsque le secrétaire d'Etat et plusieurs ministres avaient lancé des fusées de déresse devant la presse étrangère pour dénoncer le «danger réactionnaire» et un très hypothétique «coup d'Etat» réactionnaire, il était clair que l'opération était en fait principalement dirigée contre ce que M. Bourboulis appelait «les faux centristes». Le secrétaire d'Etat avait ainsi pris le risque délibéré de dramatiser la situation, pour, selon l'une de ses expressions favorites, «crystalliser» les positions des uns et des autres, et donc dissuader M. Eltsine d'aller folâtrer avec les centristes.

La brouille de ces derniers jours ne signifie pourtant pas que le flirt ne reprendra pas prochainement : M. Eltsine, après avoir manifesté son

mécontentement, devra encore résoudre le problème que lui pose le Parlement, et plus encore le Congrès des députés dont il n'a toujours pas réussi à éviter la convocation pour le début décembre. Faute de recourir à des mesures autoritaires (que réclament, paradoxalement, ses amis «démocrates»), le meilleur moyen pour lui d'amadouer les députés est de passer un compromis avec les centristes. Mais, si possible, un peu plus discrètement.

En attendant, les libéraux ont enregistré un nouveau motif de satisfaction, en cette journée de jeudi décidément très faste : le retour au gouvernement de M. Sergueï Chakhrail, qui avait quitté l'exécutif, au printemps dernier, parce qu'il ne voulait plus servir de caution à une politique qu'il jugeait de plus en plus influencée par les «nomenclaturistes» dont M. Eltsine s'était entouré. A vrai dire, M. Chakhrail n'était pas parti très loin, puisqu'il représentait le président russe devant le Tribunal constitutionnel chargé de juger de la légalité de la dissolution du parti communiste, et qui devrait

donner sous peu un verdict sans surprise. A présent, M. Chakhrail se voit offrir un poste qui ressemble fort à un cadeau empoisonné : il est nommé président d'un «comité d'Etat pour la politique des nationalités», avec rang de vice-premier ministre, c'est-à-dire que ce juriste libéral de trente-six ans est exposé en première ligne au feu des «patriotes» russes tout comme à celui des représentants des peuples qui rejettent «l'impérialisme» russe. Sa promotion s'accompagne du remerciement sans frais de M<sup>me</sup> Galina Starovoïtova, conseillère du président et qui fut l'un des piliers de l'équipe Eltsine, mais était de plus en plus sur la touche.

M. Eltsine a en même temps promu le ministre de la défense Pavel Gratchev - qui, lui, est tout le contraire d'un libéral - au rang de membre du «collège gouvernemental», c'est-à-dire du premier cercle de l'exécutif. Histoire peut-être de brouiller encore un peu plus les cartes.

JAN KRAUZE

## BOSNIE-HERZÉGOVINE

## La lenteur du déploiement des forces de l'ONU bloque l'acheminement des secours

GENÈVE

de notre correspondant

Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a impérativement besoin que puissent être escortés, par des soldats de l'ONU, les convois humanitaires dont il a la charge en Bosnie-Herzégovine, où la faim et le froid menacent les populations les plus vulnérables. Sur les 7 300 membres de la Force de protection de l'ONU (FORPRONU), dont le Conseil de sécurité avait autorisé l'envoi dans cette région, seuls 1 500 hommes sont pour l'instant opérationnels.

Le HCR n'a cessé, depuis septembre, de réclamer un déploiement rapide dans les zones sensibles des 6 000 autres soldats prévus. Sans eux, les efforts des deux cents personnes - expatriés et locaux - que le HCR maintient sur le terrain risquent d'être réduits à néant. «Or, nous a déclaré

M<sup>me</sup> Christiane Berthiaume, l'un des porte-parole du HCR, la situation empire de jour en jour. Il sera vraiment trop tard pour espérer sauver des vies humaines.»

«C'était

une bonne semaine...»

Le HCR évalue à 9 100 tonnes par semaine la quantité minimale des secours nécessaires (nourriture, médicaments, couvertures, abris de fortune, calefacteurs en plastique pour remplacer les vitres cassées et lutter contre le froid en l'absence de chauffage). Mais, la semaine dernière, c'est moins de 4 000 tonnes, dont 1 169 par le pont aérien sur Sarajevo, qui sont parvenues à bon port. Et encore, nous précise amèrement le porte-parole, «c'était une bonne semaine...»

Les intempéries s'ajoutent, pour les opérations de secours, au danger des armes et au pillage. Récem-

ment, un camion a glissé dans un ravin. Des convois ont dû rebrousser chemin pour échapper aux pillards. «Comment faire comprendre aux assaillants, s'est écrié M<sup>me</sup> Berthiaume, que nos convois n'ont d'autre but que d'empêcher de mourir leurs mères, leurs femmes et leurs frères?»

Interrogé sur la situation financière du HCR en Bosnie, le porte-parole du HCR nous a répondu : «Paradoxalement, elle n'est pas mauvaise. Sur les 282 millions de dollars qui avaient été demandés aux divers gouvernements (le HCR ne fonctionne qu'au moyen de contributions volontaires, NDLR), 247,8 millions ont déjà été obtenus. Ce n'est donc pas faute de moyens que notre opération sur le terrain est compromise. Elle l'est uniquement par les difficultés d'acheminement des secours jusqu'aux victimes.»

ISABELLE VICIAC

## L'aviation serbe continue de survoler la zone d'exclusion

BELGRADE

de notre correspondant

Le chef adjoint de la Force de protection des Nations unies (FORPRONU), M. Cedric Thornberry, a indiqué, jeudi 5 novembre, à Belgrade que l'espace aérien de la Bosnie-Herzégovine avait été violé à vingt-cinq reprises entre le 22 et le 31 octobre, malgré l'établissement d'une zone d'exclusion aérienne décrétée par l'ONU au-dessus de cette République. S'adressant à quelques journalistes étrangers, M. Thornberry a précisé que les avions radars AWACS avaient détecté une vingtaine d'appareils serbes au moment où ils prenaient de l'altitude, après leur décollage. «Ces avions ont été repérés au moment où ils survolaient des montagnes; après l'envol, il est difficile de les suivre au radar car ils volent à très basse altitude», a-t-il souligné, en affirmant qu'ils ne venaient pas de l'aérodrome de Banja Luka, qui doit être prochainement placé sous le contrôle d'observateurs de l'ONU.

F. H.

## UKRAINE : un entretien avec le nouveau premier ministre

## M. Kouchma met en garde l'Occident à propos de la ratification du traité START

KIEV

correspondance

M. Leonid Kouchma, le nouveau premier ministre ukrainien, n'est pas un homme heureux : «La situation est encore pire que ce qu'en a dit la presse», a confié cet ancien directeur de l'usine de missiles Joumach, mercredi 4 novembre, à un petit groupe de journalistes. Héritier d'une situation de chaos et de crise «tout à fait incontrôlable», dit-il (l'inflation de plus de 30 % par mois et préparatifs de grève, notamment dans le bassin minier du Don), M. Kouchma prêche «une crise sociale de grande ampleur si nous ne parvenons pas à stabiliser la situation».

M. Kouchma insiste sur la corruption qui ronge la fonction publique et l'économie d'Etat : «De la base au sommet, tout est corrompu.» Dans de nombreux cas, explique le premier ministre, il est difficile d'établir que ces pratiques sont illégales, mais, affirme-t-il, à chaque fois qu'une telle preuve pourra être apportée, les coupables seront traduits en justice.

Nommé il y a moins d'un mois, M. Leonid Kouchma a tout de même résolu son problème le plus pressant : le conflit avec la Russie sur les échanges commerciaux. Après avoir accepté de fournir à la Russie l'équivalent de 100 milliards de roubles de marchandises, l'Ukraine a été livrée un pétrole, gaz et bois russes, échappant ainsi de justesse à la paralysie économique.

«Ils veulent nous laisser mourir...»

C'est sur le front de la monnaie que M. Kouchma va devoir désormais livrer bataille. Critiquant le gouvernement précédent qui n'a pas fait sortir, comme prévu initialement, l'Ukraine de la zone rouble dès le 1<sup>er</sup> octobre, le premier ministre a expliqué que l'Ukraine avait ainsi perdu «des dizaines de milliards de roubles».

Lui-même est décidé à parachever le processus de substitution au rouble du coupon, unité monétaire

de transition introduite l'hiver dernier. Il prévoit aussi de réduire l'émission de crédits (dont 700 milliards de roubles avaient été accordés par le gouvernement précédent) et de privatiser, les petites entreprises d'abord, les autres en fin de parcours.

Ce représentant par excellence de la grande industrie ne se prive pas de critiquer très sévèrement les dirigeants d'entreprise qui privilégient «tout à fait inappropriément» plutôt que ceux de l'économie ukrainienne. M. Kouchma n'est pas plus indulgent à l'égard de l'Occident, accusé de parler au lieu d'agir : «Ils veulent nous laisser mourir tout seuls.» La monnaie occidentale, dit-il, fait pression pour se séparer ni aide matérielle. La Russie, pendant ce temps, repoit, affirme-t-il, un contrat de 1 milliard de dollars pour vendre aux Etats-Unis du combustible nucléaire.

M. Kouchma avertit que si ces problèmes continuent à être ignorés, la procédure de ratification du traité START (sur la limitation des armements stratégiques signé par M<sup>me</sup> Bush et Gorbatchev) par le Parlement ukrainien risque de tourner au «fiasco» pour lui et pour le président Kravtchouk (1). Déjà, explique-t-il, les députés commencent à douter à haute voix de l'intérêt de ce traité pour l'Ukraine. «Qu'y a-t-il de bon pour nous dans tout cela?», demande le nouveau premier ministre, décidément amer : «On ne nous accorde pas d'aide, seulement des conseils. Mais l'Ukraine n'est pas si stupide. Nous n'avons pas besoin de tant de conseils.»

ROMA IHNATOWYCYZ

(1) Le traité START a été ratifié mercredi 4 novembre par le Parlement de Russie.

## Mille enfants bosniaques vont passer l'hiver en France

SPLIT

de notre envoyé spécial

Ils n'avaient jamais vu la mer. Mais le spectacle des calanques encrenquant le port de Split n'a pas suffi à rallumer la joie en eux. Dans les yeux des 960 petits Bosniaques et de leurs mères, candidats à l'exil provisoire, restent les images des bombardements, de la peur, de la fuite et de la mort. Le regard de ces enfants de Bosnie-Herzégovine plonge dans l'horizon comme dans l'infini ou le néant. Depuis plusieurs mois, entassés avec leur famille dans les camps de Zenica et de Mostar, leur quotidien se résumait à survivre : boire, manger, dormir et se chauffer quand c'est possible...

Grâce à l'association humanitaire Equilibre et à une chaîne de solidarité qui s'est formée dans les régions françaises autour du projet «Mille enfants à l'abri» - qui prévoit leur évacuation pour cause

sanitaire, - le convoi devait appareiller, vendredi 6 novembre, vers l'Italie puis la France. Cette initiative, relayée par les collectivités régionales et appuyée par la Croix-Rouge française, s'est concrétisée malgré une polémique nourrie par d'autres associations humanitaires mettant en garde contre le «traumatisme psychologique» et le «danger d'un tel détachement allant jusqu'à favoriser le processus de purification ethnique pratiqué par les Serbes».

Ces remous ne dérangent pas M. Alain Michel, président d'Equilibre, qui y voit, au contraire, toutes les raisons de réveiller les consciences. «Dans six mois, ce sera trop tard. Le problème se posera sur une surface plus importante encore puisque, aux 120 000 réfugiés de Banja-Luka, aux 40 000 de Zenica et aux 18 000 de Travnik, se sont ajoutés la semaine dernière les 40 000 autres ayant fui Jajce. Le froid de

l'hiver compliquera le passage des convois humanitaires sur des pistes enneigées et impraticables. Mieux vaut sauver les vies maintenant que de les regretter après. Au mois de juin 1993, nous avertissons. Mais il ne sera pas question de remettre ces enfants sous les bombes...»

Voyage épuisant

Les logisticiens d'Equilibre préparent l'évacuation de ce millier d'enfants depuis de longues semaines. La première étape du voyage, qui a amené le convoi à Split, s'est déroulée, les 4 et 5 novembre, presque «en douceur», malgré un trajet épuisant de 350 kilomètres qui a duré vingt heures sur une piste cahoteuse - il a souvent fallu pousser les véhicules dans des passages difficiles - empruntée par d'autres colonnes de réfugiés ou par des camions humanitaires. Les mil-

iciens, croates comme musulmans, ont laissé passer, sans entraves, les dix-huit autobus. Après une journée de repos dans un campement improvisé, les véhicules et leurs passagers devaient être embarqués sur des ferries à destination d'Ancone.

Les enfants, âgés de deux mois à seize ans, prennent ensuite la route de Lyon, où ils doivent arriver samedi. Là, ils seront répartis dans les familles d'accueil françaises. Cette opération «Mille enfants à l'abri» est chiffrée à 6 millions de francs par Equilibre, qui bénéficie du soutien financier de nombreuses régions, et surtout de l'élan de générosité suscité en France. Equilibre prévoit d'organiser une nouvelle évacuation des enfants malades et blessés de Sarajevo avant le début de l'hiver.

JEAN-JACQUES ROLLAT

LE MONDE diplomatique

PREMIER VOLUME de la NOUVELLE COLLECTION «SAVOIRS»

LES MERS, AVENIR de l'EUROPE

132 pages en couleurs - 48 francs

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

## politique étrangère

REVUE TRIMESTRIELLE PUBLIÉE PAR L'INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES

Directeur de la publication : Thierry de Montbrial

## L'Allemagne après l'unité

Numéro spécial consacré au bilan d'un an d'unité telle qu'elle a été vécue en Allemagne et perçue en Europe. Analyses documentées, commentaires d'experts permettent de mieux comprendre les difficultés que créent les retrouvailles entre l'Est et l'Ouest de l'Allemagne et les problèmes qu'entraîne la réalisation d'un édifice européen commun aux deux moitiés de notre continent.

(ifri)

n° 4/91 - 98 F

En vente en librairie ou par correspondance à : Armand Colin BP 22-41353 VINCENNES Tél. (16) 84-43-89-92

## M. Panic a plaidé auprès de M. Delors pour la levée des sanctions contre la Yougoslavie

Le premier ministre yougoslave, M. Milan Panic, a plaidé pour la levée des sanctions imposées à la nouvelle Yougoslavie (Serbie et Monténégro) lors d'une rencontre, jeudi 5 novembre, avec M. Jacques Delors. Il a assuré avoir obtenu «une réponse très positive» et «M. Delors a été très sensible au problème de l'aide humanitaire».

Selon l'un de ses conseillers, le président de la Commission européenne a déclaré qu'il allait étudier la possibilité d'envoyer un observateur en Yougoslavie pour déterminer quels étaient les «besoins essentiels» de la population en matière d'aide humanitaire et envisager la distribution de cette aide. (AFP)



## EUROPE

GRANDE-BRETAGNE : l'ajournement de la ratification du traité de Maastricht

### Nouvelle reculade du premier ministre britannique

Suite de la première page

Cette concession accordée aux «euroscéptiques» toriens a en effet été présentée aux intéressés dans la soirée de mercredi, au cours des quelques quinze minutes qui ont séparé les votes successifs sur l'amendement présenté par le Parti travailliste et sur la motion du gouvernement. Le texte du Labour — visant à retarder le processus parlementaire — ayant été repoussé de six voix, les «whips» (le chef du groupe parlementaire et ses adjoints), ont pris peur, et ont annoncé au premier ministre que le gouvernement se dirigeait vers une défaite. Celle-ci, chaque parlementaire en était bien conscient, pouvait fort bien provoquer la démission ou le remplace-

ment du premier ministre. Avec M. Michael Heseltine, le ministre du commerce et de l'industrie, le premier ministre a alors entrepris personnellement de convaincre quelques «euroscéptiques» hésitants, et avancé cette ultime concession. L'un d'entre eux, M. Michael Cartis, «rebelle» ayant finalement accepté au dernier moment de soutenir le gouvernement, a fait, vendredi, une «confession» complète. Ces révélations ont provoqué la fureur de l'opposition, dont le chef, M. John Smith, a estimé qu'il s'agissait d'une «tactique irresponsable et sans scrupules, une honte». D'autre part, le succès parlementaire de M. Major, qui «sauve» momentanément la politique européenne du gouvernement sur laquelle le premier minis-

tre a tant investi, apparaît comme une victoire à la Pyrrhus, tant la crédibilité de la Grande-Bretagne en Europe est atteinte.

Le premier ministre britannique, qui atteint un record d'impopularité — le dernier sondage Gallup, publié par le *Daily Telegraph*, fait apparaître que 67 % des Britanniques sont mécontents de son action contre 25,6 % de satisfaits — ne tire probablement aucun bénéfice de ce nouvel épisode de la crise politique qui divise le Parti conservateur à propos de l'Europe. Mais, si les ministres «thatchériens» jouent encore le jeu de la loyauté, c'est surtout parce que les seuls candidats potentiels à la succession de M. Major (M.M. Clarke, Hurd et Heseltine, ministres respectivement de l'intérieur, des affaires étrangères et de l'industrie) sont tout aussi «européophiles», si ce n'est davantage, que M. Major. Mais le «paysage politique» britannique peut évoluer très vite.

LAURENT ZECCHINI

### Les Européens consternés

«C'est un coup très dur (...), une nouvelle perfidie du gouvernement britannique en un moment difficile», a déclaré jeudi 4 novembre un diplomate en poste à Bruxelles, après l'annonce par le gouvernement britannique du report de la ratification du traité de Maastricht au printemps, après le second référendum qui doit avoir lieu au Danemark.

Cette annonce, faite quelques heures après que M. John Major ait obtenu de justesse un vote favorable aux Communautés sur sa politique européenne, a semé la consternation à Bruxelles et dans les pays partenaires, même si l'on s'est gardé de tout commentaire officiel.

Il ne s'agit pas seulement en effet de quelques mois de retard dans l'entrée en vigueur du traité de Maastricht, que les pays signataires avaient initialement prévue pour le 1<sup>er</sup> janvier 1993. On savait déjà que ce calendrier ne serait pas respecté : le Danemark avait en effet fait connaître son intention de procéder l'année prochaine à un second référendum ; or le traité ne peut s'appliquer qu'après avoir été ratifié par les douze pays signataires. Mais la décision prise par M. Major remet en cause toute la stratégie adoptée par les pays de la

Communauté dès le lendemain du «non» danois à Maastricht, qui consistait à exclure toute renégociation du traité et à faire valoir aux électeurs danois sa ratification par les onze autres pays.

En renvoyant la discussion du texte en troisième lecture par la Chambre des communes au-delà de la prochaine consultation au Danemark, M. Major fait cadeau à ce pays d'un puissant moyen de chantage. Un second rejet par ses électeurs entraînerait à coup sûr un rejet du traité par le Parlement britannique, et les dirigeants de Copenhague sont désormais en position beaucoup plus forte pour négocier avec leurs partenaires européens les amendements qu'ils souhaitent apporter au traité de Maastricht.

Or tels qu'ils sont actuellement formulés, ces amendements sont inacceptables. M. Felipe Gonzalez l'a indiqué il y a quelques jours après M. Jacques Delors. M. Roland Dumas l'a dit à son tour jeudi, après un entretien avec son homologue danois, M. Uffe Ellemann-Jensen, qui effectue actuellement une tournée en Europe. «Il ne faut pas rechercher une solution qui poserait plus de problèmes qu'elle n'en résoudrait», a déclaré M. Dumas, et son porte-

parole, M. Daniel Bernard, a indiqué que «la difficulté est sérieuse». M. Klaus Kinkel a lui aussi déclaré jeudi que les demandes des Danois «posent des problèmes» et estimé que toute renégociation du traité dans le but de les satisfaire serait fatale à l'Europe. «Si l'on ouvre la boîte de Pandore, alors bonsoir l'Europe», a-t-il dit.

Le document mis au point avec les partis d'opposition par M. Ellemann-Jensen présente à ses partenaires réclame des exemptions pour le Danemark sur les principaux chapitres du traité de Maastricht (monnaie unique, défense commune, début de politique commune en matière de police et de justice, etc.) qui, telles qu'elles sont formulées actuellement, ne sont pas des demandes de dérogations transitoires, mais des remises en cause de principe. Le Parti social-démocrate danois demande en outre qu'elles soient «juridiquement contraignantes», ce qui supposerait une renégociation du traité.

Les Britanniques, disait jeudi un autre diplomate de Bruxelles, viennent de «mettre un poignard entre les mains des Danois. Ils sont désormais les maîtres du jeu».

C. T.

IRLANDE : après un vote de défiance des députés

### M. Albert Reynolds a dissous le Parlement et fixé les élections législatives au 26 novembre

Le gouvernement dirigé par M. Albert Reynolds (Fianna Fail, nationaliste) n'a pas survécu au retrait de la coalition du petit Parti démocrate progressiste de M. Desmond O'Malley. Les six députés de ce parti, qui reprochent à M. Reynolds des irrégularités dans l'octroi de subventions à des exportateurs de viande bovine, ont voté, jeudi 5 novembre, avec l'opposition. Des élections générales anticipées se dérouleront le 26 novembre, en même temps que le référendum sur la libéralisation de l'avortement.

partis de l'opposition, le Fine Gael (centriste) de M. John Bruton et le Parti travailliste de M. Dick Spring, qui totalisaient ainsi 88 voix.

Les rapports entre M. Reynolds et M. O'Malley n'avaient cessé de se dégrader depuis l'accession du premier, en février 1992, à la présidence du Fianna Fail et à la tête du gouvernement de Dublin à la place de M. Charles Haughey, démissionnaire. M. O'Malley avait accusé M. Reynolds d'avoir abusé de la garantie gouvernementale sur les crédits à l'exportation de viande bovine au profit du plus grand groupe irlandais de la branche, Goodman International, dont le dirigeant est proche du Fianna Fail.

pourtant que ni le Fianna Fail, ni le parti de M. O'Malley ne fussent désireux d'affronter l'électorat, dans une période où le pays est mobilisé sur la question de la libéralisation de l'avortement, et traverse une période de chômage aigu.

#### Mettre fin à l'instabilité

L'enjeu du scrutin du 26 novembre, attendu avec une certaine anxiété par les milieux économiques et sociaux, est de savoir si l'Irlande pourra sortir de l'instabilité politique. M. Reynolds vise bien évidemment l'obtention de la majorité absolue, par la conquête de six sièges supplémentaires. L'opposition, dont l'élément le plus important est le Fine Gael, pourrait, si elle sort vainqueur du scrutin, former un gouvernement de coalition avec la participation des travaillistes et des démocrates progressistes désormais brouillés avec M. Reynolds.

La situation est rendue plus complexe du fait de la concomitance du référendum sur l'avortement, qui pourrait susciter des candidatures pour ou contre la libéralisation de l'IVG, ajoutant encore à la confusion.

L'Eglise catholique d'Irlande a décidé de ne pas donner de consignes de vote pour ce référendum, estimant que la première des trois questions posées est «impartiale, parce qu'elle ne garantit pas l'exclusion totale de l'avortement défilé». Selon Mgr Joseph Duffy, porte-parole de l'épiscopat irlandais, la question, telle qu'elle est formulée, «empiète sur le droit à la vie de l'enfant à naître».

JOE MULHOLLAND

#### DUBLIN

de notre correspondant

Les polémiques entre M. Albert Reynolds, le premier ministre irlandais, et M. Desmond O'Malley, son allié au sein de la coalition conservatrice, ont provoqué la chute du gouvernement de Dublin, qui ne pouvait plus compter sur les 77 voix de confiance de jeudi au Dail, le Parlement irlandais. Les six députés du Parti démocrate progressiste de M. Desmond O'Malley ont joint leurs voix à celles des

#### Tribunal du bœuf

Ces irrégularités, commises il y a cinq ans, sont depuis un an examinées par une juridiction spéciale dite «tribunal du bœuf». Elles porteraient, selon M. O'Malley, sur un montant de 170 millions de livres irlandaises, soit environ 1 500 millions de francs.

M. Reynolds, de son côté, soutient que ces irrégularités ne portent que sur une somme de 120 millions de livres (1,1 milliard de francs). M. Reynolds avait accusé la semaine dernière M. O'Malley d'avoir été «malhonnête» lors de sa déposition devant le tribunal, la semaine dernière. Ces accusations avaient incité les trois ministres du Parti démocrate progressiste à quitter le gouvernement mercredi.

M. Reynolds n'avait jamais caché sa répugnance à gouverner avec le Parti démocrate progressiste, dont il estimait le rôle trop important au regard du petit nombre de députés dont il disposait au Parlement. Il semblait

#### ALLEMAGNE : la justice critiquée par le chef de la communauté juive

Le président du Conseil central des Juifs d'Allemagne, M. Ignatz Bubis, a accusé la justice de ne pas faire son travail face à la flamme de violence raciste, en relâchant ou en n'infligeant que de faibles peines à leurs auteurs, et a demandé l'application des lois existantes. Dans un entretien publié jeudi 5 novembre dans un quotidien berlinois, il déclare que «l'Etat doit se ressaisir et réagir plus fermement». La justice allemande a prononcé mercredi, pour la première fois, une peine exemplaire contre deux jeunes gens qui ont incendié un foyer d'étrangers dans l'ex-RDA. (AFP)

### A TRAVERS LE MONDE

#### ANGOLA

Premier contact entre le gouvernement et le chef de l'UNITA

Selon la radio angolaise, le chef d'état-major de l'armée nationale, le général Antonio Dos Santos Franco «Nkulu», a rencontré, mercredi 4 novembre, le chef de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), M. Jonas Savimbi, «pour étudier les mesures concrètes visant à imposer le cessez-le-feu dans tout le pays». Il s'agit de la première rencontre entre un représentant du gouvernement de Luanda et le numéro un du mouvement rebelle, depuis les terribles combats de la semaine dernière.

M. Savimbi, qui s'était retiré dans son bastion de Huambo, dans le centre du pays, après sa défaite à l'élection présidentielle de septembre, a eu également une conversation téléphonique avec le ministre sud-africain des affaires étrangères, M. «Pik» Botha. Selon celui-ci, le chef de l'UNITA, «malgré une énorme tension émotionnelle», a «clairement et fermement annoncé sa volonté de poursuivre le processus démocratique et d'y jouer un rôle constructif». M. Botha a ajouté que Pretoria souhaitait une rencontre entre M. Savimbi et le président José Eduardo Dos Santos, l'Afrique du Sud étant prête à abriter un tel sommet. (Reuters)

#### ETHIOPIE

Le référendum sur l'indépendance de l'Erythrée est fixé à avril prochain

Ce sont les 23 et 25 avril prochains qu'aura lieu, en Erythrée, le référendum d'autodétermination destiné à fixer le statut de l'ancienne province rebelle, dont les habitants devront choisir entre l'indépendance ou le rattachement à la nation éthiopienne. Ce référendum interviendra deux ans après le

renversement du régime de l'ancien président Mengistu, chassé d'Addis-Abeba en mai 1991.

Depuis cette date, l'Erythrée, qui s'est dotée d'un gouvernement provisoire, jouit de facto d'un statut d'Etat souverain. L'Egypte, les Etats-Unis, le Yémen, ainsi que la Ligue arabe, l'Organisation de l'unité africaine et les Nations unies, ont confirmé l'envoi d'observateurs à l'occasion de ce scrutin historique. (AFP)

#### YÉMEN

Les premières élections législatives reportées en avril

Les dirigeants du Yémen et les chefs de l'opposition sont convenus, jeudi 5 novembre, de reporter au 27 avril les premières élections législatives de l'Etat unifié, qui devaient initialement se dérouler avant le 22 novembre 1992. Un haut comité chargé d'organiser le scrutin avait demandé cet ajournement en raison des «difficultés matérielles», notamment l'établissement des listes électorales.

L'état d'insécurité qui règne dans le pays, avec la multiplication des attentats contre des dirigeants politiques, ne serait pas non plus étranger au report. (AFP)

ENCYCLOPÉDIE GÉOGRAPHIQUE

LE MONDE EN POCHES

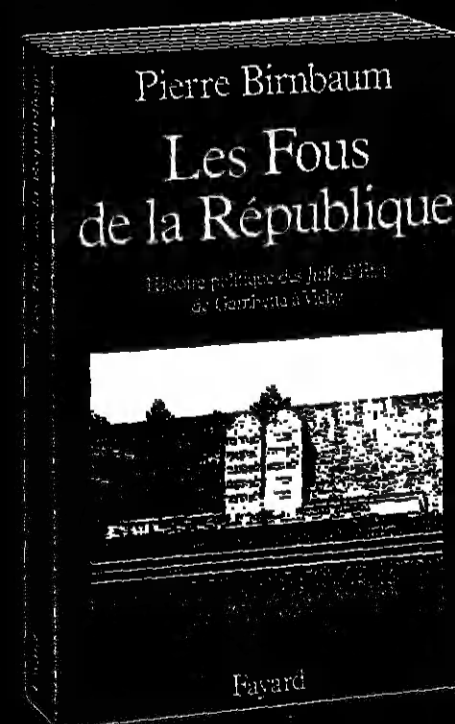
La Pochette

1120 pages 155 F

## POUR L'AMOUR DE LA RÉPUBLIQUE

L'histoire d'un amour bafoué... Un gigantesque travail d'historien.

Michel Crépu, La Croix



Faisant mentir l'abbé Grégoire qui voyait dans l'émancipation des juifs de France sinon leur conversion du moins leur assimilation, les «juifs d'Etat» réussissent à concilier la tradition, voire une certaine solidarité communautaire, avec la loyauté républicaine.

Nicolas Weil, Le Monde

Une fresque romanesque à la Balzac, à la Zola... Ouvrage monumental.

Guy Le Clech, L'Arche

l'Histoire chez FAYARD

## Le Monde ScPo

5<sup>e</sup> SÉMINAIRE SCIENCES PO-LE MONDE

### Faut-il enterrer l'autorité?

«Pas de pouvoir sans autorité», dit l'adage. Qu'en est-il dans notre société?

mercredi 25 novembre 1992

- 9h00 INTRODUCTION par Michel Crozier
- Séances présidées par René Rémond
- 9h15 SOCIÉTÉ : CONTRAINTES ET CONVIVIALITÉS... avec : Paul Bernard, Gérard Denuith, François Dubet, Bruno Frappat, Marguerite Genzbitel.
- 11h15 POLITIQUE : POUVOIRS ET CONTESTATIONS I avec : Marie-Christine Blandin, Henri Emmanuelli, Alain Juppé, Yves Méry, Gilles de Robien.

- après-midi
- Séance présidée par Jacques Lesourme
- 14h30 ENTREPRISES : EXÉCUTANTS OU ACTEURS ? avec : Jean-Louis Belfa, Jean Bergougnoux, Arnaud de Boysson, Daniel Labbé, Rose-Marie Van Lerberghe, Michel Meyer, Renaud Sainsaulieu.
- 17h30 CONCLUSION par Alain Lancelot

Ce séminaire s'adresse aux membres des Directions Générales des Entreprises, Administrations et Collectivités locales.

Hôtel NIKKO, 75015 Paris.  
Frais de participation : 1 100 Francs  
Renseignements et inscriptions :  
Institut d'Études Politiques de Paris - Service Formation Continue  
215, bd Saint-Germain - 75006 Paris.  
Tel : 45 49 50 97 - 45 49 51 94 / Fax : 42 22 60 79

Politique étrangère

Le Monde

440 500 72-42 001 FRANCE

12-22-00-04







## AFRIQUE

GHANA : l'élection présidentielle

### Le chef de l'Etat sortant a été élu dès le premier tour

Selon des résultats officiels, rendus publics dans la soirée du jeudi 5 novembre, à Accra, le président Jerry Rawlings, au pouvoir depuis onze ans, a remporté 58 % des suffrages dès le premier tour de l'élection présidentielle, le 3 novembre.

M. Albert Adu-Boahen, principal rival du président sortant, a rassemblé 29,9 % des voix. Les autres candidats, MM. Hilla Limann, Kwabena Darko et le général Emmanuel Erskine ont obtenu respectivement 6,6 %, 2,8 % et 1,9 % des suffrages.

### Le nouvel uniforme de M. Jerry Rawlings

Après avoir gardé pendant onze ans un pouvoir acquis par la force, l'ancien capitaine d'aviation Jerry Rawlings - il a pris sa retraite de l'armée avant l'élection - acquiert la légitimité du suffrage universel. Confronté par l'environnement international à se soumettre au multipartisme, le militaire a cédé : les Ghanéens ont été appelés aux urnes. Mais, comme bien souvent en Afrique, ils ont reconnu la légitimité de leur chef.

L'homme ne manque pas de charisme, malgré une personnalité déconcertante : après un premier coup d'Etat, il rend le pouvoir aux civils, puis l'accapare à nouveau ; il part en croisade contre la corruption, tout en malmenant les droits de l'homme ; ami du colonel Kadafi et de M. Fidel Castro, il ne se réclame ni du marxisme ni du capitalisme, mais applique une politique économique qui a fait du Ghana « l'enfant chéri » du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale. Une politique qui a d'ailleurs joué au détriment des citoyens. C'est dans les campagnes que le « chairman » est le plus populaire.

« J. J. » (prononcez Dji-Dji, pour Jerry John), comme le surnomment ses concitoyens, est bien ghanéen :

ainsi a statué la Haute Cour d'Accra, une semaine avant les élections, en réponse à un recours de l'opposition qui invoquait le mépris du chef de l'Etat pour obtenir l'invalidation de sa candidature à la présidentielle. M. Jerry John Rawlings, né le 22 juin 1947 à Accra, est en effet le fils d'un écossais et d'une Ghanéenne de l'éthnie ewé. Entré en 1968 à l'académie militaire à Teshie, il obtient le rang de lieutenant en 1979. Le pilote de chasse, attiré par la politique, s'indigne de la corruption des officiers.

Lorsqu'il tente un premier coup d'Etat, le 15 mai 1979, et qu'il est arrêté, il est inconnu des Ghanéens. Trois semaines plus tard, il est un peu moins libéré par des officiers, il renverse le chef de l'Etat, le général Fred Akuffo, dans le but de « nettoyer » le pays. Devenu chef du Conseil des forces révolutionnaires armées (CFLA), il mène une campagne d'épuration expéditive, avant de rendre le pouvoir à la surprise générale - à M. Hilla Limann, élu entre-temps président.

Mais les civils sont, à son goût, de mauvais gestionnaires, qui plus est corrompus eux aussi. Il reprend donc le pouvoir, le 31 décembre

1981. La Constitution est suspendue, la spéculation durement sanctionnée, les partis politiques sont interdits. En 1983, la crise - grave - est accentuée par l'arrivée des expulsés du Nigeria. Cette année-là, le chairman se convertit au libéralisme, double d'une politique d'austérité.

Sa politique économique n'est pas contestée, mais les pressions intérieures et extérieures le conduisent à démocratiser le régime. L'opposition dénonce l'ordre des étapes : l'élection des assemblées de district en 1988, l'adoption par référendum en avril 1992 d'une nouvelle Constitution, qui doit instaurer la IV<sup>e</sup> République, puis, en mai, le retour au multipartisme ; l'abrogation de l'autorisation préalable pour la presse n'interviendra qu'en dernier lieu.

Le retour au multipartisme - qu'il avait si longtemps décrié comme facteur de division et de corruption - la réhabilitation de Kwame Nkrumah, président-fondateur du Ghana, pourraient valoir à l'ex-capitaine une réputation d'homme-caméléon. Mais ses velléités cachent, en réalité, une grande faculté d'adaptation, allée à une parfaite maîtrise du processus de démocratisation.

ALGERIE : selon la Ligue de défense des droits de l'homme

### La torture « fait sa réapparition »

ALGER

de notre correspondant

« La torture, que l'on a espéré éradiquée après les émeutes d'octobre 1988, fait sa réapparition en Algérie » : voilà ce que vient d'affirmer, dans un communiqué, la Ligue algérienne de défense des droits de l'homme (LADDH), l'une des deux organisations reconnues par le pouvoir. La LADDH fait état « d'informations concordantes, de témoignages certifiés et dignes de foi » au sujet de « sévices multiples et multiformes » infligés aux personnes arrêtées « de la part des services de sécurité ».

M. Ali-Yahia Abdessemed, président de l'organisation, a déclaré, mercredi 4 novembre : « Nous avons un dossier en béton. Il a souligné qu'il ne s'agit pas de cas isolés mais d'une pratique administrative généralisée ». Cet avocat répondait ainsi indirectement au ministère de l'Intérieur qui, la veille, s'était étonné que « le président de la LADDH, informé de l'existence d'atteintes intolérables à l'intégrité physique et morale des personnes, n'en ait pas aussitôt alerté les autorités ». Notamment depuis qu'il est membre du collectif de défense des dirigeants de

l'ex-Front islamique du salut (FIS), M. Ali-Yahia fait l'objet d'une campagne très dure de la part des médias algériens, tant publics qu'indépendants. Il a réclané « la désignation d'une commission d'enquête composée de cinq personnalités algériennes neutres afin de se rendre à la prison Serkadji [sur les hauteurs d'Alger] pour entendre les détenus ayant subi des châtiments corporels et des tortures ».

Au lendemain des émeutes d'octobre 1988 et de la sévère répression qui a suivi, surtout à l'encontre de centaines d'adolescents, la divulgation de très nombreux cas de torture avait suscité une profonde émotion au sein de la population algérienne. Le pouvoir d'alors, bien qu'en minimisant l'ampleur, n'avait pas nié un certain nombre de violences physiques, promises d'en châtier les coupables et laissé se constituer un Comité national contre la torture. Les choses en restent là, mais les gouvernements qui se sont succédés après ces événements avaient apparemment refusé à marquer des pratiques formellement condamnées par la nouvelle Constitution algérienne. (Interim.)

### EN BREF

o CAMEROUN : grève des avocats. Deuxième port du Vietnam, concurrent direct de Hanoï dans le Nord, Haiphong n'est pas une ville morte. Un demi-million de personnes y vivent de mille petites activités. Comme la capitale et Ho-Chi-Minh-Ville - la grande métropole du Sud - le premier port du Nord bénéficie d'un statut spécial, il a 515 kilomètres carrés sur 200 kilomètres de côtes : ce n'est pas un million et demi de personnes. Le petit commerce y bat son plein. Sur les étals des marchés, on revend même des vêtements japonais importés en fraude du Cambodge.

o LIBERIA : les Etats-Unis désavouent l'armée militaire armée aux rebelles par le Burkina-Faso. Les Etats-Unis ont annoncé, jeudi 5 novembre, qu'ils rappelaient leur ambassadeur à Ouagadougou pour protester contre l'aide militaire apportée par le Burkina-Faso aux combattants du Front national patriotique du Liberia (FNPL) de M. Charles Taylor. Le département d'Etat a indiqué, en outre, que le nouvel ambassadeur burkinabé, attendu à Washington, n'y serait pas le bienvenu. (AFP.)

o MALAWI : le Comité international de la Croix-Rouge autorisé à visiter les prisons. Pour la première fois en vingt ans, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a pu visiter les prisons et les postes de police du Malawi, si-on apprit, jeudi 5 novembre, à Genève. Depuis le mois d'août, six délégués du CICR ont visité les huit plus grandes prisons du pays et adressé un rapport d'enquête aux autorités locales. Ces derniers ont régulièrement interpellés par Amnesty International, au sujet de cas de torture et du « taux effrayant de décès » dans des prisons « surpeuplées ». (AFP.)

o Epidémie de choléra en Zambie et au Malawi. Les habitants de Kitwe, une des principales villes de la région minière du Copperbelt (nord de la Zambie), sont victimes d'une grave épidémie de choléra. De source hospitalière, on estime à cent vingt le nombre de personnes qui ont, depuis la fin du mois d'octobre, succombé à la maladie. De son côté, Médecins sans frontières (MSF) vient de signaler que « tous les camps de réfugiés mozambicains au Malawi » étaient également touchés.

o SOUDAN : deux employés de l'ONU auraient été exécutés. Arrêtés au début de l'été à Juba, au Soudan sud, deux employés soudanais des Nations unies ont vraisemblablement été jugés et exécutés par les autorités de Khartoum, si-on indique, jeudi 5 novembre, de source proche de l'ONU au Soudan. En dépit de demandes répétées auprès du gouvernement, les Nations unies n'ont eu, depuis leur arrestation, aucune nouvelle de ces deux personnes. L'un des employés, M. Michael Muto, était le représentant au niveau le plus élevé en poste à Juba pour le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), et le second, dont l'identité n'a pas été révélée, travaillait comme chauffeur. (AFP.)

## ASIE

### Haiphong, oubliée de l'ouverture

Le grand port du nord du Vietnam a bien du mal à sortir d'une longue torpeur

HAIPHONG

de notre envoyé spécial

Dans la salle à manger décatie de l'Hôtel du Commerce - il a gardé son nom français - deux hommes d'affaires européens discutent avec leurs homologues vietnamiens devant un verre de soda et une tasse de café. Accoudés au bar, deux serveuses les regardent en papotant. Pour le reste, le vieux bâtiment semble vide. Du linge sèche dans la cour. L'hôtel voisin, belle bâtisse de style colonial en plein centre-ville, a plus belle allure. Mais le train-train quotidien n'y paraît guère plus actif. « De nos jours, le grand hôtel, dit le conducteur de cyclo-pousse, c'est le Maritime. » Pour rejoindre cet établissement neuf, il faut, à défaut de taxi, s'enfoncer dans une étroite ruelle à trois roues qu'on appelle ici un cyclo-pousse et gagner une banlieue portuaire lointaine en se faufilant à travers une nuée de vélos et de motos.

Des vendeurs de légumes ou de fruits occupent parfois une partie de la chaussée, comme s'ils ne s'étaient pas encore habitués au passage, encore peu fréquenté, est vrai, de voitures ou de camions. Le grand boulevard au bout duquel se trouve le Maritime est bordé d'immeubles dans lesquels des pays socialistes frères d'Europe de l'est ont, en leur temps, entassé des familles vietnamiennes. Et le Maritime, où l'on bargouine l'anglais, ne s'anime vraiment qu'une fois par semaine, le jour du bal, fréquenté par une jeunesse problématiquement dorée. On y croise aussi deux commerçants sud-coréens, coincés là pour un mois de négociations. Le soir, ils retrouvent dans le hall un personnel souriant, qui leur fait un brin de conversation, dans un anglais malgichon, histoire de les distraire.

Deuxième port du Vietnam, concurrent direct de Hanoï dans le Nord, Haiphong n'est pas une ville morte. Un demi-million de personnes y vivent de mille petites activités. Comme la capitale et Ho-Chi-Minh-Ville - la grande métropole du Sud - le premier port du Nord bénéficie d'un statut spécial, il a 515 kilomètres carrés sur 200 kilomètres de côtes : ce n'est pas un million et demi de personnes. Le petit commerce y bat son plein. Sur les étals des marchés, on revend même des vêtements japonais importés en fraude du Cambodge.

Comme partout au Nord, les marchés et les rues commerçantes sont envahies par les produits de consommation chinois qui, franchissant la frontière en contrebande, ne sont pas taxés et font une rude concurrence à la production locale. « Poteries et céramiques chinoises, en raison de la contrebande, se vendent moins cher que celles produites sur place », explique un officiel en ajoutant : « Que faire ? Nous avons 1 000 kilomètres de frontière terrestre avec la Chine. » Poires, pommes, bière, pharmacopée orientale, tout vient de Chine. La revanche est de taille : au moment de la guerre frontalière entre les deux pays, en

1979, les neuf dixièmes des 200 000 Chinois de Haiphong avaient dû se sauver. Depuis l'ouverture, en 1987, du Vietnam, des investissements étrangers d'un montant global de 3,5 milliards de dollars ont été agréés par les autorités et, sur cette somme, environ 1 milliard a été réellement investi, dont une moitié dans le secteur pétrolier. Sur la liste des bénéficiaires, Haiphong se situe en quatrième position derrière Ho-Chi-Minh-Ville, Hanoï et Danang, le grand port du Centre. Mais les officiels du Comité populaire ne peuvent citer que trois joint-ventures : avec un partenaire australien (agroalimentaire), avec Hongkong (pêche) et avec un japonais (produits de la mer). Et ils ignorent le montant des investissements étrangers dans leur ville.

1979, les neuf dixièmes des 200 000 Chinois de Haiphong avaient dû se sauver. Depuis l'ouverture, en 1987, du Vietnam, des investissements étrangers d'un montant global de 3,5 milliards de dollars ont été agréés par les autorités et, sur cette somme, environ 1 milliard a été réellement investi, dont une moitié dans le secteur pétrolier. Sur la liste des bénéficiaires, Haiphong se situe en quatrième position derrière Ho-Chi-Minh-Ville, Hanoï et Danang, le grand port du Centre. Mais les officiels du Comité populaire ne peuvent citer que trois joint-ventures : avec un partenaire australien (agroalimentaire), avec Hongkong (pêche) et avec un japonais (produits de la mer). Et ils ignorent le montant des investissements étrangers dans leur ville.

Même à Hanoï, les voitures sont dix fois plus nombreuses. Entre Haiphong et sa station balnéaire de Doson, des travaux ont permis de récupérer 20 000 hectares en bord de mer, destinés à abriter une zone franche ou une zone économique spéciale. Le gouvernement a donné un accord de principe. Mais on en reste là pour l'instant, et les industriels ne se précipitent pas. Les touristes qui visitent la célèbre baie d'Along ne s'arrêtent que le temps de franchir le bac. Ils ne traversent même pas la ville. Le port s'enlise : il ne peut plus accueillir que des cargoes de 10 000 tonnes, contre 12 000 il y a une décennie. Pourtant, comme le souligne un officiel, « Haiphong ne se trouve qu'à 900 kilomètres alors que Ho-Chi-Minh-Ville est à 1 600 kilomètres ».

Cette stagnation a sans doute des avantages puisque la municipalité se targue d'un taux très réduit de criminalité ou de circulation de drogues fortes. Mais le restaurant qui passe pour le meilleur de la ville, le Bong Sen, se retrouve sans clients à 8 heures du soir, alors que le centre demeure animé.

Haiphong rappelle surtout qu'à l'heure du « renouveau » - la politique officielle du Parti communiste depuis 1986 - le Vietnam a tenté de décoller à deux vitesses. Dans le Sud, le boom de la production agricole et les premiers investissements étrangers ont relancé la croissance. Dans le Centre et dans le Nord, le sentiment que le pays végète est encore très fort. Les guerres d'Indochine n'ont pas épargné Haiphong. Le 24 novembre 1946, son bombardement par la flotte et l'aviation françaises y avait fait 20 000 victimes. Au début des années 70, les Américains avaient, notamment, miné le port. Vingt ans plus tard, la ville n'a toujours pas trouvé son élan.

Un pays à deux vitesses

Dans le centre-ville, les bâtisses, qui datent de l'époque française, conservent leur charme sur des places ou de larges avenues bordées d'arbres. Un peu partout, comme dans le reste du Nord, la construction a repris. Dans cette région au climat souvent difficile, passant de la chaleur humide à l'humidité froide, sans oublier les queues de typhon, les petites gens investissent dans la brique, quitte à se contenter de quelques mètres carrés au sol.

« Vous pouvez désormais téléphoner directement à l'étranger », rappelle, non sans fierté, un officiel. Pourtant, Haiphong donne encore l'impression de demeurer un peu à l'écart de ce courant qui, surtout depuis deux ans, réintègre rapidement le Vietnam dans les circuits internationaux.

JEAN-CLAUDE POMONTI

## JEAN TULARD

Rarement, dans les temps modernes, un mythe politique aura connu une telle fortune et une telle force. L'évocation de sa genèse et des raisons de son succès importe à l'historien autant que le récit minutieux d'une vie brève.



266 p.  
120 F.

La malédiction d'un prince fantôme... Ombre légère et pathétique, il est mort jeune, beau, solitaire, pleuré de tous, mais sacrifié sur l'autel de la raison d'Etat.

Anne Muratori-Philip, Le Figaro

De 1814 à 1830, Metternich, Talleyrand et les autres joueurs d'échecs européens durent tenir compte de ce pion qui portait le nom toujours redoutable de Bonaparte. Car la légende peut être une arme toute-puissante en politique.

Didier Sénac, Lire

Symbole du libéralisme dressé contre les Bourbons, figure de héros romantique sublimé par la légende, l'Agilon fut d'abord un grand mythe politique. Une analyse limpide.

Jean Sévillat, Le Figaro magazine

l'Histoire  
chez  
FAYARD

LE PORTUGAL  
A PARTIR DE  
1570F\* A-R

Quand les prix atterrissent,  
les clients décollent.

Tarif valable au départ de Bordeaux et Toulouse, à partir de 1000 F.A.R. au départ de Paris, Lyon, Marseille et Nice, soumis à des conditions particulières de vente et de transport. Renseignements auprès de Tap Air Portugal ou de votre agent de voyages.

**2P AIR PORTUGAL**  
chaque jour d'avantage



## POLITIQUE

La convention des vingt ans du Front national

## M. Le Pen veut codifier « le pouvoir médiatique » dans la Constitution

Afin de fêter ses vingt ans d'existence, le Front national organise une convention qui s'est ouverte, jeudi 5 novembre au Bourget (Seine-Saint-Denis), en présence de quelques centaines de cadres et d'élus. A cette occasion, le parti d'extrême droite a présenté son nouveau programme, qui prévoit notamment d'insérer le pouvoir médiatique dans les règles de la Constitution.

M. Roger Holleindre est un homme qui ne mâche pas ses mots. Il est un des membres du bureau politique du Front national dont personne ne peut contester la franchise et l'honnêteté. L'une et l'autre ajoutées à son franc-parler l'ont conduit, jeudi 5 novembre, à prévenir aimablement quelques journalistes présents à la convention de son parti, réunie dans le site peu chaleureux du palais des expositions du Bourget (Seine-Saint-Denis), que si certains de leurs confrères de télévision se faisaient « triquer la queue », il ne viendrait pas les défendre. Ce sombre pronostic, porté avant la diffusion de l'émission « Envoyé spécial » qui provoquait la colère de M. Jean-Marie Le Pen (lire ci-dessous), portait sur la seconde journée de la fête du mouvement d'extrême droite, dimanche 8 novembre. Emporté par sa sincérité, M. Holleindre a ajouté, en substance, que si la vingtaine de dirigeants qui fixent la ligne du parti en venaient, finalement, à baisser les bras et à tout laisser tomber, « on aurait un vrai parti nazi en France ». A côté de lui, et à son grand dam, un militant s'est plaint, sans attendre, de voir « des juifs partout ».

Cette saynète résume, à sa manière, le problème d'image auquel est confronté actuellement ce parti fondé en 1972. M. Bruno Mégret, délégué général, a beau affirmer qu'après « les dix premières années de traversée du désert » et les dix suivantes consacrées à « l'urgence, l'entraide, l'installation », les dix années qui viennent seront celles du « combat pour la conquête du pouvoir et pour la renaissance de notre pays », le Front national, qui se veut le représentant de « la droite nationale, populaire et sociale », a quelques difficultés à convaincre qu'il représente sérieusement une « alternative » crédible, à court terme. M. Jean-Marie Le Pen, président du parti, prend du reste soin de préciser : « Si nous dépassons [aux prochaines législatives] le score obtenu aux dernières élections

locales [13,9 %], ce sera un pas supplémentaire vers la victoire du Front national car, inéluctablement, les partis de la décadence, frappés par le sida politique, connaîtront avant la fin du siècle, l'implosion et l'effondrement ».

## Supprimer le monopole de la Sécurité sociale

Pour corriger son image musclée et intolérante, le Front national consacre sa « convention des vingt ans » à peaufiner le programme, gage de sérieux, qui sera adopté et diffusé à la fin de l'année. Ce document de deux cent vingt-cinq pages

locales [13,9 %], ce sera un pas supplémentaire vers la victoire du Front national car, inéluctablement, les partis de la décadence, frappés par le sida politique, connaîtront avant la fin du siècle, l'implosion et l'effondrement ».

taire, il suggère d'établir une « responsabilité publique » engageant « directement l'Etat qui devra rendre compte devant le Parlement de sa gestion ».

Ce souci interventionniste, pour ne pas dire corporatiste, apparaît dans la principale innovation de ce long document. Elle consiste à vouloir « insérer le pouvoir médiatique dans les règles de la Constitution ». Cela reviendrait à organiser de façon étatique « le recrutement des journalistes » car « la Constitution prévoit désormais que la qualité de journaliste ne peut s'acquérir qu'à l'issue d'un examen professionnel défini par une loi ». La



regroupe trois cents propositions rangées dans cinq chapitres : l'identité, la prospérité, la fraternité, la sécurité et la souveraineté. Il actualise sérieusement le précédent projet élaboré en 1985, une époque où M. Le Pen voguait allègrement sur les eaux du régionalisme et du théatralisme en portant bien haut le drapeau du libéralisme, sinon de l'ultra-libéralisme. Ce temps est révolu. Il dénonce désormais ce qu'il appelle le « libre-échange », mais continue à préconiser « le développement d'un véritable capitalisme populaire » par le biais de privatisations tous azimuts.

Le Front national propose également de « supprimer le monopole de la Sécurité sociale », « non seulement pour les assurances complémentaires mais aussi pour l'assurance obligatoire de base ». Remettant en cause la gestion par-

voient de normaliser cette profession poussée les auteurs de cette partie du programme à empêcher notamment un journaliste, « dans l'exercice de sa mission de contrôle des titulaires des autres pouvoirs, exécutif, législatif et judiciaire, d'avoir avec eux un lien matrimonial ou de parenté ».

Enfin, le programme conserve la plupart des cinquante mesures présentées, en novembre 1991 par M. Mégret, pour « régler le problème de l'immigration », tout en omettant sciemment d'en retenir une qui avait fait couler beaucoup d'encre : la rétroactivité de la loi pour remettre en cause les naturalisations accordées depuis 1974, année de l'arrêt officiel de l'immigration et de l'instauration du regroupement familial pour les immigrés.

OLIVIER BIFFAUD

## Journaliste malvenu

« Pour sa sécurité, il ne faut mieux pas que Thomas Legrand vienne. Il n'est pas le bienvenu. On ne peut pas mettre quelqu'un derrière lui toute la journée », Thomas Legrand - visé par cette déclaration du service de presse du Front national - est journaliste à RMC. Il a participé à la réalisation de l'émission « Envoyé spécial » consacrée au Front national, et M. Jean-Marie Le Pen ne souhaite pas le voir aux festivités de ce parti qui s'achèveront dimanche 8 novembre au Bourget (Seine-Saint-Denis). Ce ferme souhait, qui a été signalé à RMC au cours de deux conversations téléphoniques, après avis de M. Le Pen, ne concerne pas la station elle-même. Cette dernière considère qu'il s'agit d'un interdit professionnel, car ce journaliste est normalement chargé de la couverture du parti d'extrême droite. Elle a donc décidé de ne plus couvrir, jusqu'à nouvel ordre, les activités du Front national et d'en prévenir ses auditeurs.

Le tribunal de Paris ne juge pas injurieux de caricaturer M. Le Pen en uniforme de SS. - Le tribunal correctionnel de Paris, présidé par M. Jean-Yves Monfort, a déclaré, mercredi 4 novembre, qu'il n'était ni diffamatoire ni injurieux de caricaturer M. Jean-Marie Le Pen en uniforme de SS ou de fasciste italien. Saisi d'un procès intenté par le président du Front national à M. Franck Spengler, gérant des éditions Dehors, qui ont publié en mars dernier un recueil de 75 dessins intitulé « Le Pen c'est la guerre, dessins de campagne », le tribunal a estimé que si « l'intention malveillante, le parti pris d'hostilité, sont évidents dans le texte de présentation de l'ouvrage », ces dessins « s'inscrivent dans le cadre de la polémique politique ». M. Spengler a toutefois été condamné à 8 000 F d'amende pour « injure » et à verser 30 000 F à M. Le Pen, car les magistrats ont jugé que « les dessins visent l'homme et non les idées, en faisant de l'hostilité, de la scatologie, de la pornographie, d'atteintes plus ou moins graves mais blessant l'être humain dans sa dignité ».

O. B.

Pour surmonter ses divisions

## L'opposition s'efforce de définir un programme de gouvernement

M. Giscard d'Estaing a souhaité, jeudi 5 novembre, sur TF1, que l'UDF et le RPR définissent leur programme de gouvernement. De son côté, le « comité de pilotage » du RPR a mis au point un projet de synthèse entre les positions défendues par la direction du mouvement et celles qu'ont exposées récemment MM. Pasqua et Séguin. Ce texte n'a pas été rendu public.

Laborieusement, les états-majors UDF et RPR cherchent à reprendre contact afin d'entrer dans le vif du sujet de la préparation des élections législatives. M. Valéry Giscard d'Estaing a confirmé son souhait, jeudi 5 novembre sur TF1, de voir les deux formations de l'opposition présenter « ensemble le contenu de leur action de gouvernement » au début du mois de janvier. « Si nos compatriotes savent qu'il y aura un changement politique, n'est-ce pas, ils ne savent pas comment la France sera dirigée ».

M. François Bayrou, secrétaire général de l'UDF, devait adresser une lettre, vendredi 6 novembre, à son homologue du RPR, pour lui proposer d'engager dans les meilleurs délais des négociations globales portant à la fois sur les investitures, la cohabitation, l'élaboration du projet de synthèse pour l'alternance et la mise en

place du comité national d'organisation pour les primaires présidentielles.

Sur ce dernier point, qui a provoqué ces dernières semaines une nouvelle poussée de fièvre entre M. Giscard d'Estaing et M. Chirac, l'UDF attend de son partenaire la désignation de ses représentants. Pour les investitures, les négociations communes n'ont toujours pas commencé, si bien que les uns et les autres naviguent toujours sur l'hypothèse large de soixante à deux cent cinquante primaires. Au sein même de l'UDF, la commission Gaudin n'a pas encore réglé le cas d'une centaine de circonscriptions autour desquelles les composantes se bagarrent. Au RPR, on se trouve devant la situation inédite de devoir intégrer les exigences et menaces particulières de MM. Pasqua et Séguin, avant de pouvoir prendre de front les négociations de l'UDF.

## « Un gaullisme populaire »

Reste le plus important : la préparation d'une plateforme commune politique, n'est-ce pas, ils ne savent pas comment la France sera dirigée ».

M. François Bayrou, secrétaire général de l'UDF, devait adresser une lettre, vendredi 6 novembre, à son homologue du RPR, pour lui proposer d'engager dans les meilleurs délais des négociations globales portant à la fois sur les investitures, la cohabitation, l'élaboration du projet de synthèse pour l'alternance et la mise en

politique du 28 novembre, les élus de M. Longuet au cours de leur conseil national du 5 décembre.

Du côté du RPR, M. Juppé a tenu à faire savoir également jeudi que l'actualisation du projet du mouvement se passait sans trop d'ennuis. Le « comité de pilotage » qui regroupe les principales figures du mouvement, dont MM. Pasqua et Séguin, réuni le matin pendant près de trois heures, aurait mis au point un projet de synthèse destiné à être soumis au conseil national de fin novembre mais sur lequel on préfère pour l'instant, rue de Lille, demeurer évasif.

La volonté de « réforme », celle de restaurer « un gaullisme populaire » aurait reçu l'assentiment de tous, mais d'autres échanges ne seront sans doute pas inutiles pour affiner le programme social et les dispositions monétaires sur lesquels MM. Séguin et Pasqua se sont montrés ces derniers jours fort sourcilieux. Le fond de ce projet est plutôt le nôtre, expliquait-on en substance chez M. Pasqua, mais si la direction du mouvement finit par accepter notre programme, les négociations avec l'UDF « seront une autre paire de manches ». Entre l'unité du mouvement gaulliste et l'union de l'opposition, la direction du RPR sera vraisemblablement forcée de choisir et c'est bien à ce tournant que l'UDF l'attend.

DANIEL CARTON

A l'Assemblée nationale

## Le PC et la droite critiquent vivement la réforme de la politique agricole commune

Les députés ont examiné, jeudi 5 novembre, les crédits du ministère de l'Agriculture et du développement rural, qui s'élevaient, dans le projet de budget pour 1993, à 39,72 milliards de francs, soit une augmentation de 6,35 % par rapport à ceux prévus pour 1992. Le vote a été réservé.

Au cours de la discussion sur le projet de budget de l'Agriculture, M. Soisson a réagi à l'annonce des sanctions douanières décidées par les Etats-Unis à l'encontre de la CEE en souhaitant que la Communauté prenne des mesures de contre-rétorsion (lire pages 17 et 18). Cette très guerrière union sacrée contre les

Etats-Unis a relégué un bref instant au second plan la question cruciale de la réforme de la politique agricole commune (PAC) et ses incidences : l'allègement des charges sociales qui pèsent sur les agriculteurs, ou le dossier du carburant vert (diester ou éthanol). Mais rapidement les frontières classiques se sont reformées.

« La PAC n'est plus qu'un conglomérat de mesures disparates et pré-occupantes, sans fil conducteur ni avenir », a affirmé M. Michel Comte (RPR, Ille-et-Vilaine). M. Jean-Marie Neume (UDF, Saône-et-Loire) ne s'est pas privé, lui non plus, de critiquer la faiblesse des moyens d'accompagnement de l'entrée en vigueur de la nouvelle PAC, tout comme la pusillanimité du gouvernement en matière d'aménagement rural. « La politique du gouvernement pour le monde rural,

c'est le verbe », a-t-il regretté. M. Philippe Vasseur (UDF, Pas-de-Calais), rapporteur du budget annexé des prestations sociales agricoles (BAPSA), s'en est pris aux montants alloués au ministère. « A y regarder de plus près, la progression du budget n'est que de 2,2 % au lieu des 6,3 % annoncés », a-t-il indiqué.

Pierre Goldberg (PCF, Allier) a lui aussi reçu singulièrement à la baisse l'évolution du budget, qu'il a estimée d'après ses propres calculs à 1,74 %, avant de dénoncer le « déclin » de l'agriculture française « induit par la réforme de la PAC ».

Devant cette forte opposition, M. Soisson a demandé prudemment le report de vote de ses crédits à la fin de la discussion de la partie dépenses du projet de loi de finances.

G. P.

Dans un rapport parlementaire sur l'environnement en Europe de l'Est

## M. Barnier (RPR) propose une « initiative de sécurité écologique »

Dans un rapport d'information, déposé mardi 3 novembre devant la commission des finances de l'Assemblée nationale, M. Michel Barnier, député (RPR) de Savoie, propose au gouvernement de prendre une « initiative européenne de sécurité écologique » destinée à assainir la situation de l'environnement dans les pays de l'Europe centrale et orientale. Parmi une série de propositions, M. Barnier avance notamment l'idée de réduire de 0,33 % les budgets de la défense des pays de l'Alliance atlantique, ce qui permettrait de dégager 10 milliards de francs par an au

profit d'un plan d'urgence sur la sécurité nucléaire. Ce fonds pourrait être géré par la Banque européenne pour la reconstruction et le développement.

Auteur en 1989 d'un précédent rapport sur l'économie de l'environnement, M. Barnier estime en effet que si les pays occidentaux n'ont plus à redouter aujourd'hui « un déferlement de charges », ils sont menacés par seize centrales du type de celle de Tchernobyl. Aussi l'aide qu'il propose n'est-elle pas seulement « une ardeur obligation pour des raisons de morale », elle constitue aussi « une sorte de prime d'as-

surance pour notre sécurité, au même titre que peuvent l'être les budgets militaires ».

Au cours de son enquête, le député de Savoie a constaté chez ses interlocuteurs des pays de l'Europe de l'Est, responsables politiques ou scientifiques, une certaine exaspération vis-à-vis de l'Europe occidentale. Celle-ci, affirme M. Barnier, n'a apporté jusqu'ici « qu'une réponse ordinaire à une situation politique extraordinaire et à une situation écologique désastreuse ». Or, ajoute-t-il, les pays occidentaux ont eux-mêmes intérêt à participer à la mise à niveau de l'environnement à l'Est, non seulement parce que la pollution ignore les frontières, mais encore pour des raisons économiques. « La reconstruction de l'Europe de l'Est sera probablement le principal moteur du développement des économies occidentales dans les années à venir », écrit M. Barnier dans son rapport.

Parmi les propositions contenues dans son « initiative de sécurité écologique », l'ancien coorganisateur des Jeux olympiques d'Albertville suggère la création de mille bourses supplémentaires pour les étudiants d'Europe centrale et orientale, la mise en place de cinq cents postes de volontaires de l'aide technique et la nomination dans les ambassades françaises des pays concernés d'un conseiller à l'environnement. Ce rapport devrait être remis prochainement par M. Barnier au président de la République.

J.-S.

## Démonstration par l'absurde

En décidant la projection devant ses cadres et sur « grand écran », jeudi 5 novembre, du reportage sur le Front national diffusé le même soir sur France 2 dans l'émission « Envoyé spécial », M. Le Pen voulait faire une opération interne. S'étant indigné par avance, sans avoir vu le film censuré, « des procédés d'interprétation fallacieux, de truquage, de tronçonnage, d'amalgame, de juxtaposition mensongère, de faux témoignages » qui avaient été utilisés, selon lui, dans ce « sommet de désinformation », le président du parti d'extrême droite souhaitait resserrer les rangs autour de sa personne. Il fallait donc que la salle déverse une bonne dose de huées, sifflets et noms d'oiseaux pour alimenter la thèse de l'ignoble persécution.

Du début à la fin du film, cependant, ce sont les applaudissements qui l'ont très largement emporté. C'était la douche froide. Qu'une ancienne du parti évoque la formule « Front national égale Le Pen », et c'est une salve qui monte des tribunes. Le rappel de l'oppression sur les chambres à gaz, « point de détail de l'Histoire », obtient le même succès. Qu'on suggère la fidélité de M. Roland Gaucher à son passé de collaborateur et c'est un « bravo » qui fusa dans la salle. L'apparition de M. Hubert Messoil, admirateur de Pétain, permet à quelques nostalgiques d'entonner « Marseillais, nous voilà ». En revanche, les défilés nazis sont conspués.

D'une séquence à l'autre, le film est plébiscité. Seul la première épouse de M. Le Pen, qui a évoqué « l'antisémitisme primaire » de son ex-mari, est traitée de « salope » par un membre du bureau politique, tandis qu'un autre tourne comme un lion en cage autour d'une bro-

chette de journalistes-spectateurs, en prétendant, de façon un peu hallucinée, qu'ils n'en mènent pas large. Celui-là n'a pas compris qu'il ne faut pas gâcher le plaisir de M. Le Pen. Certains manifestent, certes, une petite déception devant un film qu'ils avaient imaginé « plus hard » mais, sans l'ombre d'une hésitation, le chef de file de l'extrême droite change son fusil d'épaule. L'horreur télévisée d'avant le repas, déconsignée à ceux qui avaient « l'assommoir français », est devenue au dessert, « une émission [qui] a fait trois cent mille électeurs de plus pour le Front national ». Peu importe la contradiction. Au diable « la critique pédagogique ».

Mais au fond, M. Le Pen n'avait-il pas donné une sorte de statut officiel à ce reportage en le faisant diffuser, pendant le dîner de gala consacré aux vingt ans du Front national, au beau milieu d'une manifestation politique interne ? Dès lors, les multiples protestations n'apparaissent que pour ce qu'elles étaient : un moyen d'annuler la galerie. Après avoir dénoncé, dans l'après-midi, la presse avec une violence contenue, en prétendant que ce reportage était « la démonstration par l'absurde, et même par l'abject, de ce qu'une télévision totalitaire peut faire dans un pays qui se prétend démocratique », le président du Front national s'est offert le luxe, en fin de soirée, d'inviter ses cadres à « réserver le meilleur accueil aux journalistes » qui voudraient obtenir leur avis sur l'émission. M. Le Pen souhaiterait-il que ce « sommet de désinformation » soit diffusé dans les écoles et les lycées ?

O. B.

مكة امه لاله



037-1149

(Publicité)

se de définir  
gouvernement

7 NOVEMBRE 1987 - 7 NOVEMBRE 1992

# TUNISIE

POUR LA DÉMOCRATIE ET LA MODERNITÉ  
POUR LE RESPECT DES DROITS DE L'HOMME  
POUR LA STABILITÉ ET LA CONFIANCE EN L'AVENIR  
POUR LA PROSPÉRITÉ ET LA COOPÉRATION

LE 7 NOVEMBRE, UNE DATE  
ZINE EL ABIDINE BEN ALI, UN SYMBOLE

les  
me  
da,  
est

don  
lon,  
pon  
vie  
né  
uti  
lon  
en  
des  
de  
re-  
ur  
sp-  
J.  
e-  
li

5  
n  
a  
2  
-  
1

ment vivement  
contrôle comm

P. propose  
unité écologique

ECHANGES FRANCO-TUNISIENS  
30, RUE DE RICHELIEU - 75001 PARIS



## POLITIQUE

Le dossier de Port-Fréjus

## Les défenseurs de M. Léotard annoncent une plainte pour violation du secret de l'instruction

Après la publication, dans le *Monde* et dans l'*Express*, d'informations extraites du rapport de synthèse établi par la police judiciaire et du rapport d'expertise immobilière commandé dans le cadre de l'information ouverte sur l'affaire de Port-Fréjus, les défenseurs de M. François Léotard, inculpé depuis le 29 juin d'ingérence, trafic d'influence et corruption, ont annoncé, jeudi 5 novembre, le dépôt d'une plainte pour violation du secret de l'instruction et réaffirmé leur certitude de voir le maire de Fréjus bénéficier prochainement d'un non-lieu en estimant que ces rapports, et surtout, le rapport d'expertise immobilière remis le 2 novembre au président de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Lyon, exonèrent M. Léotard des accusations portées contre lui.

Le président du Parti républicain, M. Gérard Longuet, a estimé, jeudi matin 5 novembre, sur Europe 1, que « les documents qui ont été publiés sont des commentaires truqués, sortis de différents éléments et vraisemblablement rassemblés par les plaignants ». « Cela ne correspond en rien au jugement de l'expert, a-t-il déclaré. C'est tellement vrai que nous avons décidé, nous aussi, de violer le secret de l'instruction en rendant publique la totalité du rapport d'expertise, et l'on s'aperçoit que le journal le *Monde* s'est prêté à une complaisance en ne présentant que des éléments déformés à François Léotard ».

Un peu plus tard, dans la matinée, M. Patrick Devedjian, avocat de M. Léotard, par ailleurs député RPR des Hauts-de-Seine, a tenu une conférence de presse au terme de laquelle il a jugé ces mêmes éléments d'information « globalement exacts » mais s'est abstenu de rendre publics les deux rapports en cause - le rapport de synthèse de la police judiciaire et le rapport commandé à un bureau d'expertise lyonnais par le magistrat instructeur - en soulignant que la loi le lui interdisait et qu'il ne voulait pas « aller en correctionnelle ».

Néon M. Devedjian, M. Léotard est victime d'une « manipulation de la procédure pénale injustifiée en 1991 par M. Nallet, à l'époque garde des sceaux », d'autant plus insupportable, à ses yeux, que l'ancien président du PR a eu « une attitude exemplaire, tandis que Henri Emmanuelli refuse la discussion avec son magistrat instructeur et que Laurent Fabius choisit ses juges en déniant un jury d'honneur : il s'est débarrassé de tous ses mandats, pour se comporter en citoyen ordinaire devant la juridiction et ne bénéficier d'aucune immunité ; il reste conseiller municipal par ce qu'il a la qualité de conseiller municipal n'est pas attachée une immunité ; il se soumet au processus de justice avec une totale bonne volonté et, a ajouté M. Devedjian, alors qu'il pourrait espérer un respect pour son attitude de dignité et de démocratie, nous voyons aujourd'hui à une violation caractérisée du secret de l'instruction (...). Alors, reste l'explication des manipulations qu'on a pu lire dans la presse. Ce n'est peut-être pas

un hasard si elles sont arrivées le jour où on proclamait l'élection de Bill Clinton aux États-Unis avec l'effet psychologique que cela peut avoir sur le climat politique français : tant il doit qu'à gauche il y a des gens que cela peut déranter ».

## « Le seul point un peu délicat... »

Évoquant le contenu des rapports de police et d'expertise, M. Devedjian a jugé que le premier contenait « peu de choses » et le second « beaucoup de choses » de nature à aboutir « inéluctablement à un non-lieu ». Ces documents ne présentent, selon lui, qu'une seule « petite difficulté » car il a été demandé à M. Léotard de produire la totalité des factures et des chèques correspondant aux travaux effectués dans sa maison de Fréjus avant son acquisition, quand il n'était que le locataire, de 1979 à 1986, et après, quand il en est devenu propriétaire, en mars 1986, en achetant 1 200 000 F à M. Henry Meyer, l'un des administrateurs de la société d'économie mixte de l'aire de Fréjus (SEMAF) et l'un des promoteurs engagés ensuite dans les opérations de Port-Fréjus.

La PJ et le rapport d'expertise relevant l'absence totale de divers justificatifs alors que M. Léotard est accusé par la partie civile d'avoir fait financer ses travaux par la municipalité ou des entreprises travaillant

pour celle-ci. M. Devedjian a indiqué : « C'est le seul point un peu délicat pour sa défense. Ces travaux-là ont été effectués en 1983. Il lui est demandé cette année de produire les factures, sept ans après. Il n'a pu le faire, très honnêtement, que pour 90 % des travaux : pour environ 10 %, pour une somme de l'ordre de 150 000 F, représentant des travaux de maçonnerie, il n'a pu produire la facture et il n'a pu retrouver les modalités de paiement. Primo, il a quitté ce domicile, il s'est séparé de son épouse et les documents du ménage ont été dispersés. Secundo, pour le maître de François Léotard, ces travaux de maçonnerie ont été effectués par une entreprise - l'entreprise Donat - qui a été mise, depuis, en liquidation à la suite de la mort de son dirigeant, et on n'a pu retrouver dans la comptabilité de cette entreprise les éléments qui permettraient de retrouver que ces 150 000 F de travaux ont été faits régulièrement ». M. Devedjian a ajouté, au sujet des autres travaux sans justificatifs, que les travaux de terrassement de la piscine du domaine de Sainte-Croix avaient été effectués « par le jardinier » de la maison et qu'« une partie des peintures ont été faites en famille ». « Je ne vois pas comment on pourrait remonter quelque chose en correctionnelle avec aussi peu de charges », a souligné l'avocat de M. Léotard.

## Frontière

par Robert Marmoz et Alain Rollat

Il n'y aurait peut-être pas d'affaire de Port-Fréjus si les transactions immobilières personnelles du maire de Fréjus n'apparaissent, depuis 1986, ouvertement imbriquées dans les opérations immobilières réalisées sur son territoire communal en mêlant les intérêts publics et les intérêts privés d'une façon tellement ambiguë qu'on y discerne, ainsi que le tracent les interrogations des auxiliaires de la justice, certains des ingrédients de ce que le politologue Yves Mény, appelle « l'échange corrompu » dans sa description des « formes dominantes de la corruption à la française » : « Le phénomène est à la fois plus difficile à déceler en raison de sa sophistication et plus délicat à qualifier (en raison de sa dilution). La frontière entre le permis et le défendu, le licite et l'illicite, le moral et l'immoral devient de plus en plus floue et mouvante » (Le Monde du 13 octobre).

La part du flou, a, certes, tendance à se réduire, à la décharge de M. François Léotard, puisque ni le rapport de la police judiciaire ni le rapport d'expertise immobilière n'apportent la preuve qu'une grosse partie des travaux de rénovation effectués sur sa demeure du domaine de Sainte-Croix ait été payée par la municipalité de Fréjus.

Dans sa plainte, et devant le président de la chambre d'accusation de Lyon, en juin, M. René Espanol, le promoteur qui s'est constitué partie civile, chiffrait la facture à un total de 8 millions de francs et désignait huit entreprises au service de la commune. Cette accusation semblait étayée par les déclarations d'un employé de la mairie de Fréjus,

M. José Zuca, qui confiait, en octobre 1991, aux enquêteurs de la police judiciaire : « J'ai possédé des factures et des courriers d'entreprises à la mairie qui démontraient que les travaux facturés à la ville ne concernaient pas la collectivité mais le domaine de Sainte-Croix. (...) Mes observations n'ont en rien changé le procédé de fausses factures en vigueur à Fréjus. Ces avantages consentis à M. Léotard semblent être la contrepartie de la situation privilégiée de certaines entreprises sur la place de Fréjus... » (L'Express du 9 juillet, le Nouvel Observateur daté 9-15 juillet).

Bien qu'il relève l'absence de nombreux justificatifs dans les explications de M. Léotard, ni le rapport de synthèse de la PJ ni le rapport d'expertise ne confirment ces dires. Rien n'autorise donc à préjuger la culpabilité de l'ancien ministre, qui doit, comme n'importe quel autre citoyen, bénéficier de la présomption d'innocence. Mais cette part de flou se réduit peut-être plus vite si les défenseurs du maire de Fréjus, dans leur zèle militant, n'entretenaient eux-mêmes l'ambiguïté en prenant part de liberté avec la vérité du moment. M. Devedjian est tombé dans ce travers en réduisant à « 10 % », jeudi matin, devant la presse, le nombre des factures manquantes dans le dossier de M. Léotard. Sur ce point, les policiers et les experts se rejoignent pour évaluer à 50 % du total des travaux les justificatifs qui manquent dans le dossier de l'ancien ministre (mais pour lesquels il y a prescription), soit une somme estimée, dans l'un et l'autre rapport, à environ 800 000 F. A trop vouloir prouver...

Les suites de l'affaire du sang contaminé

## M. Fabius assure que la procédure de révision de la Constitution « sera engagée »

M. Laurent Fabius, invité de France-Inter, vendredi matin 6 novembre, a expliqué que sa proposition de révision constitutionnelle n'a pas d'autre but que de permettre que « les ministres soient jugés comme les autres citoyens » dans l'affaire du sang contaminé. Observant que « la Haute Cour n'a jamais pu se réunir » sous la V<sup>e</sup> République, le premier secré-

taire du PS a affirmé que cette institution est « le contraire » de la « justice ordinaire » et représente « une justice politique ». « Ce n'est pas la justice réelle que d'être jugé par ses adversaires ou ses amis politiques », a-t-il dit, en rappelant que la Haute Cour est constituée de parlementaires.

« Je veux, comme tout le monde, être soumis à la justice ordinaire ».

a souligné l'ancien premier ministre. « Il faut que le gouvernement reprenne très vite ces propositions », a-t-il ajouté au sujet de sa proposition de révision constitutionnelle et de celle du groupe centriste de l'Assemblée nationale, rédigée par M. Jean-Jacques Hyst (Seine-et-Marne). Il a assuré que « la procédure pour aller vers la révision de la Constitution sera engagée ».

Mis en cause dans le rapport sur les collectes en prison

## L'ancien directeur du cabinet de M. Hervé se défend

Après la publication du rapport de l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS) et de l'Inspection générale des services judiciaires (IGSJ) (le Monde du 5 novembre), les réactions se multiplient. Mis en cause dans ce document, M. Gaston Rimareix, qui était directeur du cabinet de M. Edmond Hervé lorsque celui-ci était secrétaire d'État à la santé, a affirmé, jeudi 5 novembre, qu'il n'a « pas fait une erreur », en ratant le paragraphe des mesures concernant les collectes de sang dans les prisons, dans une circulaire du 2 octobre 1985.

« J'ai transmis, bien entendu, pour signature, cette circulaire corrigée à M. Roux avec une petite note. Le professeur Jacques Roux, ancien directeur général de la santé, a pris la responsabilité de la signer ».

« Attention M. le Directeur du cabinet, vous prenez un risque », a ajouté M. Rimareix, qui est député (PS) de la Creuse, sur France 2.

« J'ai pensé que mettre l'accent sur des mesures particulières en faveur des prisons où il y a des donneurs à risque atténuerait la portée des dispositions qui, pour moi, devaient s'appliquer à tous les donneurs à risque, quel que soit le lieu où ils étaient », a ajouté M. Rimareix. Je pense notamment à un certain nombre de lieux de collecte dans la capitale ».

« C'est vrai que je considérais, et que je considère toujours, qu'il fallait appliquer avec la même rigueur les mesures de précaution et d'exclusion de la collecte d'un certain nombre de donneurs à risque », a poursuivi M. Rimareix.

Les exportations de produits sanguins par l'Institut Mérieux

## Ouverture d'une enquête judiciaire en Grèce sur la mort d'une quarantaine d'hémophiles

Après la révélation que des produits sanguins anti-hémophiliques non chauffés et non testés pour le virus du sida ont été exportés par l'Institut Mérieux (le Monde daté 1<sup>er</sup> novembre), les réactions à l'étranger se multiplient. Mardi 3 novembre, un procureur d'Athènes a ouvert une enquête judiciaire sur la mort d'une quarantaine d'hémophiles.

En Grèce, où une quarantaine d'hémophiles contaminés par le virus du sida entre 1982 et 1985 sont décédés, un procureur d'Athènes a ouvert, mardi 3 novembre, une enquête judiciaire. Le ministre de la santé, M. Georges Sourlas, qui avait indiqué que les importations de produits sanguins non chauffés fournis par l'Institut Mérieux avaient été stoppées en août 1985 et que tous les stocks restants avaient été détruits en septembre 1985, a également ouvert une information pour savoir si des stocks de facteur VIII non chauffés et non testés avaient pu être utilisés jusqu'en 1987 par certains hôpitaux. M. Sourlas a ajouté, jeudi 5 novembre, qu'aucun

contrôle de sang n'avait été effectué jusqu'en janvier 1987 dans quatorze hôpitaux de province, nous rapporte notre correspondant Didier Kunz à Athènes. Mais l'ancien ministre grec de la santé, M. Georges Gennimatas, un des cadres les plus influents du Pasok, le principal parti d'opposition, a exclu que des produits contaminés aient été distribués aux hémophiles en 1986 et 1987.

L'importateur grec de l'Institut Mérieux, la société Geromylatos, précise notre correspondant, a déclaré que les produits sanguins de l'Institut français ont représenté, jusqu'à l'été 1985, entre 30 % et 60 % du marché national. Sur les neuf cents hémophiles recensés en Grèce, cent à trois cents personnes ont été contaminées par le virus du sida jusqu'en 1985. Au Portugal, l'association des hémophiles a confirmé, mardi 3 novembre, que « plusieurs unités de facteur VIII produites par l'Institut Mérieux et qui n'avaient pas été soumises à des tests de détection du virus du sida » ont été importées de France.

Une centaine d'hémophiles auraient contracté le virus du sida au Portugal et une vingtaine seraient décédés. Au 30 juin 1992, 952 cas de sida et 550 décès y étaient recensés.

En Argentine, où la succursale de l'Institut Mérieux a confirmé que des flacons de facteur VIII non chauffés et non testés ont été importés de France avant 1985, M. Aldo Nori, ministre de la santé entre 1983 et 1986, a affirmé que les premiers contrôles sur les produits sanguins importés ont commencé à partir de 1986 seulement et que les vérifications ne sont devenues systématiques qu'en 1989. Cent quatre-vingt-trois des quelque mille cinq cents hémophiles recensés dans ce pays seraient aujourd'hui porteurs du virus du sida.

## Le directeur du Centre de transfusion de Brest demande à être relevé de ses fonctions

Le directeur du Centre départemental de transfusion sanguine (CDTS) de Brest (Finistère) a demandé à être relevé de ses fonctions, lors de la prochaine réunion du conseil d'administration du centre. Interrogé par l'Agence France Presse, le docteur Jean-Paul Saleau a indiqué qu'il avait fait cette demande « il y a déjà plus de deux mois », mais qu'il « réitérait la primauté de ses déclarations sur les raisons de sa décision, à son conseil d'administration » qui aura lieu le 19 novembre. « Cela ne sert à rien d'en rajouter à ce qui est déjà un dossier à l'ordre du jour », a-t-il ajouté. Le directeur du CDTS de Brest, créé en 1957.

En juillet dernier, M. Saleau avait témoigné lors du procès des responsables du Centre national de transfusion sanguine (CNTS), soulignant notamment que ces derniers avaient agi en fonction des connaissances de 1985. Il avait ajouté que Michel Garretta ne pouvait être tenu pour seul responsable des erreurs commises. A cette occasion, M. Saleau a aussi que le directeur du CDTS de Saint-Brieuc (Côtes-d'Armor) avait demandé à être également relevé.

Le docteur Jean-Paul Saleau a été le seul spécialiste de la transfusion sanguine, des 29 février 1984, lors de la réunion de la Société nationale de transfusion sanguine, à mettre en lumière le fait que le directeur de la Direction générale de la santé du 20 juin 1983 sur la généralité de l'investiture transfusionnelle de la transfusion sanguine, était mal appliquée par les responsables des CTS. Le texte de son intervention fut publié en septembre 1984 dans la Revue française de transfusion et immunohématologie (12-13 avril et daté 12-13 avril).

M. Giscard d'Estaing pour « une réforme simple et rapide » de la Haute Cour. - M. Valéry Giscard d'Estaing s'est prononcé, jeudi 5 novembre sur TF1, pour une réforme « simple et rapide » de la Haute Cour afin que « les responsables soient jugés » dans l'affaire du sang contaminé. « La Haute Cour n'est probablement pas une institution très adaptée », a ajouté le président de l'UDEF. Mais en tout cas elle existe. Il faut donc qu'elle soit en état de fonctionner. Si on nous propose une meilleure procédure permettant de juger les mêmes en utilisant la procédure judiciaire classique, c'est-à-dire les tribunaux, tant mieux. Mais il faut une réforme simple et rapide et qu'on soit sûr d'une chose : c'est que les responsables seront jugés par la Haute Cour si on ne fait pas de réforme, par les tribunaux si on en fait une ».

Le PS qualifie de « bâillons » les déclarations de M. Dufoux sur le délit de transmission du sida. - Le Parti socialiste, par la voix de son délégué national à la santé, M. Claude Pigement, a réagi vivement aux déclarations de M. Dufoux, dans le *Monde* du 6 novembre, réclamant un dépistage systématique de l'infection par le virus du sida pour toute la population française. Selon M. Pigement, la proposition de M. Dufoux constitue « une bêtise en termes de santé publique et d'éthique ». Rappelant que le PS défend le principe du « test volontaire et proposé », M. Pigement estime que la proposition de M. Dufoux est « une absurdité », qu'elle créerait un sentiment d'angoisse ou de fausse sécurité dans la population ».

M. Gallo (PS) souhaite des perquisitions dans les cabinets ministériels. - M. Max Gallo, député européen (PS), proche de M. Jean-Pierre Chevènement, a déclaré, vendredi 6 novembre, sur RMC, que « la justice n'est pas encore allée jusqu'au bout » dans l'affaire du sang contaminé et que, notamment, « des perquisitions n'ont pas eu lieu dans les cabinets ministériels ». « Je souhaite », a ajouté l'ancien porte-parole du gouvernement Mauroy, que la justice mette tout sur la table, car cette affaire va gangrener la vie politique française pendant des années si on ne perce pas l'abcès en allant jusqu'au bout ».

## Le Monde

Édité par la SARL Le Monde  
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944  
Capital social : 620 000 F  
Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert-Beuve-Méry  
Société anonyme des lecteurs du Monde  
Le Monde-Entreprises, M. Jacques Lesourne, gérant.  
Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration.  
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-25-33  
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395-5077  
PRINTED IN FRANCE  
Imprimerie du « Monde » 12, r. M. Guesbroux 94851 IVRY Cedex

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopie : (1) 40-65-25-99 Télex : 206.806 F

## Le Monde PUBLICITE

Président directeur général : Jacques Lesourne  
Directeur général : Michel Cusi  
Membres du comité de direction : Jacques Guin, Philippe Dupuis, Isabelle Tsouli.  
15-17, rue de la Casse - Paris-15  
75002 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 46-62-72-73  
Télécopie : 634 128 F  
Tél. : 46-62-76-71. Société filiale de la SARL Le Monde et de Médias et Médias Europe SA.

## Le Monde

TELEMATIQUE  
Composés 36-15 - Tapes LEMONDE ou 36-15 - Tapes LM  
ABONNEMENTS PAR MINITEL  
36-15 - Tapes LEMONDE code d'accès ABO

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopie : (1) 40-65-30-10 Télex : 261.311 F

ABONNEMENTS 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-65-30-90 (de 8 heures à 17 h 30)

Tarif	FRANCE	SUISSE, BELGIQUE, LUXEMBOURG, PAYS-BAS	AUTRES PAYS
3 mois	536 F	572 F	700 F
6 mois	1 028 F	1 128 F	1 360 F
1 an	1 890 F	2 066 F	2 560 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande. Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus.  
Changements d'adresse définitifs en prévision : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les versements en espèces à l'administration.

221 00 02 PP Paris RP

## Le Monde HEURES LOCALES

Le supplément consacré à la vie et aux initiatives des communes, départements et régions

500 000 000







## SOCIÉTÉ

## ESPACE

## L'ambition européenne bridée

Suite de la première

« Le même, les Européens se proposent d'engager la façon définitive le développement de la plate-forme polaire, d'autant que ce support permettra la mise en œuvre par Ariane des deux charges utiles, l'une, Envisat-1, équipée d'un instrument d'observation de la Terre, l'autre, Metop, un système de transport commun à la météorologie opérationnelle.

Le troisième et dernier chapitre a trait à la station Hermès. Pour la première fois, l'Agence spatiale européenne propose une phase de réorientation à trois ans pendant laquelle seront poursuivies un certain nombre d'études technologiques. Mais nous examinerons pendant cette période la possibilité d'un système de transport commun compte à la fois de leurs besoins et de nos. Pourquoi cette phase de réorientation? D'abord pour les raisons financières touchant les deux plus gros contributeurs de ce projet, la France et l'Allemagne. Ensuite parce que, depuis l'abandon du MTFF, la mission même d'Hermès, telle qu'elle était définie à l'origine, devrait être renouvelée.

Hermès s'est avec le temps en sa conception. Colombus est lui-même amputé depuis l'ajout de son module aux noms MTFF. Pour ce qui est de l'Europe, elle-même, elle ne peut pas prétendre à une indépendance totale de transport et de vols habités.

Pour moi, l'indépendance n'est pas synonyme d'indépendance totale. Ce qu'il faut, c'est coopérer de manière intelligente. Trouver des accords où chacun est dépendant de l'autre, mais que les intérêts des uns et des autres soient parfaitement respectés. C'est la seule voie que l'on m'a demandée en 1991, à Munich, de m'engager. Notamment en direction de la Russie. Les Russes en ont besoin de nous pour longtemps, et nous avons beaucoup à apprendre de leurs acquis techniques.

Par ailleurs, lorsque vous regardez le paysage spatial mondial, vous voyez que les Américains n'ont pas non plus de future navette pour remplacer la flotte actuelle. Ils vont devoir bientôt prendre une décision sur ce point en envisageant le développement d'un nouveau système de transport plus simple et moins coûteux pour leurs habitants. Une preuve que le concept de l'avion spatial type Space Shuttle est une forme d'avenir.

N'avez-vous pas d'autres priorités?

Par rapport aux conférences de La Haye et de Munich, on constate une évolution.

Nous avons tout d'abord mis l'accent sur un programme d'observation de la Terre beaucoup plus ambitieux et qui aujourd'hui l'objet d'un large consensus. Avec ces missions que nous retenues, Envisat et Metop, l'Europe vraiment au premier rang, aux côtés des États-Unis,

la surveillance de l'environnement, l'étude des phénomènes météorologiques. S'y ajoute la proposition de développer, en 1993, pour un deuxième génération, qui devra être mise en œuvre opérationnelle en 1995.

D'autre part, on a mis l'accent sur le long terme à l'investissement renforcé depuis La Haye: le satellite de transmission de données à haut débit DRS (Data Relay System). Le développement d'un prototype est déjà engagé avec le projet Artémis. L'idée est de lancer à Grande la réalisation d'un premier DRS qui pourrait être mis en orbite en 1999, possibilité d'engager, en 1993, l'intégration d'un deuxième exemplaire avec les pièces du modèle de base. Ce système de transmission de données à haut débit permettra de réaliser, en temps réel, les liaisons à haut débit que réclament l'observation de la Terre par radar, la météorologie pour la prévision à temps et, demain, peut-être, les communications avec Mir-2, la prochaine station spatiale des Russes.

## Une « aventure commune » avec les Russes

L'Europe a-t-elle besoin de coopérer avec des Russes puissants spatiaux. Ou en est-on avec les pays de la CEI?

Pour desservir leur station Mir, les Russes utilisent les vaisseaux Soyuz, dont les premiers exemplaires ont été livrés il y a trente ans. Ce système est robuste, fiable, et peut encore fonctionner longtemps. Les Russes ont toutefois conscience qu'une évolution est nécessaire et qu'un nouveau mode de transport doit être trouvé.

Certes, ils ont leur navette Bourane, mais c'est un engin trop compliqué. L'idée d'un avion de type Hermès construit en coopération avec l'Europe est donc une idée qui a été discutée. Il est probable, cependant, que des décisions définitives ne seront prises avant 1995. En attendant, il nous faut coopérer avec eux. Pas à la manière d'un épiciers, en achetant ce qu'il y a de mieux sur leurs étagères, mais en se lançant dans une aventure commune.

Par ailleurs, lorsque vous regardez le paysage spatial mondial, vous voyez que les Américains n'ont pas non plus de future navette pour remplacer la flotte actuelle. Ils vont devoir bientôt prendre une décision sur ce point en envisageant le développement d'un nouveau système de transport plus simple et moins coûteux pour leurs habitants. Une preuve que le concept de l'avion spatial type Space Shuttle est une forme d'avenir.

N'avez-vous pas d'autres priorités?

Par rapport aux conférences de La Haye et de Munich, on constate une évolution.

Nous avons tout d'abord mis l'accent sur un programme d'observation de la Terre beaucoup plus ambitieux et qui aujourd'hui l'objet d'un large consensus. Avec ces missions que nous retenues, Envisat et Metop, l'Europe vraiment au premier rang, aux côtés des États-Unis,

station à réaliser en commun par l'ESA et les Russes, et, éventuellement, à certains équipements fournis par l'Europe à la station Mir-2, y compris un terminal DRS.

Qu'en est-il de la coopération avec les États-Unis?

C'est américain, c'est l'essai d'obtenir le paiement en nature d'une bonne part de la contribution à l'entretien de la station spatiale américaine Freedom par laquelle doit s'attacher le module habitable APM du programme européen Columbus. La contribution est de 100 MUC par an, dont 160 MUC pour les frais fixes de maintien de la station Freedom et 170 MUC par an pour l'utilisation des équipements nécessaires au fonctionnement de Columbus.

Dans l'optique, nous explorons trois possibilités. Tout d'abord, construire un cargo automatique intelligent, l'ATV (Advanced Transfer Vehicle), destiné au ravitaillement de la station Freedom. Ce véhicule, dans l'esprit du Progress des Russes, lancé, ce qui n'est pas négligeable, par Ariane-5, permettra de retrouver une certaine cohérence entre Ariane et Columbus.

Ensuite, l'Europe pourrait participer à l'élaboration d'un véhicule de secours, l'ACRV (Advanced Crew Rescue Vehicle), capable de huit personnes et saut à Terre les huit membres d'équipage qui seraient en permanence Freedom à partir de 2002-2003. Cet engin serait un peu plus mobile qu'une



capsule, mais ne serait pas muni d'ailes.

Sur ces points, M. Daniel Goldin, administrateur de la NASA, m'a écrit qu'il était ouvert aux discussions, en particulier sur la mise à l'exploitation de la station Freedom, qu'il lui aussi, avait l'intention de réduire de 70 %.

## Les risques d'un « étranglement budgétaire »

L'argent est le défaut, en Allemagne, en Italie, en France. Comment pouvez-vous, dans ces conditions, proposer encore un programme « cohérent » à une Europe sans le sou?

C'est vrai que l'Europe est confrontée à de sévères difficultés économiques. Mais il n'y a pas d'Europe sans le sou. Entre 1987 et 1992, le budget de l'Agence a augmenté d'un peu plus de 50 %.

Le budget de l'Agence a augmenté d'un peu plus de 50 % entre 1987 et 1992, passant de 1 800 MUC à 2 700 MUC. Loin moi l'idée de croire qu'une telle croissance se poursuivra. Ce qu'il faut, c'est faire des choix, établir des priorités. Mais, croyez-moi, aucun des États membres de l'Agence n'envisage de baisser le budget, malgré ces perspectives de croissance faible.

Le temps est plus, comme à La Haye en 1987, où on pouvait prétendre tout développer en même temps. Que la crise survienne et c'est l'étranglement budgétaire. On ne peut pas tout faire en même temps. Ainsi, la moitié de la contribution de la France à l'Agence en 1992 est consacrée à Ariane-5. Les dépenses-là sont incontournables, ce qui fait qu'en période d'austérité d'autres programmes voient leur progression retardée. Il faut donc savoir attendre, car dans trois ans, en 1995, s'investira la courbe des dépenses sur ce lanceur. Au lieu de dépenser 850 MUC en 1993, l'Europe finira 600 MUC en 1996 et 270 MUC en 1998, ce qui devrait lui donner un peu d'aisance pour la poursuite et le lancement d'autres programmes.

De fait de cette morosité, n'avez-vous pas le sentiment que l'Europe paraît plutôt devenir une pompe à dévotion pour

uns, pour les autres, un allié de circonstance quand la politique ou le pragmatisme budgétaire l'exigent?

Jusqu'ici, l'Europe a comporté un peu de ces cyclistes qui, dans les réunions, se mettent dans la zone des autres. Bref, elle a joué les « succursales de l'Amérique ». Ce n'est pas brillant, mais quand les circonstances deviennent favorables, je dirais que nous sommes plutôt dans une phase de ce genre.

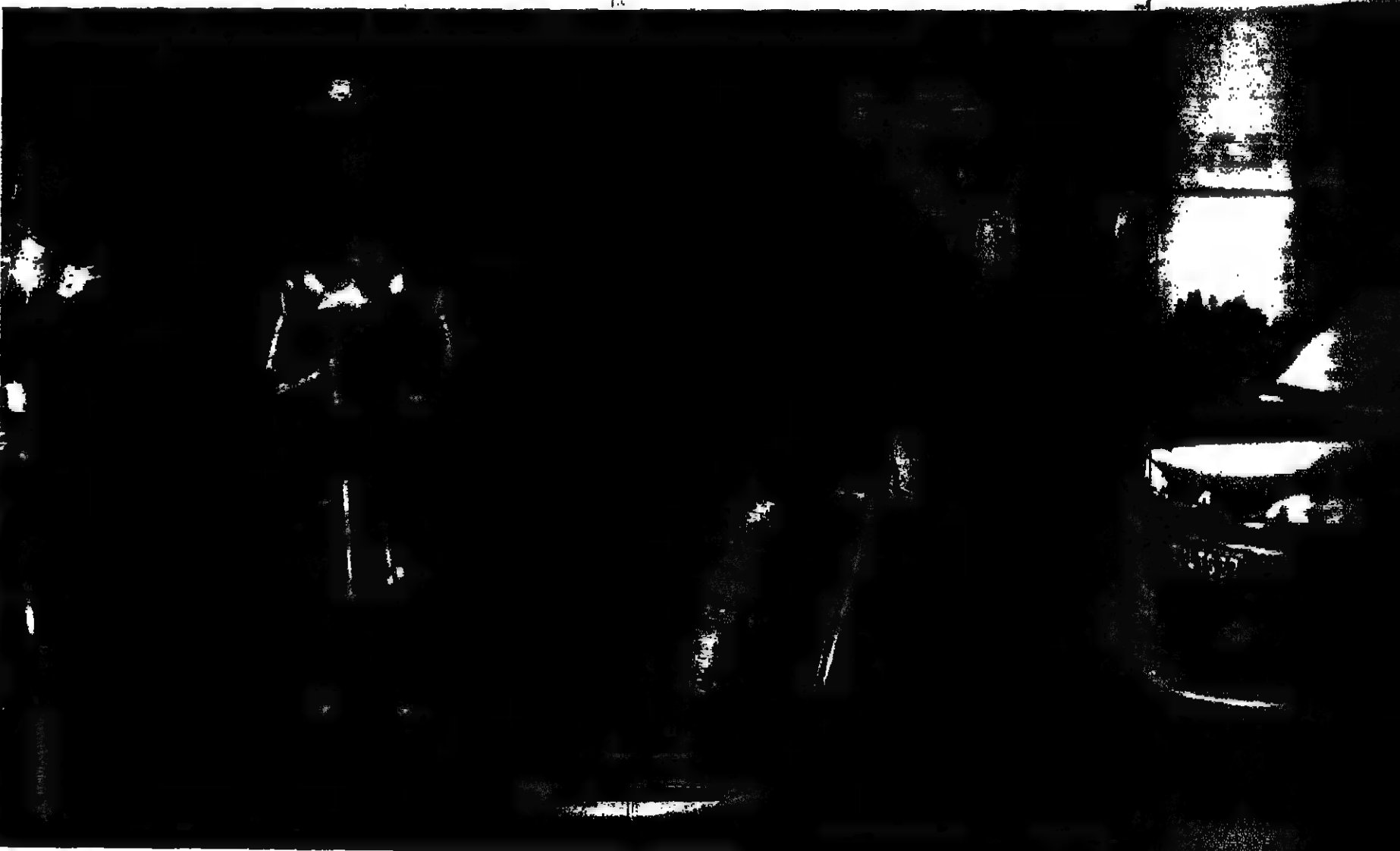
Mais, pour réussir, il faut que la cohésion européenne se maintienne, car c'est en 1995 qu'interviendront pour nous de nouvelles missions. Quelle sera alors la nouvelle donne géopolitique? On s'interroge sur les intentions des Américains. On suit avec attention le devenir de l'espace russe. Tous ces paramètres sont difficiles à maîtriser. Une seule chose est sûre, dans ce domaine, il n'existe pas d'amis, mais seulement des bien compris.

Vous qui prônez hier pour l'Europe un programme « réaliste », n'avez-vous pas aujourd'hui le sentiment d'avoir perdu le réalisme?

Je n'ai pas pour l'avenir, fermé la porte à l'ambition. Mais il faut que, pour l'instant, le campé plutôt le réalisme. C'est aussi, à l'avenir...

Propos recueillis par JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU et JEAN-PAUL DUFOUR

Du cuir, du bois, nous avons réussi à mettre quelque chose d'ancien et de nouveau.



Grâce à la finition irréprochable de son intérieur où le cuir et le bois sont savamment dosés, la nouvelle Renault 19 Baccara a de quoi séduire les plus fervents défenseurs des traditions. Cependant, nous nous sommes autorisés à ajouter le conditionnement d'air, les rétroviseurs extérieurs dégivrants à commande électrique, les jantes en alliage léger, les projecteurs antibrouillards, la housse à vêtements sous la tablette arrière, la condamnation centrale

3615 3616  
RENAULT

## DÉFENSE

## M. Mellick : l'action humanitaire des armées a des « limites »

Le secrétaire d'État à la défense, M. Jacques Mellick, a affirmé, mercredi 4 novembre à Paris, l'action humanitaire des armées a des « limites ». En rappelant qu'elle représente « le quotidien des soldats français ». De plus en plus, les interventions humanitaires des armées ne sont pas couvertes du « droit à l'ingérence » du « prétexte humanitaire » dans des pays dont le souveraineté, a-t-il dit, un colloque du Nouvel Observateur.

Aussi généreuse soit l'idée d'ingérence humanitaire, elle est, mal interprétée, ouvrir la porte de Pandore qu'on aurait du mal à refermer », a ajouté M. Mellick, en ironisant sur « la facilité à appeler le ministre de la défense ». Il a souligné que les militaires ne pouvaient pas être assimilés à « simples professionnels de l'humanitaire », à la disponibilité automatique et immédiate, a-t-il ajouté.

rappelant qu'il y a actuellement, dans le monde, affectés à des missions à caractère humanitaire, autant de soldats français qu'il y en avait dans la guerre du Golfe (entre 11 000 et 12 000).

Soyons clairs, a dit M. Mellick. Ne demandons pas à nos soldats d'effectuer des missions qui ne sont pas les leurs, de porter des uniformes à géométrie variable (...). Il faut dire clairement qu'on ne peut pas être partout, agir toujours. Nos moyens ne sont pas infinis. Selon le secrétaire d'État, quatre types de missions humanitaires pour les militaires, dotés d'une compétence ancienne, liée au passé colonial de nos pays, peuvent être distingués : l'intervention en cas de catastrophes naturelles; les missions d'assistance sanitaire ou alimentaire; les actions militaro-humanitaires (comme le cas au Cambodge, au Kurdistan ou dans l'ex-Yugoslavie).

طلة امير ليد



## SPORTS

## TENNIS : l'Open de Paris

## Boris Becker au son du canon

Vainqueur de Brad Gilbert (6-2, 6-2), Boris Becker, tête de série n° 9 du tournoi, s'est qualifié, jeudi 5 novembre, pour les quarts de finale de l'Open de Paris. Vendredi 6, l'Allemand devait rencontrer le numéro 1 mondial Jim Courier, qui a éliminé Michael Stich (n° 16) (7-6, 6-1). Les autres rencontres opposaient David Wheaton à Goran Ivanisevic (n° 6), Guy Forget (n° 11) à Stefan Edberg (n° 3) et Jakob Hlasek à Henri Leconte. Le Français a battu l'Australien Wally Masur (6-4, 7-6), après s'être blessé à la cheville au cours du jeu décisif.

A part sa barbe rousse embroussaillée, l'allure de Boris n'a guère changé. Depuis deux ans, il déplace sa grande machine dans une démarche puissante. Il a la silhouette d'un homme, il a vingt-quatre ans le joueur a toute l'âme d'un vieux. Après avoir fugué au début de sa carrière, la première place au juillet 1991, il n'appartient plus à l'élite des cinq meilleurs joueurs du circuit international. Il est aujourd'hui neuvième mondial, son rang le plus médiocre depuis 1984 lorsque, champion précoce, il commençait à jouer alle-

ment à guère brillé, traînant derrière lui des blessures. Il avait même perdu son surnom : « Boum-Boum ». Lui qui avait imposé le droit-bazooka a été submergé par la marée montante de jeunes qui, appliquant les préceptes de la lettre, servent maintenant fort à cogner plus dur que lui.

## Sérénité retrouvée

Il est difficile de mûrir avec, collée à la raquette, cette image de jeune prodige de dix-sept ans à la frimousse constellée de tâches de rousseau, insensé vainqueur de Wimbledon en 1985. « Tout le monde attendait que je réalise tout, tout de suite, comme si je savais tout faire, comme si j'étais parfait », se souvient Boris Becker.

Deux fois vainqueur à Paris en 1986 et 1989, Becker entend une note en demi-teinte. Il

prouver qu'il faudra encore compter sur lui, gamin de vingt-quatre ans. « Il suffit de laisser parler le tennis », s'exclame-t-il. Et quel spectacle il a offert lors de sa rencontre avec John McEnroe ! L'Allemand semblait affamé d'une gloire qui lui a échappé pendant des mois, depuis sa victoire aux Internationaux d'Australie en 1991.

Mercredi, devant Brad Gilbert, boucanier râleur, Becker a multiplié les services puissants et les coups droits incisifs, claquant à l'aide des plongeurs qui ont fait légende. L'artillerie a rouillée parfois et grippé un peu. Quelques coups n'atteignent pas leur cible et expliquent les dix-sept lignes de fond de court. Qu'importe, la finesse : une smectée ou un lob masqués comme des trésors. « A chaque match, à chaque tournoi, je m'améliore, tonne-t-il. Je suis en train de me trouver une forme. » L'Allemand a retrouvé

un semblant de sérénité. Après une fracassante séparation avec son entraîneur Tomas Smid, en juin, il travaille depuis six semaines avec Guenther Bresnik, avec qui Boris Becker affirme avoir retrouvé une belle confiance et un grand appétit pour le jeu. « Je m'entraîne beaucoup plus dur. Je ne rechigne pas à la tâche », explique-t-il.

A vingt-quatre ans, Boris Becker ne peut pas céder le pas à la jeune relève. Il aime trop l'odeur de la poudre.

BÉNÉDICTE MATHIEU

## Les résultats du jeudi 5 novembre

## Matchs de finales

Première manche des tableaux  
J. Courier (EU) 1 b. M. Stich (ALL) 7-5, 6-1; B. Becker (ALL) b. G. Forget (EU) 6-2, 6-2; D. Wheaton (EU) b. A. Volkov (RU) 7-3, 6-4; G. Ivanisevic (CRO) b. R. Krajicek (PB) 6-4, 7-6.

Deuxième manche des tableaux  
G. Forget (FRA) 1 b. A. Boetsch (FRA) 6-2, 6-4; S. Edberg (SUE) 3 b. D. Rostagno (EU) 7-6, 7-6; J. Hlasek (SUI) b. J. Courier (EU) 4-6, 6-1, 6-2; H. Leconte (FRA) b. W. Masur (AUS) 6-4, 7-6.  
(Figurent entre parenthèses, la nationalité du joueur éventuellement, la de série).

ATHLÉTISME : Bruno Marie-Rose attaque la Fédération française d'athlétisme. - Champion du monde du 100 m en salle et champion d'Europe du 4 x 100 m, le sprinter Bruno Marie-Rose a annoncé, jeudi 5 novembre, qu'il entamait des poursuites contre la Fédération française d'athlétisme (FFA), qui avait omis de confirmer son inscription sur 100 m aux Jeux olympiques de Barcelone (le 1er août). Il a précisé qu'il réclamait 2 380 000 F de dommages et intérêts en raison des préjudices, moral et financier, qu'il aurait subis.

## QUELLE HISTOIRE !

PAR CLAUDE SARRAUTE

J'AVAIS rendez-vous sur le quai du RER direction Villepinte, dans la grouillante grisaille des voyageurs du petit matin, avec l'inventeur de la Psychonomie, grand maître de l'épanouissement humain... « Vous reconnaissez à ma queue-de-cheval... » Pour moi, c'est un homme à la formation pas comme les autres, aux jeunes des cités.

Ce va être huit jours que Jean-Louis Lascoux, un autodidacte, baraqué, de la Vie, c'est son mot, tente d'épanouir la conscience d'une quinzaine de post-ados, qu'il dit révoltés, en leur apprenant à « gérer leurs ressources personnelles » et leur puissance.

Il s'exprime, m'explique-t-il, avec une compréhension jubilation, d'un verbe d'arabe. Et me résume à un résumé : J'ai demandé à naître. Je viens d'un milieu merdique et un peu de merde.

Depuis qu'il a lâché l'école, en cinquième techno, le plus souvent, en la classe de formation en magasinier rémunéré, autour de deux mille beaues par mois, histoire de

militaire en Algérie, et ment ! Tout ça c'est des conneries. Faut lutter contre le monde pourri. On entre les mains des autres, ils voient le monde.

Il n'y paraît guère. Eux, qui tournent en rond depuis des années, ils sont en formation, aucun problème, ils n'ont qu'un rêve, exprimé avec une désarmante candeur : trouver un travail qui leur convienne. A vingt-trois ans, Kamel, père chômeur,

mère sans-emploi, a enchaîné un CM2 à Aubervilliers à un lycée professionnel à Neuilly-sur-Marne, à une remise à niveau à Aulnay-sous-Bois, à un stage de magasinier puis à un stage de mécanicien auto à Bobigny, pour se débarrasser le bec dans l'eau.

Enfin, je comprends, il dira une adorable beurette, pleine d'allant : Mon fils est comptable, je l'ai vu. Bon, je suis en formation, ils me disent que je peux très bien arriver. Je me présente à l'école au premier degré et j'échoue à chaque coup. Je m'occupe de bien d'enfants, mais le moyen ?

Rendez-vous l'après-midi à la salle des fêtes de Sevran où



contre le chômage. Moi, au moins, je les aide au management communicationnel Humain.

Une heure plus tard, je me retrouve, très étonné, dans une immense salle, entourée d'une quinzaine de garçons et de filles, parlant tout bêtement le français, gentils, charmants, pleins de bonne volonté, à qui ce gourou en baraque présente des schémas récepteur, récepteur ou émetteur, en forme de dessinés sur des grandes feuilles, en leur demandant de noter le différentiel entre l'auditeur, le visuel et le kinesthésique, le savoir, le faire et l'être, la logique, le démonstratif et l'affect. Moi, qui runs nature une tête, je me penche vers un voisin, une méconnaissance surannée : Vous suivez ? Ben, oui, à peu près.

Un genre d'exercice. Il s'agit de répondre par des images aux interrogations suivantes : Je me perçois comment ? Un oiseau, une fourmi, une feuille morte ? A quel comparer mon fonctionnement ? A un moteur ? A une touille, à un volcan ? Le griffonement, cette pensée sur leur carnet de notes, et se rendent les ménages pour essayer de donner satisfaction à ce prof sympa qui les traite en copains.

Tu m'as passé une bonne soirée, Amélie ? Mais que tu as pensé à quelque chose dont on a parlé hier ? Ben... oui... Aux... heu... Aux quoi ? Aux messages de l'insécurité ? Non... Aux différents types de vocabulaires ? Je suis plus. Ben... A l'hypocrisie, d'où elle vient, comment la déjouer ? Très bien. Et toi, Karim ? Karim, une forte tête, ostensiblement plongé dans un bouquin sur la drogue, relève le nez : Moi ? A rien. Et quitte la pièce pour fumer une cigarette.

Je m'approche de lui à la pause et il y va, en rigolant, du couplet attendu : Pour quoi, je suis là ? Ben, tiens, pour le flic ! Oui, j'ai fait mon service

l'ANPE organise une opération-jeunes. Pas question, leur a dit leur mentor, de chercher du travail. Vous allez chercher le comportement de ceux qui vous accueillent, vous inscrire de les juger et réfléchir à la meilleure façon de communiquer avec eux.

Tu parles ! Les filles papillonnent de rayon en rayon : Vous proposez quoi, là ? Des stages-formation pour l'hôtellerie, la tourisme et la restauration ? Voyons voir... Cuisiner... Garçon un serveur brasseur... sommelier-caviste... Tiens, vous ne faites pas l'hôte d'accueil. Moi, c'est un peu rien.

Et un peu plus loin : Pardon, madame, pour faire connaître où il faut s'adresser ? Tu viens. Alors, d'un air de défi, elle lui expose, j'en trouve deux en train de remplir un formulaire en regardant leur pointe Bic : Et là, qu'est-ce que tu marques, toi ? Arrive une de leurs copines : Peux-tu peiner de vous fatiguer. Ils disent qu'ils vont écrire, c'est bien. Ils vont se mettre à parler, vos questionnaires.

On se presse devant la table de l'entrée de terre. Ma fille joue à la console et parvient à attirer l'attention de l'officier-recruteur : Vous êtes sûr qu'il y a de la place ? Même pour moi ? Je suis pas trop petite ? 1 m 50. Ah ! Ben, alors, oui, au fond... Au moment là, on a le sentiment de l'emploi. Ici, on cherche des apprentis. Ben en trouver. Mais avec des panneaux marqués boucherie, fruits et légumes, poisson, fleurs, boulangerie, un magasin à lunettes, genre chef de bureau, s'étonne : C'est quand même inouï, dans toutes les secrétaires, un métier en perte de rapport à l'informatique. Il serait peut-être temps de réhabiliter le travail manuel, non ?

Travailler dans quoi, ricane, en regardant sa queue-de-cheval, le champion de l'imagination scotte, je cite, le sourcil de la machine à So... Dans le poisson ?

quelque chose dans la nouvelle Renault 19 Baccara.



## NOUVELLE RENAULT 19 BACCARA nouvelle pour longtemps

des portes avec commande à distance, l'autoradio 4 x 6 W avec un satellite de commande sous le volant, codage antivol et haut-parleurs, l'ordinateur de bord à 7 fonctions et bien d'autres choses encore, pour qu'ils puissent en plus goûter aux joies du progrès. Modèle présenté et décrit : Renault 19 Baccara, boîte manuelle. Garantie anti-corrosion Renault 6 ans. Discutez votre financement. RENAULT présente ELF



RENAULT  
LES VOITURES  
À VIVRE















## Washington applique une surtaxe de 200 % aux vins blancs européens

volet de sanctions. Le président Bush a cependant indiqué que son pays « ne s'engageait pas dans une guerre commerciale » avec l'Europe et expliqué qu'il s'agissait simplement, pour les Etats-Unis, de « sauvegarder le commerce international ».

**Le GATT :  
libéraliser  
les échanges**

Véritable pilier de l'ordre économique du monde occidental, l'Accord général sur les tarifs douaniers et de commerce, désigné par son sigle anglais GATT (General Agreement on Tariffs and Trade), a été signé le 30 septembre 1947 par vingt-trois pays et compte aujourd'hui 103 membres parties contractantes. Sa mission est double : réglementer le commerce international et d'en assurer la croissance et la liberté ; promouvoir le libéralisa-

Plus de 70 % des échanges internationaux aujourd'hui soumis aux règles du GATT et, grâce son action, le niveau moyen des tarifs appliqués par les pays industrialisés est revenu, depuis 1948, à 40 % à 5 %. Le volume des échanges mondiaux a pour sa part été multiplié par 10. Plusieurs règles régissent cet accord (voir à l'Année l'Economie) le 10 mars 1982).

Le concept d'un système multilatéral d'échanges au lequel repose la GATT est résumé par la règle de nation la plus favorisée. Selon cette règle, tout avantage accordé par un pays membre à un autre doit automatiquement être étendu à tous les autres parties contractantes. Autrement dit, celle du traitement national : les produits importés dans un pays ne peuvent être mis sur le marché à des conditions moins favorables que celles appliquées pour le même produit d'origine nationale.

Dans cet ensemble de règles - connu à l'international sous le nom de mécanismes d'arbitrage, - le GATT est également une machine à négocier qui permet aux différents pays de conclure de nouvelles permanents des relations au commerce international. Depuis sa création, le GATT a ainsi connu huit « cycles » de négociations commerciales multilatérales au total. Le dernier en date est l'Uruguay Round, lancé à l'initiative des Etats-Unis en septembre 1986 à Punta del Este (Uruguay).

Dans l'esprit des Américains, ce huitième cycle a pour objet principal de promouvoir les échanges agricoles, c'est-à-dire, en résumé, de couper les ailes à la politique agricole commune (PAC).

Depuis le Kennedy Round (1973-1979), les différents cycles ont montré une domination par la partie après la conclusion de l'Europe. Les dernières années ont été marquées par une rétorsion de la part des Etats-Unis à l'encontre de la CEE en tant qu'exemple.

En **GATT**, de la procédure du **GATT**, il ne s'agit pourtant pas d'une première : **Améri-**  
cane gardent possibilité  
couverte une procé-  
dure unilatérale pour gérer  
différends. **Les disposi-**  
tions de la législa-  
tion commerciale américaine  
(la **Trade Act**) du **Trade Act**  
permettent en effet aux Etats-  
Unis d'appliquer  
à d'autres pays  
avoir obtenu l'aval du  
**GATT**

Un **discus-**  
sion **l'Uruguay Round**  
précisément une  
modification du mécanisme  
règlement **querelles** du  
GATT.

P.

Dans sa première déclaration politique étrangère, la veille, M. **Trudeau** avait pris soin de mentionner trois thèmes sur lesquels, avait-il dit, il **soutient** le président Bush : les négociations de paix au Proche-Orient, la mise au **marché** des accords de libre-échange avec les pays de la CEE et les négociations commerciales internationales en cours. « **Que** **il** **et** les événements de l'Amérique (...) **ne** **trouvent** pas, avait-il poursuivi, même lorsque l'administration change, l'Amérique **de** l'intérêt fondamental aux **changement** ».

Interrogé sur le même sujet — les sanctions annoncées — M. M. Hillis, « haute responsable du Département de Commerce » américain, a déclaré : « Les Etats-Unis ne sont pas des commerçants ». M. George Stephanopoulos, un des plus proches collaborateurs de M. Clinton, a approuvé la décision de Washington : « Je pense que les Etats-Unis doivent être durs, a-t-il déclaré, mais les pays qui ferment leurs marchés aux produits américains... » Il a plus. Le numéro 100 de M. Hillis, M. Rufus Verxa, « présenté comme « démocrate par la presse, qui estime que

M. Clinton pourrait à son poste le 1<sup>er</sup> janvier prochain afin d'assurer la continuité de la politique commerciale des Etats-Unis.

De ce contexte, on voit mal ce que peut espérer le ministre français de l'Agriculture, M. Jean-Pierre Lorrain, quand il déclare : « Laissons la nouvelle administration à sa place ; à vous ensuite de nouvelles idées, nouvelles méthodes, un accord global, un équilibre ». La formule est, au mieux, très optimiste quand on connaît la philosophie générale de la nouvelle administration, qui n'en a d'ailleurs pas mystère. Résumée, les grands principes d'une philosophie assurément plus protectionniste que la précédente administration française, traditionnelle et technocratique, pourraient être : « Plus libéralisme, moins protectionnisme, plus agriculture ».

S'il n'a jamais ~~divulgué~~ son opinion sur le marché ~~des~~ oléagineux, Clinton n'en a ~~pas~~ moins, ces dernières semaines, délivré un « message commercial » sans ambiguïté. Il s'est, par exemple, ~~montré~~ hostile à la tentative de rachat d'une partie ~~de~~ la compagnie aérienne Air ~~France~~ par Airways. Il y ~~voit~~ les mêmes dangers que l'indépandant,

protectionniste, Ross Perot :  
 « Les transporteurs du  
 monde entier, les com-  
 pagnies aériennes américaines,  
 les compagnies de bus et  
 les compagnies de camion-  
 nage aux dépens des trans-  
 ports américains. De même,  
 les compagnies de taxi et  
 les compagnies de location  
 de voitures pour un contrôle plus  
 strict des investissements étrangers  
 et des importations de produits  
 étrangers. »

ne un renforcement de la loi dite « Section 301 » par l'administration du défendeur les intérêts de pro- américains qui s'estiment à une concurrence déloyale. Cette procédure qui est en cours dans l'affaire agineux. Quand il dit son pour la coopération à l'extérieur, privé au Japon Allemagne, le président a nécessité pour l'adminis- démocrate de l'Etat en « politique industrielle », précisément, à museler les industries américaines pour la compétition inter-

En demandant au président

... du GATT, M. Ray MacSharry, commissaire qui négociait, en but de semaine à Chicago, un arrangement agricole avec les

sis, révèle le malaise qui frappe institution bruxelloise. Il lui reproche d'avoir écrit, comme un journaliste, un rapport sur les Américains, à l'ère monty-sub- au ayant en tête le mal de la rance, de s'être mêlé de trop près pour parler dont il était supposé, MacSharry, être la responsabilité. Il se dit qu'il n'aurait pas non plus dû connaître son point de vue, mais qu'au-delà des différences d'appreciations sur les différences avec la MacSharry, il n'y a pas de différence de la position. La meilleure preuve en est que l'ultime offre de la CEE à Chicago allait au-delà de ce qu'il

Le genre **de** mauvaise humeur **de**  
MacSharry pourrait **être** un **des** les tensi-

indications vont  
être le plus  
concentré au Congrès  
le plus, beaucoup  
de M. Clinton.  
Il est probable que  
il va laisser l'ad-  
vancer au  
la négociation  
est un très déli-  
catesse vraisemblable  
puisse lui avoir trouvé  
en, dans le rôle de  
Clinton, le  
à ce point  
importante que  
partie se tâche.

consuetudine d'una guerra...

américano-européens, les  
vences potentielles désa-  
pour la relation. Le pourra  
le Clinton à une rapir-  
sur pied ses quatre équipes.  
tistes ministériels sont le pour-  
deux les plus importants  
dans le monde. Le premier, à  
la semaine; celui de secré-  
tariat est celui de secrétaire au  
Pour le premier, les États-  
Unis ont nommé deux  
cités américaines  
; l'avocat Warren Christo-  
nson, secrétaire-  
l'administration Carter),  
perluéne, à la section  
nale, le jeune président  
souhaitait s'appuyer sur  
siégeant d'expérience. Les  
gner le primauté qu'il at-  
tendait des questions écon-  
omiques. Le directeur  
international, il a été  
à la Maison Blanche, le  
Conseil national de sé-  
crétaires, le directeur  
pourrait diriger le ban-  
que, le directeur de  
Rohatyn, le professeur  
de la faculté de la Ma-

ALAIN F.

...le **Ministre de l'Économie** et du Développement, **un évêque** et **le président du Parti** **travaux**.

paye ne peuvent être mis sur le marché à des conditions moins favorables que celles exigées pour un même produit d'origine nationale.

Un tel ensemble de règles - destinées à éliminer les mécanismes d'arbitrage, - le GATT est également une machine à négocier qui permet aux différents pays de trouver de nouvelles permanences leur commerce sur le commerce international. Depuis sa création, le GATT a ainsi connu huit « cycles » de négociations commerciales. Les négociations se tiennent. Les cycles se suivent. Le dernier est celui du Uruguay Round, lancé à l'initiative des Etats-Unis en septembre 1986 à Punta del Este (Uruguay).

**Couper les ailes à la PAC**

Dans l'esprit des Américains, ce système crée un objet principal de leur intérêt.

**ACHON** pliner ■ échanges agricoles, c'est-à-dire, ■ ■ ■ ■ ■ COU-

per les ailes à la politique agricole commune (PAC).  
Depuis le Kennedy **PARTE**

(1973-1979), les différents cycles ont montré une dominance par la région arctique du continent en l'Europe. Les dernières années de rétorsion décidées par les Etats-Unis à l'encontre de la CEE en 1980 ont

En fait, la procédure du GATT, ~~est~~ ~~un~~ ~~processus~~ ~~multilatéral~~ ~~et~~ ~~non~~ ~~bilatéral~~. Il ne s'agit pourtant pas d'une première : ~~les~~ ~~Améri-~~

Les États-Unis ont gardé la possibilité de poursuivre leur œuvre une procédure unilatérale pour gérer les différends. La législation commerciale américaine (la loi 1974 du Trade Act) permettrait en effet aux États-Unis d'appliquer des mesures à d'autres pays sans avoir obtenu l'aval du GATT.

Un autre point de discussion est l'Uruguay Round qui prévoit un renforcement de la modification du mécanisme de règlement des querelles du GATT.

MAITRE P.

**BILLET**

*Un Salon  
contesté par  
des fonctionnaires*

Qu'il y ait loin de la coupe aux lèvres ! Au moment même où, pour la première fois, l'administration de l'État présentait au grand public le visage le plus moderne, le plus humain et le plus étonnant, une fraction de ses agents dénonçait « le mépris » et l'« arbitraire » dont ils s'estimaient victimes de la part de leur employeur.

D'un côté, le forum « Innovations du service public », organisé du 5 au 7 novembre au Parc des expositions de la porte de Versailles à Paris, grand public en tête, les responsables d'entreprises nationales peuvent générer deux réactions assez opposées.

D'un côté, un particulier des plus intéressés. Sur les quelque 60 à 70 cinquantaines d'exposants réunies sur 17 000 mètres carrés, les innovations ne succèdent : véhicules arménages des réseaux des postes, outils à partir des données sociales, mini-terrain de sports de proximité, Maison du citoyen, spectacles des nouvelles applications de l'ANPE... Des animations sont aussi prévues pour illustrer, par exemple, les interventions du service public en cas de catastrophe, ainsi que des tables-rondes, lors de conférences sur le rôle de l'avenir de l'État dans nos sociétés.

Mais il est évident que destiné à montrer, comme il l'a rappelé, jeudi matin 8 novembre, M. Pierre Bérégovoy, venu inaugurer ce forum, que si l'État n'est pas ce monstre opaque et aveugle que l'on se représente si souvent, c'est parce qu'il est au contraire « une société

moderne ont besoin plus que jamais de [lui] comme principal facteur de cohésion nationale ».

Mais cette louable initiative a été immédiatement perturbée par la présence, jeudi après-midi, de quelques centaines d'agents qui, depuis près d'un an, se battent pour éviter le transfert de leurs établissements hors province. Ils étaient dans quelle ils se retrouvent de plus en plus isolés et désespérés : "Etat campé sur le bas-fond de sa politique, les municipalités d'accueil, de tous les ordres politiques, les récemment à cor et à cri et les délégués syndicaux et fonctionnaires se battent les uns plus que les autres".

Jeu- , le combat de ces agents a pour le premier lieu dégénéré, avec le mine à sec du côté du titulaire de la fonction publique, en raison des appels à la solidarité lancés par les responsables de la manifestation.

Ils ont débordements sont condamnables - le ministre, l'actuel ministre de l'intérieur, a annoncé qu'il déposerait une plainte... le ministre, un autre fois, le difficulté pour le pouvoir politique de pratiquer une discipline d'un certain tendant vers plus ou moins arrogant et plus performant.

Faire droit échappant

### Conciliation

**Les créanciers de La Cinq globalement satisfaits**

Les étrangers de ■ Cinq ■  
avocats du groupe ■ achète ■  
retrouvés, mercredi ■  
devant le tribunal de commerce.  
■ Pour une séance de concilia-  
tion a été marquée, selon plusieurs  
des participants, « une volonté  
générale d'accord ». Le litige oppo-  
sant Animage (filiale de la société  
AB Productions de M. Claude  
Berda) ■ achète ■  
est réglé ■ ■ huit jours. Seuls  
quatre ■ ■ plaides devant le  
tribunal de commerce : ■  
l'Union syndicale de ■ production  
audiovisuelle, de la Société fran-  
çaise de production, ■ diffusi-  
on de France, ■ France Télé-  
vision. ■ audiences ont été fixes  
dans la semaine ■ 16 ■  
■ novembre.



## ÉCONOMIE

L'ultimatum américain après l'échec des négociations agricoles de l'Uruguay Round

## La France affirme qu'elle ne pliera pas face au « diktat »

A la suite de la décision américaine de recourir à des mesures restrictives à l'encontre de certaines exportations européennes, le ministre français de l'Industrie et du Commerce extérieur, M. Dominique Strauss-Kahn, a déclaré, jeudi 5 novembre dans un communiqué, que « cette attitude ne tient aucun compte des efforts déjà réalisés par la Communauté européenne pour régler le contentieux des négociations sur le GATT. Dénonçant l'« attitude protectionniste » de M. Strauss-Kahn, il a souligné que par cette démarche les États-Unis « plaquent un ultimatum en dehors des règles du GATT ».

« Le gouvernement français demande que le conseil des ministres européen réagisse très fermement aux mesures américaines en annulant son intention de prendre des mesures symétriques », a ajouté M. Strauss-Kahn. Cette dénonciation du « diktat » américain a été reprise, jeudi 5 novembre, par M. Franz Andriessen, commissaire européen aux relations extérieures de la Communauté, précisant que les mesures américaines constituent « une position illégale selon les règles du GATT ».

De son côté, M. Michael Heseltine, ministre britannique du Commerce et de l'Industrie, dont le pays assure la présidence de la CEE, a estimé, jeudi 5 novembre, que la démarche outre-atlantique était « très regrettable ».

En France, les syndicats agricoles ont demandé, jeudi 5 novembre, à la CEE de répliquer immédiatement aux mesures de rétorsion américaines. « C'est ill

pour eux, dent pour dent », a déclaré M. Jacques Mollère, secrétaire général du Centre national des jeunes agriculteurs (CNJA), alors que la Fédération des exportateurs de vins et spiritueux a appelé les autorités françaises à adopter « rapidement une attitude équilibrée (...) ».

Enfin, après que M. Jacques Chirac ait appelé, jeudi 5 novembre, à résister « aux prétentions américaines », on se montre très ferme, vendredi 6 novembre, dans l'entourage du premier ministre

en expliquant que la France n'a pas l'intention de céder.

A l'hôtel Matignon, on reconnaît toutefois que la gestion de ce dossier est délicate, tant les intérêts des uns et des autres sont divergents, même les agriculteurs français pouvant être divisés. Mais « on estime que les négociations ne pourront réellement reprendre qu'au sommet lorsque Clinton sera entré en fonction ».

## M. Soisson souhaite des mesures de « contre-rétorsion »

Au cours de la discussion du projet de budget de l'Assemblée nationale, le ministre de l'Agriculture, M. Soisson, a réagi à l'annonce des mesures douanières décidées par les États-Unis à l'encontre du CEE en souhaitant que la Communauté prenne des mesures de contre-rétorsion.

A moi les Sancerre et les Gewurztraminer ! M. Soisson a battu le rappel à sa manière pour répondre aux mesures de rétorsion décidées par les États-Unis à l'encontre du CEE. L'encontre des vins blancs, de l'huile de colza et du gluten de blé produits par les membres de la CEE. « Buvez du vin blanc », a-t-il ordonné avec humour, en soirée, députés présents dans l'hémicycle. « Du vin d'Alsace, du chablis, du vin d'Anjou, du juraçon...

Allez-y franchement ! Ce n'est pas une réponse nationale aux rétorsions américaines », a poursuivi le président de la région Bourgogne.

Le matin même, le ministre avait voulu se montrer raisonnablement optimiste à la crise traversée par le GATT. « Jusqu'à présent les négociations ont été conduites dans de bonnes conditions », a-t-il déclaré par voie de presse. L'annonce d'une nouvelle administration permettrait peut-être de les reprendre sur des bases plus favorables. Pour sa part, l'Assemblée nationale, avait-il répondu aux nombreux cris d'alarme lancés par les députés.

Alors M. Théo Vial-Massat (PC, Loire) avait exprimé sa crainte que la « résistance du gouvernement français » ne se réduise à « un baroud d'honneur ». M. Jean-Marc Nesme

## L'Allemagne est exaspérée par l'intransigeance française

FRANCFORT

de correspondant

Jusqu'ici, le soutien allemand à la politique française vis-à-vis du GATT a été pratiquement sans faille. En coulisse, notamment lors des multiples discussions directes entre le chancelier Kohl et le président Mitterrand, l'Allemagne a payé tant qu'elle a pu pour assouplir la position de la France, mais officiellement les deux pays ont toujours tenu la même ligne. Certains estiment que l'Allemagne profite de la politique française en

cachant derrière elle obtiendrait une victoire agricole sans en porter la responsabilité.

Il en est sans doute de même à l'avenir. On voit mal le couple franco-allemand se séparer pour un plat de soja. Mais la position française du chancelier devient de plus en plus difficile tant le critère du montant des pays.

Hier, on accusait l'Allemagne de freiner la reprise mondiale en maintenant « égoïstement » des d'intérêt trop élevés. Aujourd'hui, les milieux industriels et financiers allemands retournent l'argument et désignent la France

comme coupable de vouloir déclencher une guerre commerciale mondiale pour le vote d'un million d'agriculteurs.

Le comte Lamsdorff, président du Parti libéral (FDP), qui fait partie de la coalition du chancelier Kohl, a estimé jeudi 5 novembre que l'Allemagne se montrait trop conciliante à l'égard de la France. Il ne faisait qu'exprimer un sentiment général de la classe politique, qui évite d'attaquer trop ouvertement le partenaire français mais cache moins en moins son incompréhension et sa frustration. On se rencontre plus en conseil à Bonn qu'il n'y a en France. M. Mitterrand s'obstine tant, les milieux économiques partagent, plus encore, encore, encore, la détermination croissante. Ce même jeudi 5 novembre, le Syndicat des industriels allemands (BDI) a écrit au gouvernement pour lui demander le redoublement d'efforts pour faire de la France.

## Le potentiel de croissance bloqué

Les agriculteurs en Allemagne (3 % de la population) pèsent moins qu'en France (6 %). Les milieux économiques partagent, plus encore, encore, encore, la détermination croissante. Ce même jeudi 5 novembre, le Syndicat des industriels allemands (BDI) a écrit au gouvernement pour lui demander le redoublement d'efforts pour faire de la France.

ERIC LE BOUCHER

## Un entretien avec le PDG de Total

« En 1995, notre production hors Moyen-Orient sera supérieure de 50 % à son niveau de 1990 », nous déclare M. Serge Tchuruk

Malmené par les compagnies pétrolières internationales par la crise, le groupe Total a annoncé, jeudi 5 novembre, l'issue d'un conseil d'administration, un plan de restructuration qui passera sur les comptes de l'exercice 1992, ainsi que des mesures anti-OPA.

« Vous venez d'annoncer un plan de restructuration qui amputera de 100 000 emplois le chiffre d'affaires de 100 milliards de francs environ. La conjoncture pétrolière continue-t-elle à se dégrader ? »

« Laissez-moi d'abord vous dire clairement que, parmi les sujets traités au conseil, la restructuration n'est pas le thème majeur pour l'avenir du groupe. Signifiant de la conjoncture, disons qu'il faut mieux garder de tout optimisme pour les prochains mois. Si la production et la distribution maintiennent grosso modo leurs résultats, les taux de fret sont toujours assez déprimés. Les marchés de la chimie sont pas bons, mais Total tire bien son épingle du jeu. Quant au raffinage, il va un tout petit peu mieux. Depuis un mois, la marge de raffinage en Europe est remontée à 20 dollars par tonne alors qu'elle se situait à 14 dollars depuis le printemps. A 20 dollars, nous ne perdons plus d'argent. Mais n'est pas le Pérou. »

« Vous allez fermer ou nouveaux emplois ? »

« Le terme « restructuration » n'implique pas systématiquement suppressions d'emplois. Des actions telles que regroupement de sièges, optimisation de logistique, simplification des structures sont entreprises tant en France que dans les grandes filiales du groupe, notamment en Grande-Bretagne. Je pense aussi à l'Italie, où nous avons repris récemment un concurrent dans les entres. Globalement, le coût de cette restructuration représente plus de la moitié des 600 millions annoncés. »

« Le succès de votre révision à la hausse de la valeur de certains actifs vous a-t-elle aidée à céder Total à abandonner l'uranium, le charbon... »

« Vous comprenez que je ne vais pas crier sur les toits des journaux que nous allons vendre dans un proche avenir. Disons qu'il s'agit d'activités situées entre autres en France et aux États-Unis

que nous considérons comme non essentielles pour le groupe. Nous les vendons bien nettoyées du point de vue financier. Elles sont désastreuses tout à fait rentables. »

« Vous avez annoncé d'annoncer par avance le coût des restructurations à venir. Ce n'est pas une bonne habitude de votre malice. Les restructurations printemps dernier ont-elles été de l'ordre ? »

« Nous avons toujours voulu jouer la transparence. A la fin de l'année 1990, nous avons fait une coupe d'actions. Tous les sujets d'aujourd'hui, et en particulier les découvertes de pétrole et de gaz, sont importants pour les porteurs de BSA. »

## Un système simple

« Est-ce pour gommer la mauvaise impression que vous laissez inévitablement les restructurations que vous annoncez de nouvelles découvertes de gaz et de pétrole ? »

« C'est pour moi l'annonce majeure pour l'avenir du groupe. Concernant le gisement de Cusiana, en Colombie, la British Petroleum, qui est opératrice avec 40 % des parts - comme nous - a évalué les réserves globales à quelque 2 milliards de barils. Nous avons entre ces réserves dans nos comptes à partir de 1993, l'année du démarrage de la production. En 1995, nous tablons sur un rythme de production de 150 000 barils par jour d'un brut de bonne qualité qui alimentera le marché américain. »

« Ce qui est nouveau c'est que nous disposons désormais d'une évaluation précise du gisement de gaz de Cusiana, en Indonésie. Il recèle au minimum 100 milliards de mètres cubes de gaz, soit la moitié environ du gisement de Lacq. »

Vu votre niveau de participation, cela signifie que Total double la mise de Cusiana en termes de réserves avec un gaz qui n'aura aucun problème pour trouver acquiescent : la Japon est preneur de l'essence. En 1995, en fin de compte, notre production d'huile de gaz hors Moyen-Orient sera supérieure de 50 % à son niveau de 1990. Peu de compagnies pétro-

lières dans le monde peuvent afficher des résultats de cet ordre. »

« Revenons à la restructuration. Vous annoncez l'échange de votre ancien siège social par un nouveau siège social par le biais de la vente de l'ancien. Où est la logique de l'opération ? »

« C'est une très bonne opération pour tout le monde. Nous possédions à Autueil un immeuble difficile à vendre dans la conjoncture actuelle car très gros. Le CNRS pourra s'y regrouper dans les deux tiers. En échange, nous récupérons quatre implantations dans Paris, dont un immeuble prestigieux qui sera le nouveau siège social du Musée d'Orsay. La liquidité de ces immeubles - plus petits - est supérieure à celle de l'ancien siège social. Nous pensons les vendre en 1993. »

« Le conseil d'administration a décidé de verser le capital du groupe. Voulez-vous vous mettre à l'œuvre d'une fois ? »

« Avec le désengagement de l'Etat du capital de Total, nous faisons l'apprentissage de notre liberté. Cela passe par des mesures comme la limitation des droits de vote pour éviter qu'une entreprise qui détient une faible part de la production puisse en prendre le contrôle. Le système que nous souhaitons mettre en place n'est distingué par beaucoup de celui adopté par Alcatel, Alstom ou BSN. Il a le mérite de la simplicité. »

« Comment se présente le capital de Total aujourd'hui ? »

« Il est détenu à 60 % par des intérêts français. Le public n'est en contrôle plus que 15 % - dont 4 % pour le Crédit lyonnais, autant pour les AGF et 2 % pour le Gan. Le solde est entre les mains d'institutionnels - plus petits - et de porteurs individuels. Les 40 % sont placés à l'étranger, essentiellement à Londres et à New York. Rares sont les groupes à avoir un niveau d'internationalisation. »

« Vous ne pensez pas que le pétrole est réparti partout dans le monde ? »

« Cela me paraît bien. Après tout, le pétrole est réparti partout dans le monde. »

Propos recueillis par JEAN-PIERRE TUQUOI

Le NDLR, avec la mise en production de Cusiana en 1993, la compagnie pétrolière indonésienne, l'espagnol, prévoit une participation de 50 % sur le gisement qui dépassera donc par deux fois les réserves actuelles.

## ÉTRANGER

Suppression des conseils de rémunération

## Plus de salaires minima en Grande-Bretagne

Le gouvernement britannique a annoncé jeudi 5 novembre l'abolition des « conseils de rémunération », seuls organismes à fixer les salaires minima de certaines professions (hôtels-restaurants, fabricants, jouets, coiffeurs). Ces « conseils », créés en 1990, qui concernent directement deux millions et demi de salariés, dont deux tiers de femmes, « n'ont plus de raison d'être en 1992 », a déclaré le premier ministre, M. John Major, devant la Chambre des communes. Alors que la Grande-Bretagne est le seul pays de la Communauté à ne pas avoir ratifié le chapitre social du traité de Maastricht, le Trade Union's Congress envisage néanmoins d'introduire une plainte devant les autorités européennes.

## EN BREF

1) Un consortium français va construire la deuxième ligne du métro du Caire. - Un consortium de sociétés françaises mené par Alcatel-Alsthom va construire la partie fixe (9 kilomètres de souterrain, 9 stations et les équipements électroniques fixes) de la deuxième ligne de métro du Caire : une lettre d'intention en ce sens a été adressée au consortium par le ministre égyptien des transports. Selon Alcatel-Alsthom, un contrat définitif devrait être signé avant la fin de l'année. Les rames - pour lesquelles les Français sont sévèrement concurrents par des Japonais - ne sont pas incluses dans ce contrat dont la partie « génie civil » s'élève à 3 milliards de francs (dont 1,8 milliard revient aux sociétés françaises).

1) Préavis de grève à la RATP pour le 10 novembre. - Quatre organisations (SAT-autonome, CGT, GATC-autonome et Indépendants) de la RATP appellent à une grève mardi 10 novembre pour protester contre le projet de réforme des conditions de travail des conducteurs. Ces organisations, qui représentent la grande majorité des conducteurs de rames aux élections professionnelles, assurent que la mobilisation sera « importante » et le réseau « fortement perturbé ». Les débrayages seront compris entre 10 heures et 15 heures puis reprendront à 16 heures de service de nuit, de 19 heures à 21 heures. La réforme, négociée pendant dix mois, devrait entrer en vigueur à partir du mois de janvier.

1) Grève générale le 23 novembre à Air France. - Les 14 organisations syndicales d'Air France ont décidé d'appeler à une grève générale de 24 heures lundi 23 novembre pour protester contre le plan de rigueur présenté début octobre par la direction prévoyant notamment 1 500 suppressions d'emplois supplémentaires en 1993 pour le personnel au sol. A l'issue d'une réunion inter-syndicale, ils ont également appelé à un rassemblement devant le siège de la compagnie, square Max Hymans, près de la gare Montparnasse.

1) Alignement des allocations familiales dans les DOM-TOM en juillet 1993. - M. Louis Le Pen, ministre des DOM-TOM, a annoncé jeudi 5 novembre lors d'un voyage à la Réunion et à Mayotte l'alignement total des allocations familiales versées dans les départements d'outre-mer sur celles de la France métropolitaine. Cette mesure interviendra le 1er juillet 1993, soit dix-huit mois après la date initialement prévue, a précisé le ministre. Une première revalorisation de 20 % interviendra le 1er janvier de la deuxième de 1er juillet.

## INDICATEURS

## ALLEMAGNE

• Balance commerciale : + 5,5 milliards de DM en septembre. - La balance commerciale de l'Allemagne a dégagé en septembre un excédent de 5,5 milliards de DM (18,9 milliards de francs) contre 5,7 milliards en août. Les chiffres publiés jeudi 5 novembre par l'Office fédéral des statistiques. Peter Pletsch, économiste à la Commerzbank, un grand établissement commercial plus important que prévu s'explique par un ralentissement des importations et la conjoncture économique en Allemagne et l'appréciation du DM.

En revanche, le déficit des opérations courantes s'est aggravé en septembre, avec un déficit négatif de 4,2 milliards de DM (13,8 milliards de francs) contre 3,9 milliards en août. Cette dégradation est surtout due aux intérêts sur l'Allemagne, qui ont entraîné la renégociation, paie sur les capitaux qu'elle emprunte à l'étranger, a indiqué Ralph Neuhaus, économiste à la Volksbank.

## JAPON

• Balance des paiements : + 34,5 % en septembre. - Le Japon a enregistré en septembre un excédent de sa balance des comptes extérieurs de 12,05 milliards de dollars (10,5 milliards de francs), soit une hausse de 34,6 % par rapport à septembre 1991. Au total du premier semestre de l'année fiscale 1992 (du 1er avril au 30 septembre), l'excédent des paiements japonais a atteint un record historique de 57,6 milliards de dollars, ce qui équivaut à une augmentation de 50,5 % par rapport à 1991 sur la même période.

1) Le CBV conseille aux intermédiaires une tarification claire. - Le Conseil des Bourses de valeurs (CBV) conseille aux intermédiaires boursiers d'adopter une tarification simple des services rendus, s'appuyant pour cette recommandation sur les conclusions d'un rapport réalisé par la question des coûts de l'intermédiation par M. Luc André, à la demande du CBV, afin de clarifier la situation confuse constatée depuis la déréglementation des courtages intervenue en juillet 1989. Malgré la liberté des prix accordée aux intermédiaires, le rapport constate que le barème administré, précédemment en vigueur, accompagné de diverses rétrocessions, continue d'être utilisé pour la tarification des ordres. Le CBV considère qu'une telle situation n'est pas satisfaisante car elle ne permet pas aux sociétés de Bourse de moduler leur facturation en fonction de la nature des services rendus.

PHILAT

Marcel Paul et



# ÉCONOMIE

## AFFAIRES

A la demande des pouvoirs publics

### Trois industriels de la chaussure étudient la «relocalisation» de productions en France

LYON

de notre bureau régional

A la demande de la préfecture de la Drôme, trois entreprises romagnoises de la chaussure de luxe — Charles Jourdan, Stéphane Kérian et Clergerie — étudient en commun les conditions d'une «relocalisation» en France de certaines productions de gamme moyenne, effectuées en Espagne, en Italie ou même en Amérique du Sud, avec l'exploitation de sous-marchés, pour bénéficier de bas taux de main-d'œuvre. Evoquée, mercredi 4 novembre, juste avant le salon romagnois des industries du luxe Crea-nova, cette étude commune doit être rendue publique au printemps.

Chacun des industriels conservera la liberté de ses propres conclusions et il ne semble pas être question, pour l'heure, de la création d'usines communes. Mais une cellule expérimentale de production a déjà vu le jour chez

Stéphane Kérian, pour l'exploitation de la gamme Mosquito, avec un objectif de cinq cents paires de chaussures par jour. M. Kérian estime que la production de masse sera possible en France, en étant à la fois rentable et conforme aux attentes de prix du public, si deux conditions : d'abord, que les industriels exploitent, en compte propre, une plus grande partie de leur réseau de distribution. En second lieu, que les industriels de la chaussure créent un «circuit court», comme les professionnels du textile, avec un délai de trois semaines à un mois seulement, entre la création et la mise en vente d'un modèle, au lieu de six mois actuellement.

Aujourd'hui, le groupe Kérian soustrait à l'étranger 45 % de sa production totale, c'est-à-dire 300 000 paires de chaussures par an. A terme, il pense être capable de produire la quasi-totalité de ces chaussures en

France, où il emploie 400 salariés. La relocalisation parie sur une égalisation des conditions de travail en Europe, avec la ratification de l'Union économique et monétaire, et sur une meilleure maîtrise de la qualité, grâce à la proximité des ateliers. Une telle «relocalisation» tranche sur les attitudes récentes d'industriels de la chaussure, comme sur les difficultés du groupe Jourdan, qui a mis en œuvre un nouveau plan de restructuration (le Monde du 1<sup>er</sup> juillet), comprenant des suppressions d'emplois sur un effectif de 400 personnes en Drôme-Ardèche. Les premiers logiciels de conception assistée par ordinateur seront disponibles pour Kérian, en janvier 1993, et le groupe prévoit de recourir encore à l'informatique pour la découpe de patrons et de pièces de cuir.

GÉRARD BUÉTAS

Selon une étude de l'INSEE

### Le commerce et les services restent très tricolores

L'internationalisation du commerce et des services français a un métrage de retard par rapport à celle de l'industrie : un salarié sur dix seulement est employé dans une entreprise à participation étrangère, contre plus de deux dans l'industrie. Alors que, dans l'industrie, 28 % du chiffre d'affaires est réalisé par des entreprises ayant des capitaux étrangers (au-delà de 20 %), ce chiffre n'est que de 17 % dans le commerce et 9,8 % dans les services, selon le dernier numéro d'INSEE Première.

Dans le commerce, on dénombre 6 567 entreprises à capitaux étrangers, employant 279 000 salariés et réalisant 579 milliards de chiffre d'affaires. Dans les services, ces chiffres sont respectivement de 2 923, 220 000 et 152,4 milliards. Comme dans l'industrie, les investisseurs

étrangers placent leurs capitaux dans les grosses entreprises. Dans le commerce, on les trouve dans l'import-export ou dans la VPC mais aussi à 10 % dans l'habillement, les produits blancs et bruns (9,5 %) et les équipements divers de la maison (11 %). Dans les services, ils optent pour la location (à 49 % pour la location de matériel de bureau, 31 % pour celle de véhicules) ou le travail temporaire (26 %). Mais leur présence est quasiment nulle dans les services divers aux ménages, l'immobilier et les professions libérales, et somme toute, peu élevée dans les hôtels (8 %, concentrée dans les palaces et le haut de gamme), les cafés et restaurants (6 %), les transports (5 %) et les agences de voyage (16 %). A noter, une présence plus ancienne dans le cinéma (notamment pour

des dans la production). Les capitaux qui s'investissent en France sont essentiellement (86 %) européens ou américains. Comme dans l'industrie, les capitaux américains arrivent en tête (31 % des effectifs), suivis par les japonais (18 %).

Principaux investisseurs dans le commerce de gros interindustriel (26 %) et le commerce de gros non alimentaire (18 %), les Américains sont devancés par les Suisses (24 % contre 10 %) dans le commerce de gros alimentaire et peu présents dans le détail (5 % contre 11 % pour les Suisses). Les Japonais sont peu présents (3 %) dans le commerce, 1 % dans les services) avec une pointe de 10 % pour ceux dans le commerce de gros non alimentaire (motocyclette, hi-fi) et le commerce de gros interindustriel (4 %).

### Le cri d'alarme de la Fédération parisienne du bâtiment

Les entreprises du bâtiment d'Ile-de-France craignent une baisse importante de leurs effectifs dans les prochains mois, estime M. Guy Descoursière, président de la Fédération parisienne du bâtiment (FPB) : 10 000 salariés du bâtiment, sur un effectif de 200 000, auront été licenciés depuis le début de l'année. L'enquête mensuelle de la Fédération nationale du bâtiment (FNB) indique que des départs se sont multipliés en septembre, et qu'ils ne cessent plus uniquement du personnel temporaire. La FPB estime que la baisse des effectifs pourrait être de 15 000 salariés en 1993.

Le ralentissement d'activité qui touche la plupart des entreprises d'Ile-de-France, dans le chiffre d'affaires, est essentiellement dû à la baisse de la mise en chantier de logements. Leur construction et leur livraison représentent plus de 40 % de l'activité des entreprises du bâtiment : 60 000 avaient été commencées en 1989, 31 000 en 1991, moins de 43 000 seront mis en chantier en 1992 et la FPB estime que ce chiffre descendra à moins de 40 000 en 1993 alors que les besoins sont estimés à plus de 50 000 par an jusqu'en 2015.

Comme leur fédération nationale, qui appelle à une mobilisation du secteur le 27 novembre, les entrepreneurs franciliens ont présenté les mesures nécessaires pour «conserver le rétablissement de la confiance», notamment la fiscalité des entreprises, les aides de paiement des collectivités locales et de l'administration, la transparence foncière, la réévaluation des immeubles et un réajustement des systèmes d'aides à l'accession au logement.

C. de C.

Après un accord avec l'américain ERA

### Le groupe Pelloux se lance dans les agences immobilières

Le groupe Pelloux, à l'origine du succès en France des SCPI (sociétés civiles de placement immobilier), a annoncé jeudi l'ouverture d'un réseau de agences immobilières. Il vient de signer avec l'américain ERA (Electronic Realty Associates) un accord prévoyant la création d'un joint-venture à Paris afin de développer en Europe un réseau d'agences immobilières.

ERA, premier réseau américain du secteur derrière Century 21, compte 3 000 agences. Dans le passé, le groupe Pelloux a déjà lancé des agences immobilières à Paris et dans les régions. Pelloux vendra la moitié de son réseau qui comprendra 1 000 agences au total, explique-t-on dans le groupe.

Cette information est intéressante à plusieurs titres. D'abord, il s'agit de la première grande diversification du groupe, qui s'était jusqu'ici spécialisé dans les SCPI, une perte de vitesse due à la crise de l'immobilier. Ensuite, l'arrivée du groupe sur les marchés de la vente de logements peut être interprétée comme un signe de confiance dans l'avenir du secteur : on s'attendait chez Pelloux que le marché ait actuellement bloqué un réseau de l'insadéquation de l'offre et de la

demande. Décalage «temporaire», explique-t-on, mais toutefois risquant de se transformer en crise. Enfin, il s'agit d'une nouvelle manifestation de la restructuration en cours dans les agences immobilières après la prise de contrôle, il y a quelques jours, du groupe Avis Immobilier par la GAN, qui possède déjà l'Agence N° 1 en France (le Monde du 22 septembre). Cette opération permet au GAN de réunir le premier réseau français, Century 21, qui revendique 361 agences, devant les deux enseignes de l'immobilier Phénix : l'agence Marnet et Promax (une centaine d'agences prévues à la fin 1992). A noter que la GAN s'inspire d'un modèle anglo-saxon.

Wanted à savoir si ces tentatives — qui s'accompagnent d'un désir d'améliorer la qualité du service — permettront de renverser la vapeur de la déconfiture : contrairement à ce qui se passe aux Etats-Unis, la grosse transactions (60 % à 70 % des sources) ne lui donnent pas une image particulière.

F. V.

LE MONDE diplomatique

NOVEMBRE 1992

### NOUVELLE COURSE AUX ARMEMENTS

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 20 F

## PHILATÉLIE

### Marcel Paul et l'Aéropostale

La Poste mettra en vente générale, lundi 16 novembre, deux timbres : Marcel Paul (4,20 F), l'Aéropostale (2,60 F), à l'occasion du 80<sup>e</sup> anniversaire de la première liaison postale aérienne officielle entre le territoire français, de Nancy à Lunéville, en 1912.



Recueilli par l'Assistance publique, Marcel Paul (1900-1982) sort en 1922 de l'Ecole de la marine en tant qu'ouvrier breveté électicien. Il devient secrétaire général de la Fédération nationale de l'énergie (FNE-CGT) de 1936 à 1966. Fait prisonnier en 1940, résistant, déporté à Auschwitz et à Buchenwald, il est appelé en 1945 par le général de Gaulle au poste de ministre de la production industrielle (ministères Gouin et Bidault).

Le timbre, au format vertical 21,45 x 36 mm, dessiné et gravé par Claude Durand, est imprimé en taille-douce en feuilles de cinquante.

► Vente anticipée à Paris, les 13, 14 et 15 novembre, de 10 heures à 18 heures, au bureau de poste temporaire «premier jour» ouvert à la Cité des Sciences et de l'Industrie, 30 avenue Corentin-Liart, 19<sup>e</sup> (entrée principale, niveau 62, galerie de l'Aquarium) : le 13 novembre, de 8 heures à 18 heures ; le 14, de 8 heures à 12 heures ; le 15, de 8 heures à 12 heures. ► Vente anticipée à Paris-Louvre-RP et Paris-Séguier : les 13 et 14 novembre, de 10 heures à 17 heures, au Musée de la Poste, 10 rue de la Harpe, aux lettres spéciales.

La poste aérienne a beaucoup aux Français. La première expé-

rience officielle de transport de courrier par avion se déroule en 1911 en Inde : Henri Péguy y transporte, d'Allahabad à Naini-Junction, un sac postal de 19 kilos sur un avion Sommer. Ce sont encore des Français qui, au Maroc, aux Etats-Unis (1911), en Australie (1914), renouvellent cette expérience. En France, le premier vol postal officiel a lieu le 31 juillet 1912. Ce jour-là, le lieutenant Nicoud transporte sur un biplan Farman trois sacs de dépêches de Nancy à Lunéville (27 kilomètres). L'appareil décolle à 7 h 16 et atterrit à 7 h 33.

En 1918 fut mise en exploitation une ligne régulière entre le tertiaire de Nancy-Saint-Nazaire, commandée par un timbre en 1968. Etrangère en 1978 au timbre pour le 65<sup>e</sup> anniversaire de la première liaison postale aérienne officielle, entre Villacoublay et Pauillac, le 15 octobre 1913.

Le timbre, au format horizontal 36 x 22 mm, dessiné et gravé par Pierre Forget, est imprimé en taille-douce en feuilles de cinquante.



► Vente anticipée à Roissy-en-France (Val-d'Oise), les 12, 13 et 14 novembre, au bureau de poste temporaire «premier jour» ouvert à l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle (terminal 2, porte B4) : les 12, 13 et 14 novembre, aux bureaux de poste de Roissy-en-France-Principal et Roissy-en-France-Village (boîtes aux lettres spéciales).

► Vente anticipée à Nancy (Meurthe-et-Moselle), les 12, 13, 14 et 15 novembre, de 9 heures à 18 heures, au bureau de poste temporaire doté d'un timbre à date sans mention «premier jour» ouvert dans le petit salon de l'hôtel de ville, place Stanislas : le 12 et 13 novembre, de 8 heures à 18 heures ; le 14 novembre, de 8 heures à 12 heures ; le 15 novembre, de 8 heures à 12 heures.

bureau de poste de Nancy-RP (boîtes aux lettres spéciales).

► Vente anticipée à Lunéville (Meurthe-et-Moselle), les 12, 13, 14 et 15 novembre, de 9 heures à 18 heures, au bureau de poste temporaire doté d'un timbre à date sans mention «premier jour», ouvert dans le salon des Halles, place Léopold : les 12, 13 novembre, de 8 heures à 18 heures ; le 14 novembre, de 8 heures à 12 heures ; le 15 novembre, de 8 heures à 12 heures, au bureau de poste de Lunéville-Principal (boîtes aux lettres spéciales).

► Souvenirs philatéliques : Val d'Oise - Vente au profit de la 12<sup>e</sup> novembre, avec enveloppes-souvenirs. Renseignements : Guy Lemaire, 2, chemin d'Arbois, 94000 Nanterre. Tél. : 93-96-38-45.

#### En filigrane

► Manifestation. — Exposition du dessinateur-graveur de timbres André Lavergne, en compagnie de Claude Sanson, du 18 novembre au 14 décembre, à l'Espace France du CNIT à la Défense (du lundi au vendredi).

► Ventes. — Vente au profit de Robineau (Paris, tél. : (1) 47-70-18-90), les 16 et 17 novembre, au catalogue : plus de 500 cartes de référence, dont un bel ensemble sur la guerre de 1870 avec «ballons montés» (prix de départ de 600 F à 10 000 F) ; les 16 et 17 novembre, un bel ensemble de 100 000 F ; les 16 et 17 novembre, à Paris pour Paris pendant le siège : tentatives d'entrées ; cartes de Paris, etc.

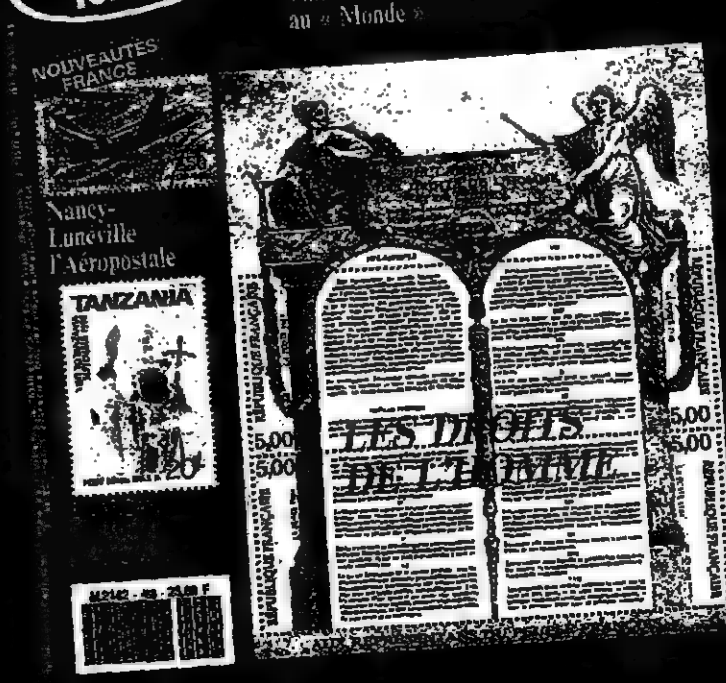
Rubrique réalisée par la rédaction du mensuel Le Monde des philatélistes, 1, place Robineau-Sanson, 94052 Nanterre-Sous-Bois Cedex. Téléphone : (1) 49-60-33-28. Télécopie : (1) 49-60-33-29. Spécimen adressé sur demande contre 15 F en timbres.

## Le Monde des PHILATÉLISTES

NOVEMBRE 1992 L'OFFICIEL DE LA PHILATÉLIE N° 468 - 20 F

Nouvelle formule

le 20 novembre : la poste des Nations unies au « Monde »



Novembre. En vente en kiosque

BON DE COMMANDE DU N° 468 DU « MONDE DES PHILATÉLISTES »

NOM : \_\_\_\_\_ PRÉNOM : \_\_\_\_\_

ADRESSE : \_\_\_\_\_ LOCALITÉ : \_\_\_\_\_

CODE POSTAL : \_\_\_\_\_

France métropolitaine seulement : 30 F (port inclus)

Nombre d'exemplaires \_\_\_\_\_ x 30 F = \_\_\_\_\_ F

(les versements ne sont pas acceptés.)

Commande à faire parvenir avec règlement à

LE MONDE - 15, rue Falguière, 75501 PARIS CEDEX 15

Pour être servie, toute commande doit être accompagnée de son règlement par chèque bancaire ou postal.



# VIE DES ENTREPRISES

Depuis 1990

## Philips connaît ses plus mauvais résultats trimestriels

LA HAYE

**correspondant**  
Le bout du tunnel n'est pas encore en vue. En présentant, le 27 février, les résultats de l'exercice 1991, le président de Philips, M. Jan Timmer, avait tenu à mettre en garde tout excès d'optimisme. Tombée au fond du gouffre, la multinationale néerlandaise avait certes d'entamer une remontée (1) - après s'être séparée de 17 % des effectifs mondiaux - mais elle n'avait pas fait surface. Ces résultats étaient préliminaires.

Depuis le début de l'année, en effet, la situation de Philips n'a cessé de se dégrader. Le premier trimestre s'était clos sur un bénéfice net de 174 millions de florins (522 millions de francs) et le second sur un résultat positif de 82 millions de florins (- 52,8 %). La période juillet-septembre s'est soldée, selon les chiffres publiés à Eindhoven, jeudi 14 novembre, par une perte nette de 154 millions de florins. Jamais Philips n'avait enregistré un aussi mauvais résultat opérationnel partiel (le Monde du 11 novembre).

Sur l'ensemble des neuf premiers mois de l'année, le groupe néerlandais a légèrement bénéficié, à

102 millions de florins (306 millions de francs). Mais ce résultat est cinq fois inférieur à celui de la période correspondante en 1991. Il n'est pas sûr qu'il puisse être préservé d'ici à la fin de l'exercice. Bien que le groupe néerlandais réalise traditionnellement un quatrième trimestre (30 % du chiffre d'affaires), M. Henk Appelo, le « financier » de la direction, a préféré faire « aucun pronostic ».

Les marchés de l'électronique grand public et des composants n'offrent que des perspectives décevantes. « Des restructurations pour être compétitifs », prévient M. Appelo, en précisant que Philips pourrait provisionner à l'effet 1 milliard de francs. Une telle annonce (dont les détails sont annoncés d'ici peu) met potentiellement en danger un grand nombre d'emplois, alors que l'effectif mondial est de 254 000 personnes. Le 1<sup>er</sup> octobre 1991, 237 500 personnes ont quitté le plan Centurion. En outre, le financement de cette nouvelle vague de restructurations déséquilibre gravement les comptes de l'entreprise, dont l'endettement, par ailleurs, ne cesse de croître : les charges financières ont englouti depuis le début de l'année 45 % du résultat d'exploitation.

Pour expliquer « qui a fait fort à la retraite d'un malade », le point convalescent, Philips invoque « la conjoncture économique toujours défavorable » la dégradation des taux de change, qui a amputé le chiffre d'affaires de 1 %. Abstraction faite de cette incidence, le groupe se développe - sauf dans le secteur des composants (- 7 %), notamment les tubes-image, qui pâtissent de la baisse de la production des téléviseurs - mais... leur produit baisse : les fabricants se livrent une guerre de prix qui a particulièrement sensible sur le marché de l'électronique grand public (- 1 % depuis le début de l'année). Or ce secteur génère la moitié du chiffre d'affaires de Philips, qui, de plus, a engagé de gros efforts pour lancer des produits tels que le Compact-Disc interactif et la musique numérique. Les innovations dont le succès ou l'échec paraît irrémédiablement commander la sortie ou la fermeture du tunnel.

CHRISTIAN CHARTIER

(1) Philips avait dégagé un bénéfice net de 3,6 milliards de francs contre une perte de 12 milliards de francs en 1990.

## CHIFFRES ET MOUVEMENTS

### RACHATS

□ **Eurolait** : le point de repère Air Littoral. - Eurolait, appuyé par un pool bancaire, devrait, sauf imprévu, reprendre Air Littoral, selon des informations concordantes. Un protocole en ce sens aurait été signé, mais il faudra attendre quelques jours pour que l'opération soit définitive. Eurolait et ses partenaires devraient reprendre plus que les 35 % détenus par KLM. L'accord s'étendrait à d'autres actionnaires engagés autour de la compagnie néerlandaise. Il s'agit notamment de KLM, qui a mis 300 millions de florins (600 millions de francs environ) dans Air Littoral, cherchant à défaire de sa participation dans cette compagnie, placée sous administration provisoire le 1<sup>er</sup> octobre.

□ **Comet Metal** : une usine d'emballage hongroise. - La société franco-britannique Carnaud Box reprend l'usine d'emballage métallique de Nagykovács en Hongrie. Le groupe a remporté un appel d'offres de l'Agence pour la propriété d'Etat (l'office chargé des privatisations), en offrant pour équiper l'usine 500 millions de florins (125 millions de francs environ). Nagykovács fait partie d'un gigantesque complexe industriel conditionnement légumes dont les activités de conserverie ont déjà été reprises par le groupe privé français Bonduelle. Avec 25 milliards de francs de chiffre d'affaires, Carnaud Metal Box est le premier fabricant d'emballage en Europe à la troisième mondiale.

□ **Rank Hovis MacDougall**. - Le conglomérat britannique Rank Hovis MacDougall a déclaré jeudi 11 novembre qu'il ne révélerait pas le résultat de son offre pour le groupe de boulangeries Rank Hovis MacDougall, malgré la contre-OPA amicale plus séduisante lancée par le groupe diversifié Tomkins à la fin

du mois (le Monde du 31 octobre). L'OPA hostile de 780 millions de livres (6,14 milliards de francs) lancée sur RHM en octobre par Hanson a été dépassée par une offre amicale de 932 millions de livres lancée par Tomkins, qui a le rôle de chevalier blanc.

### FUSIONS

□ **Hôtellerie** : Arcadia-Idis (groupe Accor). - Les hôtels du groupe Accor exploitant les hôtels Arcadia et Ididis, mais les chaînes restent distinctes. Les deux groupes ont un premier temps, ont annoncé mercredi 4 novembre les sociétés. La société Sphère SA (Idis), filiale à 73,5 % du groupe Accor, a signé un accord avec Paribas. Le groupe (filiale de la BNP), actionnaires à 50 % de Sphère (Arcadia), décide de l'apport de l'intégralité des titres Sphère détenus par ces trois banques. Sphère SA, la Compagnie internationale des wagons-lits et du tourisme, a actionnaire à 50 % la Sphère, également signataire du protocole d'accord, a invité à apporter la quasi-totalité de ses titres à Sphère SA. En contrepartie, Sphère SA procédera à une augmentation de capital réservée à Sphère et de Sphère va déboucher sur la constitution d'un nouveau hôtel à la même catégorie, la nouvelle société devenant leader européen de l'hôtellerie devant Novotel, autre chaîne du groupe Accor.

□ **Echec** du projet de fusion Air Canada et Canadian Airlines. - La compagnie Air Canada a annoncé, mardi 11 novembre, l'échec d'un projet canadien de fusion avec sa rivale Canadian Airlines qui devait aboutir à la fusion des deux principales compagnies aériennes du pays. Air Canada a indiqué qu'elle se désolait tout de même de ne pouvoir conclure un

nouvel accord avec PWA Corp., la société mère de Canadian. Les deux sociétés ont d'ailleurs convenues de poursuivre leurs pourparlers.

### SANTÉ

□ **Prédant** : le cancer de la prostate. - Le groupe de charcuterie P&F Prédant, dont les mousses de canard belge ont été retirées du marché, a été contaminé par la bactérie *Listeria*. Les produits ont été rappelés, mais temporairement, la commercialisation de ce type de produit dans les autres pays européens, France y compris. La crainte de contamination provient des Pays-Bas, où un échantillon prélevé dans un mousses s'est révélé positif à *Listeria*. L'origine de la bactérie, une maladie qui peut être mortelle pour les personnes fragiles (malades, vieillards, femmes enceintes), M. Alain Predo, président de l'entreprise, a indiqué dans un communiqué publié jeudi 11 novembre qu'aucune mesure de retrait des mousses au niveau de la production n'est envisagée en l'état actuel des choses. La société a été rassurée par la BNF que les mousses françaises, selon M. Predo, auraient décidé de ne pas interdire le produit dans l'Hexagone.

Les investisseurs s'attendent à la publication vendredi des chiffres du chômage américain pour le mois de septembre. Les experts anticipent une hausse sur un taux de chômage inchangé à 7,5 % et sur 301 000 à 40 000 créations d'emplois. Les services de la statistique ont tenté de rassurer les investisseurs, affirmant de 100 000 suppressions de postes à 100 000 créations.

VALEURS	Cours de 6 nov.	Cours de 7 nov.
Alcatel	89,30	89,10
AT&T	42,34	42,10
Bell	24,14	24,10
Chase Manhattan Bank	24,14	24,10
Deutsche Bank	24,14	24,10
Enron	24,14	24,10
Exxon	24,14	24,10
General Motors	24,14	24,10
Goldman Sachs	24,14	24,10
IBM	24,14	24,10
ITT	24,14	24,10
Medco	24,14	24,10
Pfizer	24,14	24,10
Schering	24,14	24,10
Union Carbide	24,14	24,10
Westinghouse	24,14	24,10
Worldwide	24,14	24,10
Yale	24,14	24,10

RESULTATS OFFICIELS	
Entreprise	Chiffre d'affaires
Alcatel	3 320 700 F
AT&T	1 170 000 F
Bell	1 170 000 F
Chase Manhattan Bank	1 170 000 F
Deutsche Bank	1 170 000 F
Enron	1 170 000 F
Exxon	1 170 000 F
General Motors	1 170 000 F
Goldman Sachs	1 170 000 F
IBM	1 170 000 F
ITT	1 170 000 F
Medco	1 170 000 F
Pfizer	1 170 000 F
Schering	1 170 000 F
Union Carbide	1 170 000 F
Westinghouse	1 170 000 F
Worldwide	1 170 000 F
Yale	1 170 000 F

TALOTAC	
Entreprise	Chiffre d'affaires
Alcatel	3 320 700 F
AT&T	1 170 000 F
Bell	1 170 000 F
Chase Manhattan Bank	1 170 000 F
Deutsche Bank	1 170 000 F
Enron	1 170 000 F
Exxon	1 170 000 F
General Motors	1 170 000 F
Goldman Sachs	1 170 000 F
IBM	1 170 000 F
ITT	1 170 000 F
Medco	1 170 000 F
Pfizer	1 170 000 F
Schering	1 170 000 F
Union Carbide	1 170 000 F
Westinghouse	1 170 000 F
Worldwide	1 170 000 F
Yale	1 170 000 F

Le Monde	
Entreprise	Chiffre d'affaires
Alcatel	3 320 700 F
AT&T	1 170 000 F
Bell	1 170 000 F
Chase Manhattan Bank	1 170 000 F
Deutsche Bank	1 170 000 F
Enron	1 170 000 F
Exxon	1 170 000 F
General Motors	1 170 000 F
Goldman Sachs	1 170 000 F
IBM	1 170 000 F
ITT	1 170 000 F
Medco	1 170 000 F
Pfizer	1 170 000 F
Schering	1 170 000 F
Union Carbide	1 170 000 F
Westinghouse	1 170 000 F
Worldwide	1 170 000 F
Yale	1 170 000 F

# MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 6 novembre

Terme

Le marché était en hausse vendredi 6 novembre. Les informations économiques financières ont été positives. En hausse de 19 l'ouverture, le CAC 40 a gagné 1,7 % à 3 380 points. Les valeurs françaises ont été soutenues par les mesures de récession américaines, mais le 2,7 % du groupe pétrolier a annoncé qu'il n'y avait pas de baisse de la production de pétrole. La restructuration annoncée par Total ne plaide pas pour une hausse du titre. Le CAC 40 a gagné 1,7 % à 3 380 points. Les valeurs françaises ont été soutenues par les mesures de récession américaines, mais le 2,7 % du groupe pétrolier a annoncé qu'il n'y avait pas de baisse de la production de pétrole. La restructuration annoncée par Total ne plaide pas pour une hausse du titre. Le CAC 40 a gagné 1,7 % à 3 380 points. Les valeurs françaises ont été soutenues par les mesures de récession américaines, mais le 2,7 % du groupe pétrolier a annoncé qu'il n'y avait pas de baisse de la production de pétrole. La restructuration annoncée par Total ne plaide pas pour une hausse du titre. Le CAC 40 a gagné 1,7 % à 3 380 points. Les valeurs françaises ont été soutenues par les mesures de récession américaines, mais le 2,7 % du groupe pétrolier a annoncé qu'il n'y avait pas de baisse de la production de pétrole. La restructuration annoncée par Total ne plaide pas pour une hausse du titre. Le CAC 40 a gagné 1,7 % à 3 380 points. Les valeurs françaises ont été soutenues par les mesures de récession américaines, mais le 2,7 % du groupe pétrolier a annoncé qu'il n'y avait pas de baisse de la production de pétrole. La restructuration annoncée par Total ne plaide pas pour une hausse du titre. Le CAC 40 a gagné 1,7 % à 3 380 points. Les valeurs françaises ont été soutenues par les mesures de récession américaines, mais le 2,7 % du groupe pétrolier a annoncé qu'il n'y avait pas de baisse de la production de pétrole. La restructuration annoncée par Total ne plaide pas pour une hausse du titre. Le CAC 40 a gagné 1,7 % à 3 380 points. Les valeurs françaises ont été soutenues par les mesures de récession américaines, mais le 2,7 % du groupe pétrolier a annoncé qu'il n'y avait pas de baisse de la production de pétrole. La restructuration annoncée par Total ne plaide pas pour une hausse du titre. Le CAC 40 a gagné 1,7 % à 3 380 points. Les valeurs françaises ont été soutenues par les mesures de récession américaines, mais le 2,7 % du groupe pétrolier a annoncé qu'il n'y avait pas de baisse de la production de pétrole. La restructuration annoncée par Total ne plaide pas pour une hausse du titre. Le CAC 40 a gagné 1,7 % à 3 380 points. Les valeurs françaises ont été soutenues par les mesures de récession américaines, mais le 2,7 % du groupe pétrolier a annoncé qu'il n'y avait pas de baisse de la production de pétrole. La restructuration annoncée par Total ne plaide pas pour une hausse du titre. Le CAC 40 a gagné 1,7 % à 3 380 points. Les valeurs françaises ont été soutenues par les mesures de récession américaines, mais le 2,7 % du groupe pétrolier a annoncé qu'il n'y avait pas de baisse de la production de pétrole. La restructuration annoncée par Total ne plaide pas pour une hausse du titre. Le CAC 40 a gagné 1,7 % à 3 380 points. Les valeurs françaises ont été soutenues par les mesures de récession américaines, mais le 2,7 % du groupe pétrolier a annoncé qu'il n'y avait pas de baisse de la production de pétrole. La restructuration annoncée par Total ne plaide pas pour une hausse du titre. Le CAC 40 a gagné 1,7 % à 3 380 points. Les valeurs françaises ont été soutenues par les mesures de récession américaines, mais le 2,7 % du groupe pétrolier a annoncé qu'il n'y avait pas de baisse de la production de pétrole. La restructuration annoncée par Total ne plaide pas pour une hausse du titre. Le CAC 40 a gagné 1,7 % à 3 380 points. Les valeurs françaises ont été soutenues par les mesures de récession américaines, mais le 2,7 % du groupe pétrolier a annoncé qu'il n'y avait pas de baisse de la production de pétrole. La restructuration annoncée par Total ne plaide pas pour une hausse du titre. Le CAC 40 a gagné 1,7 % à 3 380 points. Les valeurs françaises ont été soutenues par les mesures de récession américaines, mais le 2,7 % du groupe pétrolier a annoncé qu'il n'y avait pas de baisse de la production de pétrole. La restructuration annoncée par Total ne plaide pas pour une hausse du titre. Le CAC 40 a gagné 1,7 % à 3 380 points. Les valeurs françaises ont été soutenues par les mesures de récession américaines, mais le 2,7 % du groupe pétrolier a annoncé qu'il n'y avait pas de baisse de la production de pétrole. La restructuration annoncée par Total ne plaide pas pour une hausse du titre. Le CAC 40 a gagné 1,7 % à 3 380 points. Les valeurs françaises ont été soutenues par les mesures de récession américaines, mais le 2,7 % du groupe pétrolier a annoncé qu'il n'y avait pas de baisse de la production de pétrole. La restructuration annoncée par Total ne plaide pas pour une hausse du titre. Le CAC 40 a gagné 1,7 % à 3 380 points. Les valeurs françaises ont été soutenues par les mesures de récession américaines, mais le 2,7 % du groupe pétrolier a annoncé qu'il n'y avait pas de baisse de la production de pétrole. La restructuration annoncée par Total ne plaide pas pour une hausse du titre. Le CAC 40 a gagné 1,7 % à 3 380 points. Les valeurs françaises ont été soutenues par les mesures de récession américaines, mais le 2,7 % du groupe pétrolier a annoncé qu'il n'y avait pas de baisse de la production de pétrole. La restructuration annoncée par Total ne plaide pas pour une hausse du titre. Le CAC 40 a gagné 1,7 % à 3 380 points. Les valeurs françaises ont été soutenues par les mesures de récession américaines, mais le 2,7 % du groupe pétrolier a annoncé qu'il n'y avait pas de baisse de la production de pétrole. La restructuration annoncée par Total ne plaide pas pour une hausse du titre. Le CAC 40 a gagné 1,7 % à 3 380 points. Les valeurs françaises ont été soutenues par les mesures de récession américaines, mais le 2,7 % du groupe pétrolier a annoncé qu'il n'y avait pas de baisse de la production de pétrole. La restructuration annoncée par Total ne plaide pas pour une hausse du titre. Le CAC 40 a gagné 1,7 % à 3 380 points. Les valeurs françaises ont été soutenues par les mesures de récession américaines, mais le 2,7 % du groupe pétrolier a annoncé qu'il n'y avait pas de baisse de la production de pétrole. La restructuration annoncée par Total ne plaide pas pour une hausse du titre. Le CAC 40 a gagné 1,7 % à 3 380 points. Les valeurs françaises ont été soutenues par les mesures de récession américaines, mais le 2,7 % du groupe pétrolier a annoncé qu'il n'y avait pas de baisse de la production de pétrole. La restructuration annoncée par Total ne plaide pas pour une hausse du titre. Le CAC 40 a gagné 1,7 % à 3 380 points. Les valeurs françaises ont été soutenues par les mesures de récession américaines, mais le 2,7 % du groupe pétrolier a annoncé qu'il n'y avait pas de baisse de la production de pétrole. La restructuration annoncée par Total ne plaide pas pour une hausse du titre. Le CAC 40 a gagné 1,7 % à 3 380 points. Les valeurs françaises ont été soutenues par les mesures de récession américaines, mais le 2,7 % du groupe pétrolier a annoncé qu'il n'y avait pas de baisse de la production de pétrole. La restructuration annoncée par Total ne plaide pas pour une hausse du titre. Le CAC 40 a gagné 1,7 % à 3 380 points. Les valeurs françaises ont été soutenues par les mesures de récession américaines, mais le 2,7 % du groupe pétrolier a annoncé qu'il n'y avait pas de baisse de la production de pétrole. La restructuration annoncée par Total ne plaide pas pour une hausse du titre. Le CAC 40 a gagné 1,7 % à 3 380 points. Les valeurs françaises ont été soutenues par les mesures de récession américaines, mais le 2,7 % du groupe pétrolier a annoncé qu'il n'y avait pas de baisse de la production de pétrole. La restructuration annoncée par Total ne plaide pas pour une hausse du titre. Le CAC 40 a gagné 1,7 % à 3 380 points. Les valeurs françaises ont été soutenues par les mesures de récession américaines, mais le 2,7 % du groupe pétrolier a annoncé qu'il n'y avait pas de baisse de la production de pétrole. La restructuration annoncée par Total ne plaide pas pour une hausse du titre. Le CAC 40 a gagné 1,7 % à 3 380 points. Les valeurs françaises ont été soutenues par les mesures de récession américaines, mais le 2,7 % du groupe pétrolier a annoncé qu'il n'y avait pas de baisse de la production de pétrole. La restructuration annoncée par Total ne plaide pas pour une hausse du titre. Le CAC 40 a gagné 1,7 % à 3 380 points. Les valeurs françaises ont été soutenues par les mesures de récession américaines, mais le 2,7 % du groupe pétrolier a annoncé qu'il n'y avait pas de baisse de la production de pétrole. La restructuration annoncée par Total ne plaide pas pour une hausse du titre. Le CAC 40 a gagné 1,7 % à 3 380 points. Les valeurs françaises ont été soutenues par les mesures de récession américaines, mais le 2,7 % du groupe pétrolier a annoncé qu'il n'y avait pas de baisse de la production de pétrole. La restructuration annoncée par Total ne plaide pas pour une hausse du titre. Le CAC 40 a gagné 1,7 % à 3 380 points. Les valeurs françaises ont été soutenues par les mesures de récession américaines, mais le 2,7 % du groupe pétrolier a annoncé qu'il n'y avait pas de baisse de la production de pétrole. La restructuration annoncée par Total ne plaide pas pour une hausse du titre. Le CAC 40 a gagné 1,7 % à 3 380 points. Les valeurs françaises ont été soutenues par les mesures de récession américaines, mais le 2,7 % du groupe pétrolier a annoncé qu'il n'y avait pas de baisse de la production de pétrole. La restructuration annoncée par Total ne plaide pas pour une hausse du titre. Le CAC 40 a gagné 1,7 % à 3 380 points. Les valeurs françaises ont été soutenues par les mesures de récession américaines, mais le 2,7 % du groupe pétrolier a annoncé qu'il n'y avait pas de baisse de la production de pétrole. La restructuration annoncée par Total ne plaide pas pour une hausse du titre. Le CAC 40 a gagné 1,7 % à 3 380 points. Les valeurs françaises ont été soutenues par les mesures de récession américaines, mais le 2,7 % du groupe pétrolier a annoncé qu'il n'y avait pas de baisse de la production de pétrole. La restructuration annoncée par Total ne plaide pas pour une hausse du titre. Le CAC 40 a gagné 1,7 % à 3 380 points. Les valeurs françaises ont été soutenues par les mesures de récession américaines, mais le 2,7 % du groupe pétrolier a annoncé qu'il n'y avait pas de baisse de la production de pétrole. La restructuration annoncée par Total ne plaide pas pour une hausse du titre. Le CAC 40 a gagné 1,7 % à 3 380 points. Les valeurs françaises ont été soutenues par les mesures de récession américaines, mais le 2,7 % du groupe pétrolier a annoncé qu'il n'y avait pas de baisse de la production de pétrole. La restructuration annoncée par Total ne plaide pas pour une hausse du titre. Le CAC 40 a gagné 1,7 % à 3 380 points. Les valeurs françaises ont été soutenues par les mesures de récession américaines, mais le 2,7 % du groupe pétrolier a annoncé qu'il n'y avait pas de baisse de la production de pétrole. La restructuration annoncée par Total ne plaide pas pour une hausse du titre. Le CAC 40 a gagné 1,7 % à 3 380 points. Les valeurs françaises ont été soutenues par les mesures de récession américaines, mais le 2,7 % du groupe pétrolier a annoncé qu'il n'y avait pas de baisse de la production de pétrole. La restructuration annoncée par Total ne plaide pas pour une hausse du titre. Le CAC 40 a gagné 1,7 % à 3 380 points. Les valeurs françaises ont été soutenues par les mesures de récession américaines, mais le 2,7 % du groupe pétrolier a annoncé qu'il n'y avait pas de baisse de la production de pétrole. La restructuration annoncée par Total ne plaide pas pour une hausse du titre. Le CAC 40 a gagné 1,7 % à 3 380 points. Les valeurs françaises ont été soutenues par les mesures de récession américaines, mais le 2,7 % du groupe pétrolier a annoncé qu'il n'y avait pas de baisse de la production de pétrole. La restructuration annoncée par Total ne plaide pas pour une hausse du titre. Le CAC 40 a gagné 1,7 % à 3 380 points. Les valeurs françaises ont été soutenues par les mesures de récession américaines, mais le 2,7 % du groupe pétrolier a annoncé qu'il n'y avait pas de baisse de la production de pétrole. La restructuration annoncée par Total ne plaide pas pour une hausse du titre. Le CAC 40 a gagné 1,7 % à 3 380 points. Les valeurs françaises ont été soutenues par les mesures de récession américaines, mais le 2,7 % du groupe pétrolier a annoncé qu'il n'y avait pas de baisse de la production de pétrole. La restructuration annoncée par Total ne plaide pas pour une hausse du titre. Le CAC 40 a gagné 1,7 % à 3 380 points. Les valeurs françaises ont été soutenues par les mesures de récession américaines, mais le 2,7 % du groupe pétrolier a annoncé qu'il n'y avait pas de baisse de la production de pétrole. La restructuration annoncée par Total ne plaide pas pour une hausse du titre. Le CAC 40 a gagné 1,7 % à 3 380 points. Les valeurs françaises ont été soutenues par les mesures de récession américaines, mais le 2,7 % du groupe pétrolier a annoncé qu'il n'y avait pas de baisse de la production de pétrole. La restructuration annoncée par Total ne plaide pas pour une hausse du titre. Le CAC 40 a gagné 1,7 % à 3 380 points. Les valeurs françaises ont été soutenues par les mesures de récession américaines, mais le 2,7 % du groupe pétrolier a annoncé qu'il n'y avait pas de baisse de la production de pétrole. La restructuration annoncée par Total ne plaide pas pour une hausse du titre. Le CAC 40 a gagné 1,7 % à 3 380 points. Les valeurs françaises ont été soutenues par les mesures de récession américaines, mais le 2,7 % du groupe pétrolier a annoncé qu'il n'y avait pas de baisse de la production de pétrole. La restructuration annoncée par Total ne plaide pas pour une hausse du titre. Le CAC 40 a gagné 1,7 % à 3 380 points. Les valeurs françaises ont été soutenues par les mesures de récession américaines, mais le 2,7 % du groupe pétrolier a annoncé qu'il n'y avait pas de baisse de la production de pétrole. La restructuration annoncée par Total ne plaide pas pour une hausse du titre. Le CAC 40 a gagné 1,7 % à 3 380 points. Les valeurs françaises ont été soutenues par les mesures de récession américaines, mais le 2,7 % du groupe pétrolier a annoncé qu'il n'y avait pas de baisse de la production de pétrole. La restructuration annoncée par Total ne plaide pas pour une hausse du titre. Le CAC 40 a gagné 1,7 % à 3 380 points. Les valeurs françaises ont été soutenues par les mesures de récession américaines, mais le 2,7 % du groupe pétrolier a annoncé qu'il n'y avait pas de baisse de la production de pétrole. La restructuration annoncée par Total ne plaide pas pour une hausse du titre. Le CAC 40 a gagné 1,7 % à 3 380 points. Les valeurs françaises ont été soutenues par les mesures de récession américaines, mais le 2,7 % du groupe pétrolier a annoncé qu'il n'y avait pas de baisse de la production de pétrole. La restructuration annoncée par Total ne plaide pas pour une hausse du titre. Le CAC 40 a gagné 1,7 % à 3 380 points. Les valeurs françaises ont été soutenues par les mesures de récession américaines, mais le 2,7 % du groupe pétrolier a annoncé qu'il n'y avait pas de baisse de la production de pétrole. La restructuration annoncée par Total ne plaide pas pour une hausse du titre. Le CAC 40 a gagné 1,7 % à 3 380 points. Les valeurs françaises ont été soutenues par les mesures de récession américaines, mais le 2,7 % du groupe pétrolier a annoncé qu'il n'y avait pas de baisse de la production de pétrole. La restructuration annoncée par Total ne plaide pas pour une hausse du titre. Le CAC 40 a gagné 1,7 % à 3 380 points. Les valeurs françaises ont été soutenues par les mesures de récession américaines, mais le 2,7 % du groupe pétrolier a annoncé qu'il n'y avait pas de baisse de la production de pétrole. La restructuration annoncée par Total ne plaide pas pour une hausse du titre. Le CAC 40 a gagné 1,7 % à 3 380 points. Les valeurs françaises ont été soutenues par les mesures de récession américaines, mais le 2,7 % du groupe pétrolier a annoncé qu'il n'y avait pas de baisse de la production de pétrole. La restructuration annoncée par Total ne plaide pas pour une hausse du titre. Le CAC 40 a gagné 1,7 % à 3 380 points. Les valeurs françaises ont été soutenues par les mesures de récession américaines, mais le 2,7 % du groupe pétrolier a annoncé qu'il n'y avait pas de baisse de la production de pétrole. La restructuration annoncée par Total ne plaide pas pour une hausse du titre. Le CAC 40 a gagné 1,7 % à 3 380 points. Les valeurs françaises ont été soutenues par les mesures de récession américaines, mais le 2,7 % du groupe pétrolier a annoncé qu'il n'y avait pas de baisse de la production de pétrole. La restructuration annoncée par Total ne plaide pas pour une hausse du titre. Le CAC 40 a gagné 1,7 % à 3 380 points. Les valeurs françaises ont été soutenues par les mesures de récession américaines, mais le 2,7 % du groupe pétrolier a annoncé qu'il n'y avait pas de baisse de la production de pétrole. La restructuration annoncée par Total ne plaide pas pour une hausse du titre. Le CAC 40 a gagné 1,7 % à 3 380 points. Les valeurs françaises ont été soutenues par les mesures de récession américaines, mais le 2,7 % du groupe pétrolier a annoncé qu'il n'y avait pas de baisse de la production de pétrole. La restructuration annoncée par Total ne plaide pas pour une hausse du titre. Le CAC 40 a gagné 1,7 % à 3 380 points. Les valeurs françaises ont été soutenues par les mesures de récession américaines, mais le 2,7 % du groupe pétrolier a annoncé qu'il n'y avait pas de baisse de la production de pétrole. La restructuration annoncée par Total ne plaide pas pour une hausse du titre. Le CAC 40 a gagné 1,7 % à 3 380 points. Les valeurs françaises ont été soutenues par les mesures de récession américaines, mais le 2,7 % du groupe pétrolier a annoncé qu'il n'y avait pas de baisse de la production de pétrole. La restructuration annoncée par Total ne plaide pas pour une hausse du titre. Le CAC 40 a gagné 1,7 % à 3 380 points. Les valeurs françaises ont été soutenues par les mesures de récession américaines, mais le 2,7 % du groupe pétrolier a annoncé qu'il n'y avait pas de baisse de la production de pétrole. La restructuration annoncée par Total ne plaide pas pour une hausse du titre. Le CAC 40 a gagné 1,7 % à 3 380 points. Les valeurs françaises ont été soutenues par les mesures de récession américaines, mais le 2,7 % du groupe pétrolier a annoncé qu'il n'y avait pas de baisse de la production de pétrole. La restructuration annoncée par Total ne plaide pas pour une hausse du titre. Le CAC 40 a gagné 1,7 % à 3 380 points. Les valeurs françaises ont été soutenues par les mesures de récession américaines, mais le 2,7 % du groupe pétrolier a annoncé qu'il n'y avait pas de baisse de la production de pétrole. La restructuration annoncée par Total ne plaide pas pour une hausse du titre. Le CAC 40 a gagné 1,7 % à 3 380 points. Les valeurs françaises ont été soutenues par les mesures de récession américaines, mais le 2,7 % du groupe pétrolier a annoncé qu'il n'y avait pas de baisse de la production de pétrole. La restructuration annoncée par Total ne plaide pas pour une hausse du titre. Le CAC 40 a gagné 1,7 % à 3 380 points. Les valeurs françaises ont été soutenues par les mesures de récession américaines, mais le 2,7 % du groupe pétrolier a annoncé qu'il n'y avait pas de baisse de la production de pétrole. La restructuration annoncée par Total ne plaide pas pour une hausse du titre. Le CAC 40 a gagné 1,7 % à 3 380 points. Les valeurs françaises ont été soutenues par les mesures de récession américaines, mais le 2,7 % du groupe pétrolier a annoncé qu'il n'y avait pas de baisse de la production de pétrole. La restructuration annoncée par Total ne plaide pas pour une hausse du titre. Le CAC 40 a gagné 1,7 % à 3 380 points. Les valeurs françaises ont été soutenues par les mesures de récession américaines, mais le 2,7 % du groupe pétrolier a annoncé qu'il n'y avait pas de baisse de la production de pétrole. La restructuration annoncée par Total ne plaide pas pour une hausse du titre. Le CAC 40 a gagné 1,7 % à 3 380 points. Les valeurs françaises ont été soutenues par les mesures de récession américaines, mais le 2,7 % du groupe pétrolier a annoncé qu'il n'y avait pas de baisse de la production de pétrole. La restructuration annoncée par Total ne plaide pas pour une hausse du titre. Le CAC 40 a gagné 1,7 % à 3 380 points. Les valeurs françaises ont été soutenues par les mesures de récession américaines, mais le 2,7 % du groupe pétrolier a annoncé qu'il n'y avait pas de baisse de la production de pétrole. La restructuration annoncée par Total ne plaide pas pour une hausse du titre. Le CAC 40 a gagné 1,7 % à 3 380 points. Les valeurs françaises ont été soutenues par les mesures de récession américaines, mais le 2,7 % du groupe pétrolier a annoncé qu'il n'y avait pas de baisse de la production de pétrole. La restructuration annoncée par Total ne plaide pas pour une hausse du titre. Le CAC 40 a gagné 1,7 % à 3 380 points. Les valeurs françaises ont été soutenues par les mesures de récession américaines, mais le 2,7 % du groupe pétrolier a annoncé qu'il n'y avait pas de baisse de la production de pétrole. La restructuration annoncée par Total ne plaide pas pour une hausse du titre. Le CAC 40 a gagné 1,7 % à 3 380 points. Les valeurs françaises ont été soutenues par les mesures de récession américaines, mais le 2,7 % du groupe pétrolier a annoncé qu'il n'y avait pas de baisse de la production de pétrole. La restructuration annoncée par Total ne plaide pas pour une hausse du titre. Le CAC 40 a gagné 1,7 % à 3 380 points. Les valeurs françaises ont été soutenues par les mesures de récession américaines, mais le 2,7 % du groupe pétrolier a annoncé qu'il n'y avait pas de baisse de la production de pétrole. La restructuration annoncée par Total ne plaide pas pour une hausse du titre. Le CAC 40 a gagné 1,7 % à 3 380 points. Les valeurs françaises ont été soutenues par les mesures de récession américaines, mais le 2,7 % du groupe pétrolier a annoncé qu'il n'y avait pas de baisse de la production de pétrole. La restructuration annoncée par Total ne plaide pas pour une hausse du titre. Le CAC 40 a gagné 1,7 % à 3 380 points. Les valeurs françaises ont été soutenues par les mesures de récession américaines, mais le 2,7 % du groupe pétrolier a annoncé qu'il n'y avait pas de baisse de la production de pétrole. La restructuration annoncée par Total ne plaide pas pour une hausse du titre. Le CAC 40 a gagné 1,7 % à 3 380 points. Les valeurs françaises ont été soutenues par les mesures de récession américaines, mais le 2,7 % du groupe pétrolier a annoncé qu'il n'y avait pas de baisse de la production de pétrole. La restructuration annoncée par Total ne plaide pas pour une hausse du titre. Le CAC 40 a gagné 1,7 % à 3 380 points. Les valeurs françaises ont été soutenues par les mesures de récession américaines, mais le 2,7 % du groupe pétrolier a annoncé qu'il n'y avait pas de baisse de la production de pétrole. La restructuration annoncée par Total ne plaide pas pour une hausse du titre. Le CAC 40 a gagné 1,7 % à 3 380 points. Les valeurs françaises ont été soutenues par les mesures de récession américaines, mais le 2,7 % du groupe pétrolier a annoncé qu'il n'y avait pas de baisse de la production de pétrole. La re



## BOURSE DU 6 NOVEMBRE

5/11**SICAV** (sélection)

VALEURS	Colors price.	Light course	VALEURS	Price Incl.	net
<b>Etrangers</b>					
A&S	505	....	Amalg.	120 94	186 65
Alco Rio Rico	385	....	Amint-gas	7295 30	7111 65
Alum Alumin.	91	....	Amphib.	470 05	482 85
Alumina Brands	212	....	Asphalts	1148 57	1148 57
Asarco	740	....	Asphalts	1748 57	1748 57
Asiatic Mines	78 50	....	Asphalts	408 32	386 38
Banco Popular Ego	2210	22000	Asphalts	1105 45	1074 22
B&P Baginco Inc.	84 20	54 50	Asphalts	1722 85	1687 18
Can Pacific	143	143	Asphalts	177 85	172 48
Chrysler Corp.	4 40	4 17	Asphalts	6288 77	6288 77
CIT	519	802	Asphalts	882 37	886 38
Com. Central	260	284	Asphalts	788 53	747 50
Consolidated	14 55	14 55	Asphalts	124 02	120 41
GLS (Gum Lums)	422	401	Asphalts	106 17	103 85
Gover	830	830	Asphalts	114 13	110 51
Gum Holdings Ltd.	70	70	Asphalts	148 71	142 44
Goodyear Ty.	355	....	Asphalts	134 13	130 08
Goodyear Ty.	171 40	....	Asphalts	120 45	118 98
Guaymas & Co (WR)	89 05	....	Asphalts	145 94	141 39
Honeywell Inc. Int.	74	....	Asphalts	114 57	114 57
Johannesburg	21 60	22 05	Asphalts	1080 95	1048 95
Kanabikah Pictorial	38	32	Asphalts	1059 58	1035 47
Kobaco	78 80	....	Asphalts	1050 28	1034 52
Midland Bldg.	5 05	5 05	Asphalts	8551 08	8544 12
Noranda Mines	24	....	Asphalts	1743 38	1742 38
Oleum Int.	405	400	Asphalts	1383 02	1348 29
Placer Inc.	281 40	282 80	Asphalts	3589 01	3583 83
Reliance	127 10	128 90	Asphalts	322 42	318 10
Ridgeway Inc.	277 40	278 70	Asphalts	431 08	419 12
Sabam	4 40	....	Asphalts	1328 30	1312 05
			Asphalts	687 18	687 18
			Asphalts	93 70	91 71
			Asphalts	72480 83	72480 83
			Asphalts	1101 88	1101 88
			Asphalts	1407 44	1077 80
			Asphalts	1111 07	1229 08

[illegible]

Some Group	82.70	\$2.70	Deere	823.30	789.52	Navistar
SPT Alkaloide	167.70	...	Detroit Diesel	226.15	218.24	Navistar
Tenneco Inc.	80	...	Detroit Diesel	1067.37	1026.57	Navistar
Trane Electrical	60	...	Exxon	125.41	121.78	Navistar
Troy Inc.	22	26	Exxon	2886.81	2860.21	Navistar
West Paces Corp.	4.90	...	General Motors	2324.48	2264.78	Navistar
			General Motors	149.85	145.25	Navistar
			General Investment	89891.40	89891.40	Navistar
			General Motors	41016.76	41016.76	Navistar
			General Motors	2529.25	2529.25	Navistar
			General Motors	2057.48	2047.01	Navistar
			General Motors	108.81	106.64	Navistar
			General Motors	288.45	288.25	Navistar
			General Motors	3756.85	3756.85	Navistar
			General Motors	4501.37	4480.14	Navistar
			General Motors	26406.59	26106.31	Navistar
			General Motors	11281.87	11170.17	Navistar
			General Motors	1671.86	1627.11	Navistar
			General Motors	203.78	196.53	Navistar
			General Motors	14989.12	14874.58	Navistar
			General Motors	1271.94	1240.82	Navistar
			General Motors	429.20	417.71	Navistar
			General Motors	823.20	8274.02	Navistar

OF	Guy Degrange	356	260	East Germany	583 01	566 03
COURS	Lacoste de Monte...	190	...	Guatemala cap...	1069 13	1089 54
6/11	Nicolas	1050	1080	Euro Solidair...	981 25	952 57
	Pierrot, Parcier	300	...	Eurocity	1113 38	1088 22
	Quadrant	...	...	Euro Gan	8941 57	8517 18
57900	Rouven N.V.	239 50	235	Europe Nouvelle	15041 72	15041 72
58300	St Gobain-Emballage	1620	...	France...	9425 97	9363 43
327	Schubertberger Ind.	569	840	France Garantie	273 29	272 74
	S.E.M.T.	1440	...	France Obligations	493 43	488 54
332	S.N.T. Geopul	31	26	Francic	437 26	424 32
330	S.P.A. act. R.	1200	1100	Francic Perm.	94 35	91 60
440	Wismar	...	...	Francic-Regions	1077 48	1046 10
2150						
1050						
2185						
340						

c : coupon détaché - o : offert - r : droit détaché - c

1985	955 84	1023 60	Scandin.			
1986	1032	1462 37	State Street Act. Ins.	8639 08	8346 55+	
1987	1483	1442 31	State Street Act. Ins.	8941 06	9051 50	
1988/24	26234 32	32324 32	St. St. Acc. Assn.	12283 41	10835 86	
1989	987 74	827 95	State Street Emv. Imp.	11232 93	10292 86+	
1990/7	13307 07	1301 26	St. Street GAT Fin.	8185 87	786 34	
1991	1007 18	900 23	Strategic Acquis.	1476 53	1430 07	
1992/20	10547 43	63947 48	Tech. Res.	892 38	980 47	
1993	1067 18	1046 89	Tech-Sem.	5461 13	5241 47	
1994/17	12548 17	12549 17	Tech-Sem.	889 83	864 80	
1995	1414 63	823 83	Telco Plan.	1365 73	1342 31	
1996/5	4587 47	4487 47	Telco Plan.	1007 61	1027 24	
1997	1814 78	1631 53	Telco Plan.	1520 27	13650 20	
1998/10	1624 10	159 48	Telco Plan.	5340 15	5172 30	
1999	1068 94	1043 29	Telco Plan.	872 43	402 78	
2000	2982 41	2810 62	UAP Insurance	872 43	861 74	
2001	1414 63	150 02	UAP Act. Selct.	598 57	577 36	
2002/1	19459 59	13465 59	UAP Act.	516 57	484 64	
2003	1027 41	1021 47	UAP Act.	208 26	200 7	
2004	7607 78	7164 59	UAP Act.	165 14	175 13	
2005	1587 19	1598 41	UAP Alts.	147 18		
2006/1	123 03	114 01	UAP Alts.	11365 80	10854 59	
2007	588 02	588 02	UAP Alts.	127 52		
2008/1	233 70	226 33	UAP Alts.	1157 96	1128 72	
2009	1447 51	401 13	UAP Alts.	556 07		
2010	1419 13	1419 13	UAP Alts.	1205 04	1175 65	
2011	7820 64	7820 64	UAP Alts.	246 02		
2012	8993 19	8993 58	UAP Alts.	1209 25	1179 78	
2013	881 01	873 54	UAP Alts.	1822 95	1778 48	
2014	134 62	130 70	UAP Alts.	2133 91	2131 98	
2015	2206 76	22885 97	UAP Alts.	5554 90	5554 14	
2016	8776 71	8683 71	UAP Alts.			
2017	11065 16	11074 08	UAP Alts.			
2018	1118 02	114 88	UAP Alts.			

demandé - ♦ - prix édicté - ■ - marché continu

c : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - e : prix précédemment - m : maximum











## A l'occasion de l'anniversaire de la Nuit de cristal Les organisations antiracistes appellent à un meeting commun à Paris

Pour dénoncer la montée de l'antisémitisme en Europe, quatre principales organisations antiracistes organisent un meeting commun, lundi 9 novembre, au soir, au Palais de la Mutualité de Paris. Le meeting, organisé par la Ligue des droits de l'homme (LDH), le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) et la Ligue antiraciste (LAR), appelle à l'antisémitisme (LICRA) estime que « l'antisémitisme est la racine de tous les maux » et appelle à la mobilisation de tous les résidents, pour une manifestation de protestation contre les formes de discriminations et d'exclusions et pour que la mémoire de la Nuit de cristal ne soit jamais effacée. Le soir du 9 novembre 1938, la nuit de la cristallisation, les nazis ont attaqué les juifs en Allemagne nazie de 1938.

Au cours du meeting, les organisations antiracistes rappelleront la mémoire de la Nuit de cristal, la nuit de la cristallisation, pour mieux combattre la répétition des drames, et pour le retour à l'Europe actuelle. La réunion s'inscrit dans une tentative de rassembler une force européenne. Dans plusieurs métropoles (Milan, Berlin, Bruxelles, Londres, notamment) ont été prévues des manifestations et des manifestations d'ordre analogues, entre le 7 et le 9 novembre.

De son côté, la coordination des Fronts nationaux appelle à un rassemblement, dimanche 8 novembre, à 15 heures, place du Trocadéro à Paris, au moment où le parti de M. Le Pen fête le vingtième anniversaire de sa fondation.

Selon un sondage

## 61 % des Français ressentent une progression de l'antisémitisme

Renouveau juif, que préside M. Henri Halberstadt, a mené, à partir du 7 novembre au soir, jusqu'au 11 novembre inclus, une série d'expositions, projections de films, spectacles de théâtre, concerts et débats, baptisés Judéoscope 92. Cette manifestation se présente comme un lieu de rencontre et d'information et de réflexion sur des thèmes tels que « les identités » juives, l'antisémitisme dans le passé et ses résurgences actuelles, l'Etat d'Israël, les relations et les rapports avec la France.

Les organisateurs ont commandé, pour la circonstance, un sondage d'opinion sur la perception de l'antisémitisme par une population représentative de la population française âgée de dix-huit ans et plus, le mois dernier, par téléphone. En réponse à une question (sans préjudice des réponses), les personnes interrogées associent le « juif français » au souvenir du génocide nazi (47 %), à l'antisémitisme (12 %), à la religion (17 %). Viennent ensuite les notions de solidarité, d'intelli-

gence (6 %), de richesse (3 %). 51 % des Français, selon cette étude, répondent « oui » à la question : « Diriez-vous que les juifs français ont des difficultés particulières ? », tandis que 7 % d'entre eux répondent « non ».

Cependant, l'ensemble de l'échantillon, 39 % des Français, estime que « les juifs français se distinguent du reste de la population de façon négative » ou « d'intégration dans la société française ». 11 % d'entre eux ont un avis contraire, 61 % des personnes interrogées, également, perçoivent une augmentation de l'antisémitisme en France depuis dix ans, 39 % observant, au contraire, une diminution de ce phénomène.

Par ailleurs, 68 % des Français qui ont répondu à une « enquête importante » dans l'hebdomadaire de la France, 58 % jugent cette influence « positive », 9 % l'estiment « négative », 33 % la considèrent comme « neutre ». Pour la négative, elle s'est exercée « surtout » dans l'économie et les affaires pour 45 %, dans la politique pour 13 % d'entre eux. Les juifs français étant perçus comme « solidaires d'Israël » par 89 % des personnes interrogées, cet attachement est jugé « normal » par 97 % de ceux qui partagent cette perception.

## Saisie par des actionnaires minoritaires La COB a mis le titre Yves Saint Laurent sous surveillance

La Commission des opérations de Bourse a mis le titre Yves Saint Laurent sous surveillance. L'agence Reuter, la Commission a été saisie par des actionnaires minoritaires afin d'examiner les opérations intervenues au mois de septembre sur le titre à la Bourse de Paris. Ces opérations intervenues entre la publication par le *Nouvel Economiste* daté du 11 septembre d'une interview de M. Pierre Bergé dans laquelle le président du groupe Yves Saint Laurent déclarait que 14,9 % du capital du groupe était à vendre - ce qui suscitait un intérêt spéculatif - et l'annonce le 21 septembre de résultats semestriels en baisse qui ont fait chuter l'action.

Les transactions, qui habituellement portent sur quelques centaines de titres, ont totalisé 200 000 pièces le jeudi 17 septembre et 25 808 pièces, le lendemain, soit environ 2 % du capital de la société. Pour les minoritaires, les résultats avaient été jugés décevants, il n'y avait eu ni un tel intérêt pour le titre. Le 21 septembre, le bénéfice net de Saint Laurent était ramené à 2,6 millions de francs contre 41 millions un an plus tôt. La conséquence immédiate fut un repli de l'action, qui s'est poursuivie au cours des semaines suivantes. Le 5 novembre, l'action Yves Saint Laurent cotait 613 francs, perdant près de 23 % sur son cours du 11 septembre.

## Les « affaires » en Polynésie française M. Alexandre Léontieff est inculpé de corruption passive

M. Alexandre Léontieff, député non inscrit de la Polynésie française, ancien président du conseil territorial, a été inculpé, mercredi 4 novembre, de corruption passive par M. Martine Anzani, président de la chambre d'appel de la cour d'appel de Paris, dans deux procédures distinctes.

M. Léontieff est soupçonné, d'une part, d'avoir perçu des pots-de-vin pour avoir obtenu des autorisations de construction d'un golf et d'un hôtel et il lui est reproché, d'autre part, d'avoir, contre le versement d'autres pots-de-vin, fait diminuer le redressement fiscal qui lui infligeait au directeur d'une clinique.

Cette inculpation fait suite à celle, intervenue dans une affaire, pour ingérence, du président de l'Assemblée territoriale, M. Jean-Jacques Juvenat, maire de l'Union de la Polynésie française, à l'égard de deux autres conseillers territoriaux, M. Georges Flosse, ancien secrétaire d'Etat et ancien député RPR, et M. Jean-Pierre Laroche, président de la dixième chambre de la cour d'appel de Paris dont il est le président. M. Léontieff a fait savoir, jeudi, qu'il avait « volontairement demandé l'inculpation afin de justifier par les accusations que il fait l'objet », en précisant qu'il n'avait « jamais monnayé une quelconque autorisation administrative ou gouvernementale, ni reçu un quelconque pot-de-vin ».

M. Léontieff a fait savoir, jeudi, qu'il avait « volontairement demandé l'inculpation afin de justifier par les accusations que il fait l'objet », en précisant qu'il n'avait « jamais monnayé une quelconque autorisation administrative ou gouvernementale, ni reçu un quelconque pot-de-vin ».

## Les élections américaines au « Grand Jury RTL-le Monde »

L'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-le Monde » sera consacrée dimanche 8 novembre, à 15 h 30, à propos de l'élection présidentielle américaine. Animé par Henri Marquet de RTL, avec la participation de Dominique Dhombres du *Nouvel Economiste*, l'émission sera audite par des auditeurs d'interrogation et les envoyés spéciaux de RTL aux Etats-Unis ainsi que des personnalités et spécialistes français et américains.

## Un an après la mort de Robert Maxwell Des milliers de retraités spoliés et un chômeur nommé Kevin...

Décédé dans des circonstances mystérieuses il y a un an, Robert Maxwell a laissé une montagne de dettes, dont pâtissent surtout les milliers de retraités de ses anciennes sociétés, spoliés par les malversations de l'homme magnat.

LONDRES

Il y a un an, le 11 novembre 1991, le corps de Robert Maxwell fut retrouvé en mer, dans son yacht, la *Lady-Gisela*, à l'ouest de l'île de la Canarie. Le mystère Maxwell commençait. La presse du monde entier s'interrogeait sur les raisons de ce décès. « Est-il tombé, a-t-il sauté ? » Le *Monde* du 7 novembre 1991. Aujourd'hui, l'interrogation demeure : suicide, accident, meurtre ? Mais on sait, au moins, qu'il ne s'agit pas d'un anniversaire obligé. Le *Daily Mirror*, fleuron de l'empire du presse de l'ancien magnat, conclut que le flamboyant « capitaine Bob » a été victime d'un « meurtre » en sa vie. Les assureurs, eux, n'en doutent pas, qui n'ont jamais payé ses ayants-droit les 20 millions de dollars du *Maxwell Insurance* sur le vie qu'il avait contracté.

La mort de cet homme si extraordinaire, qui avait obligé tant de gens, dans tant de pays, fut déplorée avec les larmes du monde par l'ancien ministre britannique, mais, assez vite, le monde s'imposa à lui et lui fit un Robert Maxwell était un homme monumental, un homme aux idées sautes, un homme à la fois vindicatif, qui avait abusé de la confiance de ses employés pour remplir les poches.

Les fonds de retraite aux 32 000 retraités du groupe Maxwell avaient servi de « caisse à liti » à ses innombrables sociétés privées que Robert Maxwell avait créées pour monter ses opérations financières algues et assurer son train de vie. Jeudi 6 novembre, devant les grilles du Parlement de Westminster, un millier de retraités spoliés ont

brandi des bougies et des pancartes, pour exiger justice. Celle-ci, depuis douze ans, suit les méandres de sa lenteur habituelle, occupant et rémunérant grossièrement une armée d'hommes de loi, des comptables et de consultants, chargés de récupérer, notamment, les 30 millions de livres sterling (3,6 milliards de francs) prélevés sur les fonds de retraite. Les fonds de retraite sont évalués entre 40 et 50 millions de livres...

Les retraités, pour leur part, sont livrés à l'incertitude de leur avenir incertain. Si quelque 10 000 d'entre eux, membres du *Mirror Group* (le *Mirror* et *Newspapers*) peuvent compter sur les fonds de retraite, la confiance depuis qu'il n'est plus question de vendre le *Daily Mirror* (qui continue à gagner de l'argent), les autres, dont le sort dépend du schéma de la succession, sont livrés à l'incertitude. La compagnie « publique » du groupe, MCC (Maxwell Communication Corporation), a de quelques autres, mais les fonds de retraite sont évalués entre 40 et 50 millions de livres. Lorsque cette somme aura été dépensée, il faudra commencer à ponctionner les millions de livres provenant des contributions volontaires des sociétés ou des particuliers dont le sort d'affaires a été la proie, par exemple, de la *Maxwell Insurance* avec l'empereur romain.

1 610 francs par semaine

Le ministère de la sécurité sociale a estimé que les 32 000 retraités du groupe Maxwell ont droit à un total de 100 millions de livres aux organismes de retraite. Mais, il manque plus de 300 millions de livres. Ces sommes représentent une faible partie de celles qui ont été ponctionnées par les sociétés privées du groupe au cours de la dernière année de la vie de Robert Maxwell : en tout, plus de 1,86 milliard de livres provenant, d'une

part, des sociétés de retraite et des sociétés MCC et MGN, d'autre part, des banques. Les retraités, dont les pensions sont évaluées à 100 millions de livres, ne récupéreront pas grand-chose. Quant aux banques, elles ont pu récupérer environ 100 millions de livres, sous forme de prêts, de ventes d'actions et d'actifs.

Parallèlement, la presse populaire britannique, la famille de Robert Maxwell s'efforce aujourd'hui de vivre dans la discrétion. Le yacht, les avions, l'hélicoptère, l'appartement londonien, les bijoux précieux, les caves, attribués à la puissance de l'ancien « tycoon », ont été vendus, les gentlemen de Headington Hall, près d'Oxford, ont en poche d'immenses sommes d'argent, mais une relative confiance depuis qu'il n'est plus question de vendre le *Daily Mirror* (qui continue à gagner de l'argent), les autres, dont le sort dépend du schéma de la succession, sont livrés à l'incertitude. La compagnie « publique » du groupe, MCC (Maxwell Communication Corporation), a de quelques autres, mais les fonds de retraite sont évalués entre 40 et 50 millions de livres. Lorsque cette somme aura été dépensée, il faudra commencer à ponctionner les millions de livres provenant des contributions volontaires des sociétés ou des particuliers dont le sort d'affaires a été la proie, par exemple, de la *Maxwell Insurance* avec l'empereur romain.

Kevin a été déclaré en faillite personnelle en septembre dernier, le retraité de ses dettes étant fixé à 406 millions de livres, record mondial dans l'histoire judiciaire britannique. Il a vendu sa maison de quartier de Chelsea et vit, avec ses enfants, dans une maison qui appartient à sa femme, Pandora.

On l'a vu, il y a quelques semaines, pointer à l'appareil pour l'emploi, où les services sociaux sont censés lui verser une somme de 194 livres sterling (1 810 francs) par semaine. Mais Kevin Maxwell qui, comme son frère Ian, n'en est pas arrivé qu'au début de ses dettes, a refusé la justice, refusant de publier un livre sur les difficultés rencontrées par ceux qui, comme lui, connaissent la pénible situation de la misère en Angleterre. Il a préféré s'en envoyer une copie à chacun des 32 000 retraités.

LAURENT ZECCHINI

## Le projet de loi de finances pour 1993 Le Sénat cherche à censurer « à sa manière » le gouvernement

Le rapporteur général du budget au Sénat, M. Jean Arthuis (RPR), a annoncé, jeudi 5 novembre, l'adoption d'une question préalable au terme de la discussion générale, soit le rejet de l'article d'équilibre qui fixe le montant total des recettes de l'Etat.

Derrière les réticences des sénateurs, le choix de ces deux hypothèses n'interviendra que le 17 novembre prochain (au terme de la discussion budgétaire à l'Assemblée nationale), lors d'une séance de l'ensemble des membres de la majorité sénatoriale. Le président de la commission des finances, M. Christian Poncelet (RPR, Vosges), estime que « puisque, dans le passé, le gouvernement a pas tenu ses propositions au Sénat, une position défensive est à adopter ».

Sur le plan de l'analyse budgétaire, M. Arthuis a affirmé, démonstration à l'appui, que le déficit budgétaire prévu par le gouvernement pour 1993 (165 milliards de francs) s'élève en fait, compte tenu des erreurs de prévision déjà observées, pour l'année en cours, à près de 250 milliards de francs. Le sénateur centriste doute d'autre part de la reprise de la consommation et des investissements et estime en conséquence les recettes attendues « incertaines ».

Le directeur des programmes de France 3 repart pour la Seine. M. Raymond Vouillamoz, directeur des programmes de France 3, va quitter cette chaîne au 31 décembre pour prendre la direction d'antenne de la Télévision suisse romande (TSR), où il a travaillé de nombreuses années. M. Vouillamoz est entré à France 3 le 1er mars, venu de La Cinq où il était également directeur des programmes. A TSR, M. Vouillamoz deviendra directeur d'antenne, responsable des programmes et de l'information, une fonction nouvellement créée à la suite du départ du directeur de l'information M. TSR, M. Torracinta.

Echec : victoire de l'ancien champion du monde d'échecs, l'Américain Bobby Fischer, a remporté jeudi 5 octobre le match qui l'opposait à Boris Spassky, à qui il avait, il y a vingt ans, ravi le titre mondial. Fischer a remporté dix parties contre cinq à son adversaire. Il y a eu quatre parties nulles. La rencontre avait débuté le 2 septembre (*Le Monde* du 2 et 3 septembre). Le vainqueur touchera 17,5 millions de francs et le vaincu 8,5 millions, offerts par l'organisateur du match, un milliardaire serbe, M. Vasiljevic.

La grève à France 3 suspendue. Les syndicats CGT/CFDT/FO/CFDT de France 3 ont décidé jeudi 5 novembre de suspendre leur mouvement de grève à partir de vendredi minuit. Ce mouvement engagé mardi 3 novembre par les personnels techniques et administratifs des chaînes parisiennes de la chaîne avait pour but de s'opposer à un projet de démantèlement des rédactions de France 3 situées à Paris (France 3 national et France 3 Paris-Île-de-France-Centre). La direction a proposé d'engager une étude sur ce projet sous un calendrier d'ici à la fin de l'année. La grève a entraîné la suppression sur France 3 des journaux nationaux du 3 et 4 novembre.

Depuis 1959  
DE LA SIMPLE RETOUCHE  
AU PLUS BEAU VÊTEMENT  
avec la garantie  
d'un grand maître tailleur.  
A qualité égale, nos prix sont les plus bas.  
LEGRAND Tailleur  
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra  
Téléphone : 47-42-70-61.  
Du lundi au samedi de 10 h à 18 h

Vendredi 7, samedi 8, dimanche 9 et lundi 10,  
de 10 heures à 20 heures sans interruption  
EXPOSITION D'UNE COLLECTION  
UNIQUE D'ART DE  
**CHINE**  
IVOIRES ET PIERRES DURES  
Corail, lapis-lazuli, turquoise, jade, etc.  
Estimation gratuite de votre collection  
dans le salon Napoléon  
**L'HOTEL GEORGE-V**  
31, av. George-V, Paris (8<sup>e</sup>), 47.23.54.00

## SOMMAIRE

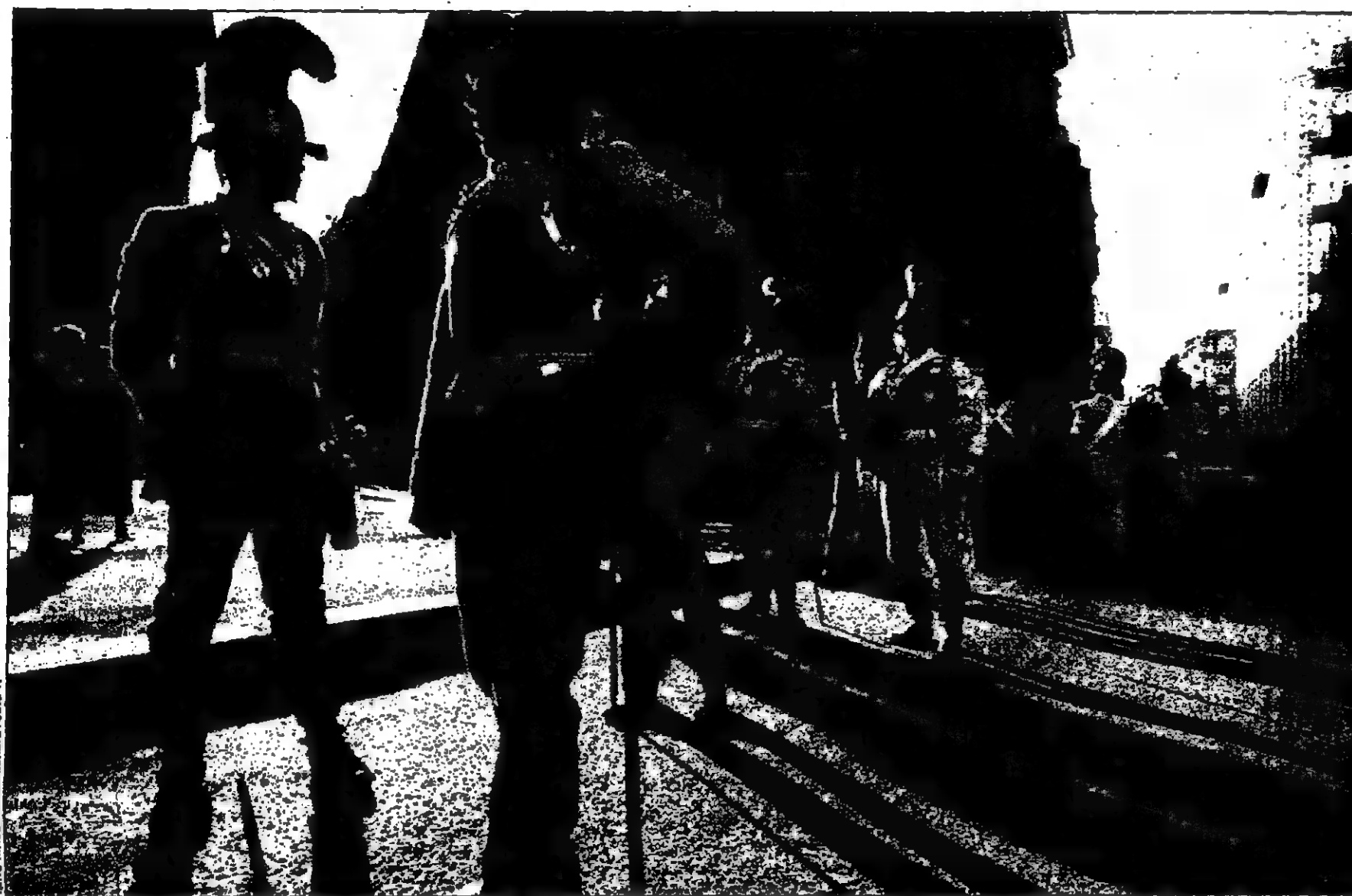
<b>COURRIER</b>	
La mort d'un homme	2
<b>ÉTRANGER</b>	
L'élection de M. Bill Clinton	3
Etats-Unis : M. Eltsine refuse de céder	3
exigences de recentrage	4
L'Union civique	4
Un accord avec le nouveau premier	4
bosniaques vont passer l'hiver en France : le bilan du	4
déploiement	4
l'ONU bloque l'acheminement des	4
secours en Bosnie	4
Morocco : après un an de défiance,	4
M. Albert Reynolds a dissous le	4
Parlement	4
en 30 novembre	4
Ghana : M. Rawlings élu	4
premier ministre	4
ou l'ancien président	4
politique	7
La convention	8
Front national	8
L'opposition s'efforce de définir un	8
programme de gouvernement	8
Les bases de l'alliance du sang	10
contaminé	10
L'affaire de Port-Frédus	10
<b>SOCIÉTÉ</b>	
Après l'arrêt du Conseil d'Etat : les	11
taux de la Montfermeil	11
M. Tronchet ayant remis sa plainte,	11
M. Bernard Tapie espère un non-lieu	11
contre l'affaire Toshiba	11
L'Open de Paris de tennis : Boris	11
Becker ou un autre canon...	13
Chaque joueur a par Claude Sar-	13
raze : « En quête de ressources »	13
<b>CULTURE</b>	
Musique : Jacques Dutronc au	14
Concert de Paris, Edwyn Collins au	14
festival de Inroquoitables, les	14
films à l'Olympia	14
Cinéma : les films de la semaine	14
<b>Services</b>	
Abonnements	10
Annonces classées	6
Cartes	22
Jeux	30
Loto, Tac-o-tac	20
Météo	20 et 21
Météorologie	22
Philatélie	19
Spectacles	16
Week-end	22
La télématique de <i>Le Monde</i> :	
3615 LEMONDE	
2016 LM	
Le numéro comporte un cahier	
« Sans visa »	
Le numéro de « <i>Le Monde</i> »	
du 5 novembre 1992	
est tiré à 499 000 exemplaires.	

طلة امير لؤي



# S A N S V I S A

## Vienne, la démocratie impériale



Avant le repas, sur la promenade.

LES sphinxes du Belvédère regardent narquois la question, n'attendant pas de réponse. Vienne figure une apparence à une vérité. Elle n'est ni farouche, ni volage, ni libre guindée : c'est l'ombre chatoyante d'une robe, une conscience au degré. Elle qui ne se connaît pas, n'a la candeur de se vouloir aimée pour ce qu'elle est. Elle cherche le plaisir, sait que le plaisir n'est pas gai, échappe et fuit sans malignité. Sa complexité est la complexité d'un poison dans l'eau de ses fontaines.

Ses gâteaux monumentaux, ses palais à pâte d'amande, son histoire se confondent avec l'histoire de l'art. Longtemps à Vienne, la pâtisserie fut une leçon de l'ar-

chitecture et un dérivatif de la diplomatie. Quand, en 1814, le prince de Ligne s'irrita : « Le Congrès de Vienne n'est qu'une marche pas », les Viennois sourirent poliment au bon mot et se remirent à danser. Ici, la fête continuait la politique par d'autres moyens.

Les Viennois, démocrates modernes, sont-ils conservateurs ? « Monarchie », « empire », « bourgeoisie » prennent ici un sens. Vienne préfère le pesant des idéologies, les lents progrès du confort. Sa vision de l'histoire n'est pas violente, événementielle, linéaire, mais agressive. Elle a conservé cet esprit de la fin du siècle, où, comme l'écrivit Carl E. Schorske dans un remarquable livre : « Les grands créateurs en musique, en philosophie, en économie, en architecture, en bien d'autres domaines, rompirent plus ou moins avec la perspective historique qui était le fondement de la culture libérale. Dans laquelle ils étaient élevés. » Aujourd'hui, le passé d'un art de vivre l'emporte sur les séquences de l'histoire et de la vie.

Des Tatars qui faillirent s'emparer de la ville en 1683, de l'épouvante du siège, Vienne ne voudrait pas souvenir que de la forme des croissants. Des années de répression (1815-1848) où, sur le « rocher » Metternich, vinrent se briser les aspirations à la liberté, elle ne voudrait pas souvenir que le bien-être Biedermeier, ce temps où le bourgeois croyait à la Providence et vivait heureux dans ses petites maisons, dans sa petite ville entourée d'un petit jardin. Le blanc marbre de l'empereur François-Joseph couvre pudiquement les jours d'effacement de la révolution industrielle et tant d'effusions de Belvédère ou de Hofburg dormaient dehors, l'hiver, sur les argiles tièdes des briquetteries. Les favoris extravagants du souverain, se trouvant d'éternel vieillards, l'autocratie des premières années du règne. Les Viennois préfèrent s'intéresser à la culture

On admet communément que l'Europe est née avec le congrès de Vienne. L'Europe des princes, pas l'Europe des nations. Vienne, qui fut, à cette époque, le centre monarchique du Vieux Continent, aujourd'hui capitale de la petite République d'Autriche, ne cesse de tenter d'oublier et de vivre ce passé glorieux et lourd de conséquences.

monarchie, ces temps positifs de la Cacanie chère à Musil (1), à l'époque où François-Joseph parait à l'inévitable déclin et se gargarise de velours et de pourpre dans des uniformes d'opéra, la diversité de l'Empire. On ne peut qu'à ce monarque immobile qui marchait à l'échelle d'un tapis roulant et pour qui naquit le métro malgré lui à Vienne, démocratie, ne le vouloir, Vienne n'ait rien à reprocher. Pourrait-elle le reprocher ?

Musil, Roth, Hofmannsthal, les écrivains de la désillusion firent leurs adieux à l'Empire, mais leurs révoltes de la monarchie. Schnitzler puis dans cette mort le « pessimisme crépusculaire » qui empoisonne les esprits. Et Franz qui sut transformer Vienne en « désespoir gravide », lourd de névroses et l'exemple d'un mal-être permanent des esprits eux-mêmes, Franz qui abhorrait sa ville et y passa le plus clair de sa vie, qui, après de longues études, n'avait pu répondre à la question : « Que veut la femme ? » (il avait aussi pu se demander : « Que veut Vienne ? »), qui détestait l'aristocratie et qui aimait Napoléon, écrivait en 1915 : « Pour la première fois depuis des siècles, on ne peut plus se fier à l'Empire. » Quant aux esprits tur-

lents de la « sécession », quant à Klimt ou Schiele, ils pouvaient bien se livrer à leurs subversions créatrices, aux éclats de la provocation (l'artiste en masturbant, Egon Schiele, 1911), l'Empereur qui déjà avait tiré ses vêtements ne pouvait voir sur la Michaelerplatz la « maison sans sourcil » de l'architecte Adolf Loos s'en friser la moustache.

Le bon Habsbourg au volant, sans frein ni accélérateur, dans Hofburg s'élevait au-dessus de ses sujets comme dans un manège de Prater. Les Habsbourg, l'empire, lui personnifiaient un pouvoir en raideurs articulaires, dormant dans un lit de fer et s'éveillant les quatre heures du matin. Il obtint ainsi l'adhésion de ses peuples, l'absolution de Vienne. Il ne s'était pas remis du mariage de son fils Rodolphe, il ne s'était pas remis de l'assassinat de sa femme Elisabeth, la blonde Sissi. Il ne se serait pas remis de la défaite, s'il n'était mort le temps de 1916 à l'âge de quatre-vingt-six ans.

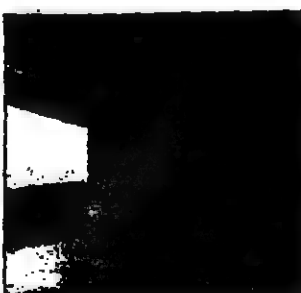
Ce même empereur risqué ne pas trouver de son goût le nouvel Opéra construit sur le Ring entre 1861 et 1869 : Edouard Van der Nüll, l'architecte, en avait profité pour se suicider. Depuis, devant les bizzareries des artistes, devant un tableau, après

représentation, il s'en tenait à répéter : « C'était très beau ; cela m'a fait grand plaisir. » Les Habsbourg étaient loin où les sbires de Marie-Thérèse avaient le droit d'entrer dans les maisons, de fouiller les lits, de soulever les draps, où Joseph II, monarque des Lumières, devait en sous le boisseau pour effrayer les sujets, où il laissait méchamment tomber après la première de Don Juan : « Ce n'est que de la musique pour les Viennois ! » François-

Joseph donner à la monarchie ce même visage aimable qui lui vaut aujourd'hui de figurer sur les assiettes et les pichets des magasins de souvenirs. Il se rendit habile - mais les Habsbourg ne perdirent pas une occasion de régner sur l'Autriche - à éviter à l'aristocratie l'embarras d'une révolution.

De notre envoyé spécial  
Christian Colombani  
Lire la suite page 11

### AU SOMMAIRE



Beyrouth, photos avant reconstruction	p. 28
Le Tibet s'expose à Londres	p. 26
14-18, l'histoire de Péronne	p. 27
Eléphants d'Afrique	p. 32
Jeux (p. 26)	Jeux (p. 26)
Jeux (p. 30)	Jeux (p. 31)

PIERO CAMPORESI

Le goût

La spiritualité du goût au siècle des lumières

GRASSI

(1) Un E und K. Kaiserlich und Königlich, impérial et royal. Depuis 1867, l'empereur était roi de Hongrie. Un E und K. Kaiserlich und Königlich, impérial et royal.



قوله مني الحق





**Paris-Cancun.**  
**A des prix qui réchauffent**  
**le Dieu-Soleil.**

**5960 F\***

Un vrai prix pour  
découvrir la mer turquoise des  
Caraïbes Mexicaines ■  
les dieux Mayas.

\*Prix ■ partir de ■■ ■ comprenant:  
■ Le vol sans escale Paris/Cancun/  
Paris en Boeing 767 Aéromexico  
et 6 nuits en hôtel 3 étoiles ■  
Cancun, en chambre double.

Contactez nous:  
Voyageurs Au Mexique  
5, Place André Malraux—75001 Paris  
TEL. 42 86 17 40 - Fax: 42 96 30 15



**aéromexico**



# Beyrouth, photos avant reconstruction

Deux ans après l'arrêt des combats au Liban, le débat engagé à Beyrouth autour de la reconstruction de l'ancien centre de la capitale. Un livre intitulé *Beyrouth centre-ville* paraît jours-ci à Paris qui dresse, par l'entremise de la photographie, un état des lieux; un inventaire de plusieurs regards. Pour «conserver la mémoire de cette ville détruite, mais qui n'est plus jamais la même», six photographes ont reçu mission de saisir des images de ces quartiers longtemps abandonnés, aujourd'hui rendus à une vie précaire. Six «grands» de la photographie, de générations, d'origines et de sensibilités différentes: Gabriele Basilico, Raymond Depardon, Fouad Elkouby, René Burri, Josef Koudelka, et surprise, Robert Frank, qui depuis vingt ans n'avait plus réalisé de tels reportages. Rencontre avec Dominique Eddé, auteur de *Lettre posthume* (L'Arpentur, 1989), née au Liban, Parisienne depuis 1975, qui est à l'origine de cette initiative.



Quartier de Bab Eddis.

«L'été suffi de quelques semaines, en printemps 1975, pour que la majeure partie du centre-ville de Beyrouth ne soit plus qu'un amas de ruines. Enlevé à ses habitants et encerclé par les francs-tireurs, le quartier de Bab Eddis, au nord-ouest de la ville, fut l'un des derniers à être libéré. Aujourd'hui, les débris de la reconstruction du centre-ville. Un projet d'urbanisme a été présenté par un grand bureau d'études libanais: votre père, architecte consultant, en est l'un des principaux auteurs. Ce projet a été commandé par un promo-

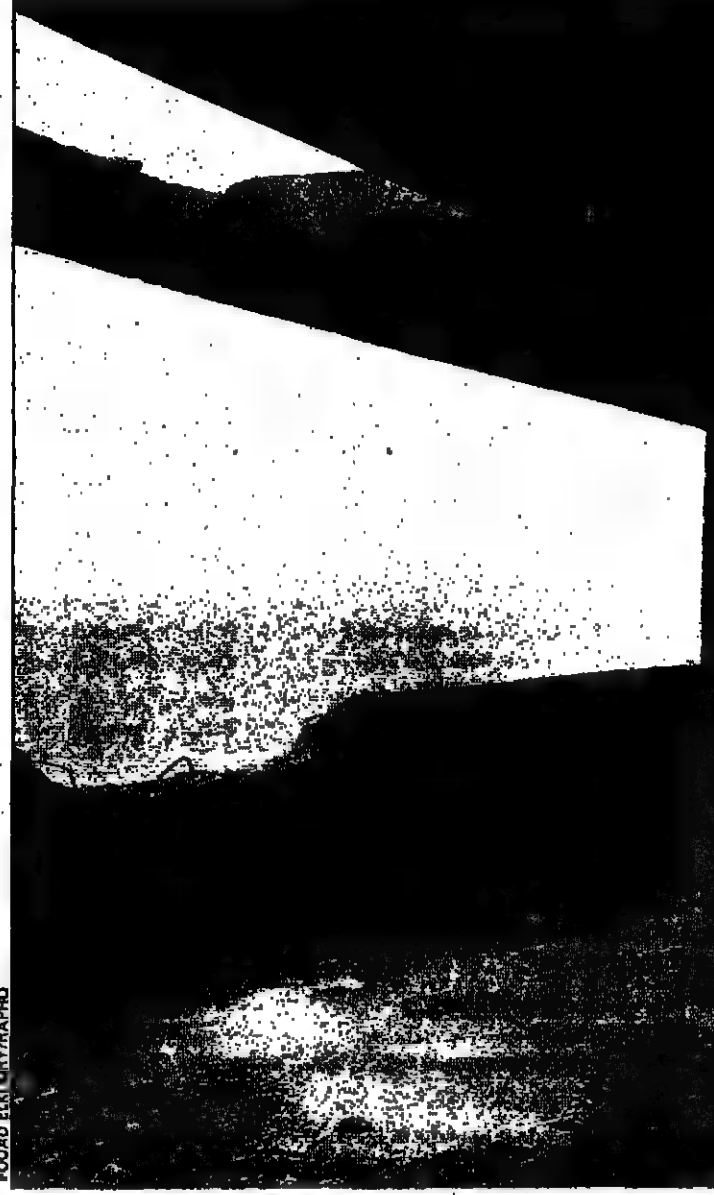
teur, le milliardaire Rafic Hariri, qui vient d'être nommé premier ministre au Liban (le Monde du 24 mai 1992). Votre ouvrage ayant reçu le soutien de la fondation qui porte son nom, comment se demandent-ils le mécénat artistique et l'appel à des grands de la photographie ne vont pas servir d'alibi culturel à une opération d'urbanisme controversée.

Notre proposition a été faite à la fondation Hariri en juillet 1991. M. Hariri est un homme dont personne ne conteste la compétence ni le mécénat. Il a financé de nombreuses bourses à des étudiants libanais et sa fortune, considérable, est d'origine arabe saoudite, et largement investie au Liban dans de nombreux projets d'intérêt général, routes, écoles, hôpitaux... A l'époque, il n'occupait aucune fonction politique. De plus, l'idée du livre *Vieilles de Beyrouth* a été acceptée par la fondation.

La reconstruction, naturellement, est un sujet terriblement controversé. Chacun a sa propre blessure, et aussi ses propres fantasmes. En multipliant les regards de photographes très différents, nous avons précisément voulu conjurer le risque d'une vision unique. Déjà, j'entends des voix: «C'est la ville qui a été détruite, pas les habitants», ou encore: «C'est la ville qui a été détruite, pas les habitants».

Comment avez-vous choisi les photographes? Comment ont-ils travaillé? Je suis une nouvelle venue, c'est vrai, dans le domaine de la photographie: j'ai d'abord consulté Bernard Latarget qui avait lancé la mission photographique de la Datar, avec notamment des noms comme Basilico et Raymond Depardon.

J'ai surtout pris conseil auprès de l'architecte Delpire (1) et j'ai sélectionné, dès le début, des personnes morales et une connaissance en matière de photographie. Il a accepté d'être le directeur



Face au Khan.

artistique du livre, avec une équipe d'Idéodis. Ce livre est une somme très reconnaissante.

Quels ont été vos critères de choix?

Mon principal souci était de veiller à la fois à la diversité et à la complémentarité des regards. Il s'agissait de restituer l'image globale de la ville, sa personnalité, sa lumière, et aussi de la regarder de

## Vienne, la démocratie impériale

Suite de la page 25

Sous son règne les nobles imités les bourgeois qui depuis longtemps déjà les imitaient. En 1905, le suffrage universel, les Viennois se croyaient déjà dans ce que Hermann Finckel appelle «une démocratie de style». Mais le peuple entrerait dans la danse, le *Kaiser die Hand* ferait fureur (2).

Mais après ces années de «joyeuse apocalypse», après le premier conflit mondial, la ville - la grande - lui était devenue comme un pays - le démembré de l'empire, Vienne se reprocha d'avoir eu moins de généraux que de chefs de musique militaire et s'emporta dans le carnaval baroque de l'histoire. La belle énigmatique, familière et à la mort en chambre, assouffie de gaieté, assouffie d'ennui, s'affola à l'Europe. Elle se mit à croire au futur, à trahir son charme, à devenir vulgaire. Elle fut rouge au noir du noir aux nazis. La ville fut à son tour fascinée. Peter Altenberg, Diogenes des cafés, observateur lucide mais poète, n'avait-il écrit: «Il faut encore admirer la petite écaille gris noir de la vipère pendant qu'elle vous sous le nez»? L'indécise, la flexible banda donc ses muscles et devint catégorique: folle d'antisémitisme: Zweig s'en tua au Brésil, Freud mourut à Londres.

Mais en 1945, bombardée, récupérant ses esprits, mauvais

peintre et son mauvais génie s'étant dissipé dans un bunker à Berlin, Vienne rouvrit ses bals, ses traditions diplomatiques et ses expertises des négociations. Elle fit admettre qu'elle avait violée, occupée - qui ne lui était jamais arrivé, même au temps des Ottomans - et obtint, en 1955, l'évacuation des troupes d'occupation et la neutralité.

Depuis, la ville a retrouvé son rythme et son souffle, l'optimisme de Leibniz, ses plaisirs surannés, ses cafés, ses calèches... Elle se voudrait plus simple mais n'est pas son genre. L'aigle à deux têtes était légèrement schizophrène. Vienne est devenue sans républicanisme. La Constitution autrichienne interdit aux Habsbourg de briguer la plus haute charge de l'Etat, mais les descendants, actifs dans la zone («Soixante-dix ans d'interregne, ça suffit!», ne la lâche pas), ne la lâchent pas. Karl, dont les fiançailles avec la baronne Franziska von Thyssen-Bornemisza, l'une des familles les plus riches d'Allemagne, défrayèrent la chronique, anime une émission de jeux à la télévision. Otto, le père, l'héritier du trône, parlementaire européen, président du Mouvement paneuropéen, se déplace volontiers sur les anciens territoires de la couronne, en Hongrie, en Slovaquie, en Croatie, où il est très applaudi. La Presse, le quotidien viennois, s'interroge aujourd'hui sur le bien-fondé des clauses constitutionnelles concernant les Habsbourg. Un sondage récent

estimait que plus de 10 % des Autrichiens voteraient pour l'archiduc s'il se présentait à la présidence de la République. Hier, à la Diète de Basse-Autriche, dans une salle sous un plafond peint à la gloire de la famille, Georg, le cadet, présentait à un parterre d'archiduchesses et d'archiducs le dernier livre de son père, une saga de la dynastie. A partir de décembre, la télévision diffusera une série de douze émissions: «Les Habsbourg, histoire d'une famille». Vienne ne prend pas moins au sérieux la monarchie que la valse ou l'opéra. Comme elle jette ses fleurs sur la scène, elle dépose des bouquets dans la crypte des Capucins, au pied des tombeaux d'étoiles de François-Joseph et de Zita. En 1989, les funérailles de Zita, dernière impératrice régnante, obtinrent mieux qu'un d'été.

Depuis l'effondrement du communisme, les pays du vieil empire se rapprochent de l'Autriche. L'ancienne capitale accueille leurs représentants. Les archives de Vienne sont parties à l'histoire commune. Les liens entre les peuples qui longtemps vécurent sous un même régime, fut une des causes de la chute de la monarchie. A Bratislava - Presbourg, disent plus volontiers les Autrichiens - à Budapest, l'expérience encore fraîche cuisante des démocraties populaires occulte un passé plus lointain. Qui soupçonnerait l'Autriche de visées hégémoniques, d'aider les Hongrois à dénoncer le traité de Trianon, d'appuyer les Croates pour venger Sarajevo, en somme, de ne pas avoir abandonné la politique des Habsbourg?

D'une tête, l'Autriche tient à sa neutralité, de l'autre elle souhaite entrer dans la CEE. Ces désirs



Le bal de l'Opéra à Vienne.

contradictoires, l'embarassent pas, elle a gardé l'esprit du congrès de Vienne: accueillir puis négocier. Ce n'est pas un hasard si deux conventions sur les relations diplomatiques et les relations consulaires ont été signées à Vienne. La ville aujourd'hui le siège de nombreuses organisations internationales, la troisième cité de l'ONU après New-York et Genève. Elle conduit autant de congrès que de bals. Les diplomates ont retenu les leçons de Metternich. «Les préliminaires des négociations de Salt n'avaient pas», souvient M. Wolfgang Schellenberg, secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, c'est alors que nous avons eu l'idée

d'une promenade sur le lac Wotha, l'un des plus beaux d'Autriche. Le Soviétique et l'Américain, qui s'étaient adressés la parole, ont commencé à parler à bord, puis ils se sont mis immédiatement à négocier... Le bateau a tourné le lac pendant des heures.

Le congrès de 1814-1815, qui n'a jamais fait l'objet d'aucune étude importante en Autriche, s'est conservé dans les mémoires. Il fut l'époque Biedermeier: il flotte dans l'air une atmosphère où Vienne se reconnaît les yeux fermés. Tous ces rois venus pour danser et partager les royaumes avec moins de volonte conquêtes que de profits, tsar comptant nouvelles,

le roi de Prusse ses nouveaux sujets, ses taxes, ses impôts... beau monde en frac au Prater se montrant au peuple, ces six mois de l'interrompus, ces palais qui ne désespèrent plus... Beethoven dirigeant Redoutensaal la Septième Symphonie, Talleyrand pied-bot, jolies lettres d'amour surchargées... Tous ces princes par des indigestions, et l'Europe se défaisant se faisant entre séances de pose dans l'atelier du

قوله من لا حول



## PARCOURS

92 11

travaient exclusivement au paysage humain. Bien sûr, nous ne pouvions pas savoir à l'avance où nous allions aboutir. Mais je crois qu'avec ces six photographes-là, nous nous sommes présumés, autant que possible, contre l'écueil de la froideur et de la répétition. Et surtout contre celui d'un exotisme gratuit.

» Au fond, nous voulions faire un état des lieux, pour servir d'aide-mémoire. Et au-delà, car la situation de cette ville et de ce pays est dramatiquement symbolique de ce qui se passe, en ce moment même, ailleurs. Je pense à Sarajevo.

**De quel moment datent les prises de vue ?**

» Les reportages ont été réalisés en octobre et novembre 1991, pour une durée d'au moins quinze jours chacun. Nous avions préféré éviter l'été, car la lumière aurait sans doute été trop brutale. J'ai accompagné certains photographes pour être leur interprète, et par souci de leur sécurité. J'ai vu Koudelka ou Frank prendre des photos au même endroit, avec un résultat complètement différent. D'autres comme Depardon qui connaissait bien la ville, ou Fouad Elkoury qui est libanais, ont travaillé seuls.

» Dans ce pays où la photographie n'est pas encore reconnue, autant qu'en Occident, comme un art, on ne sait jamais très bien comment les gens vont réagir à un appareil de photo. D'autant qu'ils ont vu passer tellement de reporters pendant la guerre. Tout s'est pourtant bien passé : Depardon et Basilico travaillaient à la chambre : matériel encombrant, très visible, mais peut-être les Libanais se souvenaient-ils d'avoir posé devant de telles machines, chez le photographe arménien de leur rue, pour une photo de famille. Naguère.

**Quels ont été vos moyens matériels ?**

» En créant, avec France Cottin, les éditions du Cypre, notre propos était de solliciter des fonds d'entreprise ou de mécénat : pour nous, c'est une chance d'avoir un premier livre comme celui-ci. Nous avons travaillé dans de très bonnes conditions, en toute confiance. Pour sa mission, chaque photographe a pu disposer d'un budget de 100 000 francs, mais avec cette somme il devait assumer les frais techniques, de voyage, de séjour, de déplacement. Je dois dire que les photographes ont été extrêmement coopératifs.

**Comment avez-vous obtenu la participation de Robert Frank ?**

» Quand j'ai émis le souhait d'avoir un regard aussi intéressant, aussi subjectif que celui de Robert Frank, on m'a dit : il n'acceptera jamais, il ne fait pas ce genre de choses depuis vingt ans. Je me suis décidée à lui écrire une lettre et j'ai trouvé, un jour, dans ma boîte, sa réponse, qui tenait en deux phrases : « Your project about Beyrouth sounds o.k. I am willing to go. » « Votre projet me semble bien, j'accepte. » Il ne posait pas de questions, ni sur sa sécurité, ni sur les conditions matérielles.

» Quand, en novembre, Robert Frank est arrivé, j'ai eu le sentiment très fort qu'il allait se passer quelque chose entre lui et cette ville. Frank est quelqu'un de très silencieux ; il parle peu, regarde beaucoup, écoute surtout ; il a une énorme capacité d'attention. Les gens le sentent : ils s'adressaient à lui, sachant qu'il ne connaissait pas la langue, mais certains d'être compris. Avec un Polaroid et son Leica, matériel plutôt léger, il était tout de même visiblement un photographe américain à Beyrouth ; mais cela ne les gênait pas.

» Jour après jour, parmi les ruines, un contact intense s'établissait avec les autres, par-delà les mots : on se sentait à l'écart, comme en marge de la normalité, et cela créait spontanément une complicité.

**Comment était assurée la sécurité ?**

» Nous n'avons été inquiétés par personne. Le vrai danger, celui que je redoutais, ce sont les mines. Cela a été pour moi l'essentiel du travail, une tension constante, vérifier où ils allaient mettre les pieds : chacun connaît un immeuble, on mène une petite enquête de voisinage. Il y a tout



Place des Canons.

un vocabulaire du danger : là où l'herbe a poussé, où personne n'est allé, il y a des risques.

» Il y avait des barrières de militaires syriens et d'autres tenus par les Libanais. Les relations avec les uns et les autres ont changé du tout au tout entre le premier et le dernier jour. Les premiers débarras, Elkoury et Koudelka, ont été fraîchement accueillis à la place des Canons, par des coups de feu tirés en l'air, qui voulaient dire en gros : « Qui êtes-vous ? Où allez-vous ? » Au bout de semaines de cohabitation, les rapports n'étaient plus qu'humains : le jour du départ, certains de ces militaires sont venus nous raconter leur vie, sans hésiter à prendre le risque de mettre en question ou de tourner en dérision leur propre présence sur les lieux.

**Qui habite ces quartiers ?**

» A la veille de la guerre, le centre de Beyrouth était un condensé du Liban tout entier : c'était un quartier très mélangé sur le plan des communautés, un lieu très symbolique de brassage de métiers, artisans, banquiers, presse, imprimeries, lieux de plaisir, commerces de luxe et échoppes des souks, de part et d'autre de la place des Canons. Sans doute ce qui en a fait une cible, dès les premières semaines de la guerre, quand ont eu lieu les destructions majeures. Puis le centre est devenu le territoire même de la séparation, la ligne de démarcation passait par la place des Canons et se prolongeait par la rue de Damas. Le quartier a été vidé complètement. Pendant quinze ans. Sauf à sa périphérie, dans le quartier chrétien de Jemmayé, et dans le quartier musulman de Wadi Abou Jemil.

» Dans le centre, au milieu des ruines à l'abandon, on rencontre actuellement trois types de population : des réfugiés de la Bekaa, du Sud ou d'ailleurs, ceux qui n'ont vraiment nulle part où aller ; d'anciens habitants revenus, dans des conditions épouvantables, chez eux ; et des squatters plus ou moins soutenus par des groupes qui pensent qu'un jour il y aura indemnisation.

**On dirait que la vie reprend. Dans le livre, vous montrez notamment un café...**

» Oui, lorsque nous y étions, il y a exactement un an, nous nous retrouvions souvent dans ce café. Situé près du Parlement, il s'appelait avant la guerre le Café de la Paix : les propriétaires ont « rouvert » quelques salles en enfilade, disposé quelques tables. Des rues romaines en face, des ruines récentes tout autour. S'y retrouvent chaque jour des militaires libanais, des militaires syriens, des

ville est le symbole même de ce grand trou noir qui a duré dix-sept ans et dont les gens ne savent pas trop quoi faire. Comment voulez-vous faire le deuil d'une ville ?

**Que pensez-vous du débat à propos de la reconstruction ?**

» Cette affaire est trop complexe pour être traitée en quelques mots et je suis moi-même, pour des raisons évidentes, mal placée pour en parler.

» Une année s'est écoulée depuis que les reportages publiés dans ce livre ont été mis en mémoire, imprimés sur la rétine photographique. Déjà, la place de l'Étoile, où siège le Parlement, avait vu ses façades restaurées, ainsi que quelques rues à arcades. Depuis, les vestiges des immeubles qui entouraient la place des Canons ont, au contraire, été rasés, y compris un bel édifice ancien, celui de la gendarmerie, dont beaucoup pensaient qu'il aurait dû être conservé et restauré. Le cinéma Rivoli, surmonté d'une enseigne rouillée « L'Orient », à qui les Beyrouthins reprochaient depuis les années 30 de leur cacher la vue sur la mer, est par terre. Les mêmes, ou d'autres, en sont attristés. Ce « morceau de réalité en état de choc », enregistré par les photographes, le centre-ville, va être soumis à d'autres chocs... « Nous ne voulons pas faire une œuvre de circonstance, offrir un regard pour l'instant d'aujourd'hui, dit Dominique Eddé, mais plutôt témoigner pour les générations futures, celles qui n'auraient rien vu. » Paris tenu.

**Propos recueillis par Michèle Champenois**

(1) Comme éditeur de photographie, Robert Delpire a notamment publié les *Americains*, de Robert Frank, en 1958, les *Allemands*, de René Burri, en 1963, et les *Guns*, de Josef Koudelka, en 1973.

» *Beyrouth centre-ville*, photographies de Gabriele Basilico, Raymond Depardon, Fouad Elkoury, René Burri, Josef Koudelka, Robert Frank. Préface de Dominique Eddé. Editions du Cypre, 178 p., 490 F.

Antoun Bay.

plus près, de l'intérieur. De la voir en noir et blanc et en couleurs, de montrer la tragédie sans tomber dans la morbidité, de donner des repères objectifs grâce auxquels il serait possible de montrer autre chose de plus abstrait, de plus universel peut-être.

» Il me semble qu'en choisissant des photographes aussi éloignés l'un de l'autre dans leurs

démarches, que Basilico et Frank, ou Burri et Koudelka, ou encore Depardon et Elkoury, nous avons abondé dans ce sens. Il y aurait bien sûr beaucoup à dire sur les raisons plus ou moins maîtrisées ou conscientes de nos choix. Une chose est sûre, c'est que nous sommes éloignés, à cause du sujet, des plasticiens, tout comme nous avons dû renoncer à ceux qui s'in-

peintre Isabey, entre deux visites d'alcôve, cette grande affaire si légèrement menée a séduit durablement les Viennois. La carte de l'inconscient n'avait pas encore remplacé la carte de l'insouciant et du tendre. Si le congrès effréné fut à l'origine des malheurs ultérieurs de l'Autriche, il ouvrit le grand bal où, depuis, le monde est invité à Vienne.

Cent cinquante années de défaites ont détourné les Autrichiens des aventures militaires, des jeux basariers de la politique, l'art et l'art de vivre sont leurs valeurs refuges et leurs triomphes assurés. Leur diplomatie s'active aujourd'hui dans les domaines du droit des minorités, du droit international et des droits de l'homme (3). Vienne offre à la paix de l'Europe son *Hymne à la joie*, et au monde son conquérant Mozart. Elle demande seulement à ses responsables politiques et à ses hauts fonctionnaires d'être serviables. En retour elle leur donne du *Rafraî* (4).

L'empire est mort, son apparence est sauve. Vienne reste démocratique et raffinée. Dans les rues du 1<sup>er</sup> arrondissement les antiquaires regorgent des fastes des palais ; dans les cafés des serveurs virevoltent entre les tables en *cut-away*... et demandent un pourboire ; le président de la République, socialiste et banquier, ne manque pas une occasion de revêtir son frac. Les plus gaudins portent des chaussures sur mesure qu'on reconnaît au bruit des pas sur le pavé. Les nostalgiques les surmontent d'un loden et d'un chapeau « collection Habsbourg ». Et les jeunes des quartiers populaires, qu'une nouvelle ligne de métro déverse directement sur le Graben, s'en moquent autant qu'ils les en vient.

A la Tanzschule, l'école de

dance Elmayer, tout près des écuries où dorment les célèbres lipizzans rêvant à leur allure, des milliers d'adolescents viennent apprendre à valser et à baisser la main des femmes. L'école a été fondée en 1918 par un demi-soldat qui faisait aussi bien la guerre que la cour. On s'y prépare aux bals qui, cette année, commencent en novembre et finiront en juin. Déjà les loueurs de fracs sont pris d'assaut. Il faudrait être ici bien *vert*, bien goudjat, pour aller perturber, sur les marches de l'Opéra, la grand-messe de la valse. M. Thomas Schaefer-Elmayer, propriétaire de l'école, auteur d'un livre de « savoir-vivre », conseille les services du protocole, exporte son art et ses bonnes manières jusqu'au lointain Japon, organise des séminaires, donne des cours de maintien et des leçons de rumba dans les prisons...

Ainsi s'annoncent chaque année ces lendemains qui valent, ces jours où Vienne, élégante et légère, la tête perdue dans un songe, se noie dans un tourbillon et se croit seule au monde. *Austria erit in orbe ultima* (5).

**De notre envoyé spécial Christian Colombani**

(2) *Kies die Hand* : « Je vous baise la main. » Expression fréquente à Vienne.

(3) L'Autriche vient de débiter 400 millions de schillings en faveur des victimes du conflit en ex-Yougoslavie.

(4) « Conseiller de cour. » C'est ainsi qu'on appelle encore les hauts fonctionnaires de la République.

(5) « L'Autriche restera la dernière au monde. » Devise des Habsbourg.

» *Vienne fin de siècle*, de Carl E. Schorske, Seuil, 373 p., 120 F. » *Le petit viennois*, de William M. Johnson, PUF, 643 p., Vienne, de K. Y. Lander, « Points Plénète », Seuil, 156 p., *Le Congrès de Vienne*, de Charles-Otto Ziesenis, Belfond, 292 p.

LOGEZ AU PALACE  
SANS DEBOURSER UNE  
FORTUNE ROYALE !



Tarif à partir de 195 \$ par chambre, par nuit

Le New York Palace c'est l'élégance abordable. Un service inégalé. Un aménagement hors pair. Une cuisine de premier ordre. Offrez-vous un petit extra...royal.

Pour toute réservation, composez le (212) 838-1624 en direct ou appelez votre Agence de voyage, Leading Hotels of the World France au 05-90-84-44 ou UTELL International France au 01-42-08-40-40.

\* Par chambre, par nuit, occupation simple, selon disponibilité. Taxes et services en sus. Chambres de catégorie supérieure et de luxe légèrement plus chères. Réservez avant 15 jours de disponibilité. Les enfants de moins de 18 ans logent gratuitement dans la même chambre. Offre valable jusqu'au 31/12/92. Tarifs sujets à changements sans préavis.

The New York Palace  
Maison à 50th Street • New York, NY 10022  
(212) 838-7000

One of the Leading Hotels of the World®



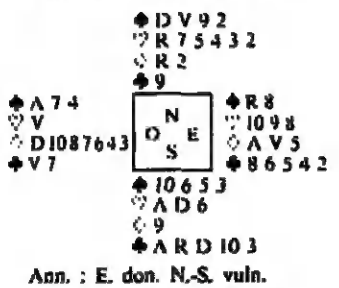
SANS • VISA  
JEUX

# Bridge

no 1509

## LA PRÉVOYANCE DE ROSE

Dans un tournoi individuel auquel participaient quelques-uns des meilleurs joueurs mondiaux, le champion anglais Irvin Rose gagna son contrat grâce à un coup technique considéré autrefois comme très difficile.



Ann. : E. don. N.-S. vuln.  
Ouest Nord Est Sud  
Zia Kellah Forrester Rose  
1. 1. 1. 1.  
2. 2. 2. 2.  
3. 3. 3. 3.  
4. 4. 4. 4.  
5. 5. 5. 5.  
6. 6. 6. 6.  
7. 7. 7. 7.  
8. 8. 8. 8.  
9. 9. 9. 9.  
10. 10. 10. 10.  
11. 11. 11. 11.  
12. 12. 12. 12.  
13. 13. 13. 13.  
14. 14. 14. 14.  
15. 15. 15. 15.  
16. 16. 16. 16.  
17. 17. 17. 17.  
18. 18. 18. 18.  
19. 19. 19. 19.  
20. 20. 20. 20.  
21. 21. 21. 21.  
22. 22. 22. 22.  
23. 23. 23. 23.  
24. 24. 24. 24.  
25. 25. 25. 25.  
26. 26. 26. 26.  
27. 27. 27. 27.  
28. 28. 28. 28.  
29. 29. 29. 29.  
30. 30. 30. 30.  
31. 31. 31. 31.  
32. 32. 32. 32.  
33. 33. 33. 33.  
34. 34. 34. 34.  
35. 35. 35. 35.  
36. 36. 36. 36.  
37. 37. 37. 37.  
38. 38. 38. 38.  
39. 39. 39. 39.  
40. 40. 40. 40.  
41. 41. 41. 41.  
42. 42. 42. 42.  
43. 43. 43. 43.  
44. 44. 44. 44.  
45. 45. 45. 45.  
46. 46. 46. 46.  
47. 47. 47. 47.  
48. 48. 48. 48.  
49. 49. 49. 49.  
50. 50. 50. 50.

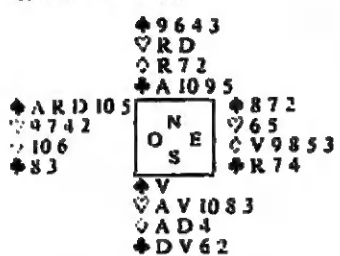
Quest (Mahmoud Zia) a unifié le Vainqueur de la Coupe de l'As. Sud a tiré ensuite l'As de Trèfle et le Roi de Trèfle (sur lequel il a débarrassé le 2 de Carreau), puis la Dame de Trèfle que Quest a coupée avec le 4 de Pique. Comment Rose a-t-il joué pour gagner QUATRE PIQUES contre toute défense ?

Réponse  
Dès la première levée Rose pouvait supposer que Quest avait un singleton à Cœur et sans doute un gros honneur troisième à l'atout. Quel est alors le danger si le déclarant décide de surcouper avec le 9 de Pique pour jouer immédiatement atout ? Est (qui peut imaginer la distribution) va fournir un petit Pique (même avec l'As de Pique second), et Quest prendra avec son gros honneur, ensuite il contre-attaquera Carreau pour donner la main à Est afin de faire une coupe à Cœur.

Heureusement, Rose a trouvé la parade grâce au « coup sans nom », ce jeu de perdante sur perdante qui détruit la communication dans une couleur entre les deux adversaires : Ouest Zia a coupé le troisième Trèfle, Rose a jeté le dernier Carreau du mort (le Roi) au lieu de couper. Ouest n'a plus été en mesure de donner la main à Est car le mort a coupé la contre-attaque à Carreau, et le déclarant a joué atout.

LA SIMPLICITÉ DE REESE  
Le célèbre champion anglais Terence Reese, à soixante-dix-neuf ans, ne fait plus de compétition, mais il publie de nombreuses données dans les revues et écrit des livres dans un style clair qui depuis cinquante ans a été, à juste titre, très apprécié.

Voici par exemple une donne qu'il a présentée dans la revue anglaise Bridge. Mettez-vous en Sud à la place du déclarant, qui ne voyait pas les mains d'Est-Ouest.



Ann. : S. don. Pers. vuln.  
Sud Ouest Nord Est  
1. 1. 1. 1.  
2. 2. 2. 2.  
3. 3. 3. 3.  
4. 4. 4. 4.  
5. 5. 5. 5.  
6. 6. 6. 6.  
7. 7. 7. 7.  
8. 8. 8. 8.  
9. 9. 9. 9.  
10. 10. 10. 10.  
11. 11. 11. 11.  
12. 12. 12. 12.  
13. 13. 13. 13.  
14. 14. 14. 14.  
15. 15. 15. 15.  
16. 16. 16. 16.  
17. 17. 17. 17.  
18. 18. 18. 18.  
19. 19. 19. 19.  
20. 20. 20. 20.  
21. 21. 21. 21.  
22. 22. 22. 22.  
23. 23. 23. 23.  
24. 24. 24. 24.  
25. 25. 25. 25.  
26. 26. 26. 26.  
27. 27. 27. 27.  
28. 28. 28. 28.  
29. 29. 29. 29.  
30. 30. 30. 30.  
31. 31. 31. 31.  
32. 32. 32. 32.  
33. 33. 33. 33.  
34. 34. 34. 34.  
35. 35. 35. 35.  
36. 36. 36. 36.  
37. 37. 37. 37.  
38. 38. 38. 38.  
39. 39. 39. 39.  
40. 40. 40. 40.  
41. 41. 41. 41.  
42. 42. 42. 42.  
43. 43. 43. 43.  
44. 44. 44. 44.  
45. 45. 45. 45.  
46. 46. 46. 46.  
47. 47. 47. 47.  
48. 48. 48. 48.  
49. 49. 49. 49.  
50. 50. 50. 50.

Quest ayant attaqué l'As et le Roi de Pique, comment Rose propose-t-il de jouer pour gagner QUATRE CŒURS contre toute défense, les atouts étant 4-2 ?

Note sur les enchères  
Il n'est pas normal de donner un soutien à saut à Cœur avec deux atouts seulement, même s'ils sont très beaux. De toute façon, un soutien à « 3 Cœurs » sur « 3 Trèfles » serait forcé.

COURRIER DES LECTEURS  
Rita Markus (no 1490)

« En se rendant compte que le double squeeze assurait le grand chelem où que fût la Dame de Carreau, écrit A. Roux, Rita Markus a prouvé une fois de plus qu'elle était vraiment une grande championne... »

« Dommage », écrit M. Lemaître (Génève), que la fin de la solution ait été mélangée à un autre problème, car elle risquait d'être incompréhensible ! Un mélange inexplicable ! »

La troisième fois (no 1499)  
« La ligne de jeu de Davidoff, écrit J.-M. Maillard, me semble peu recommandable car tout à fait contraire aux règles des probabilités... »

Si l'on suppose que Ouest (qui a l'As de Pique) n'aurait pas fourni un petit Pique au premier tour avec l'As de Pique cinquième, on peut penser que les Piques ont de fortes chances d'être 4-3, et il est alors logique de jouer sur les Piques plutôt que sur les Carreaux.

La chute du champion du monde (no 1500)  
« On reste ébahi devant la sophistication des annonces, écrit M. Courriel, et je me demande comment un joueur peut savoir qu'une annonce de partenaire est naturelle, conventionnelle ou artificielle... »

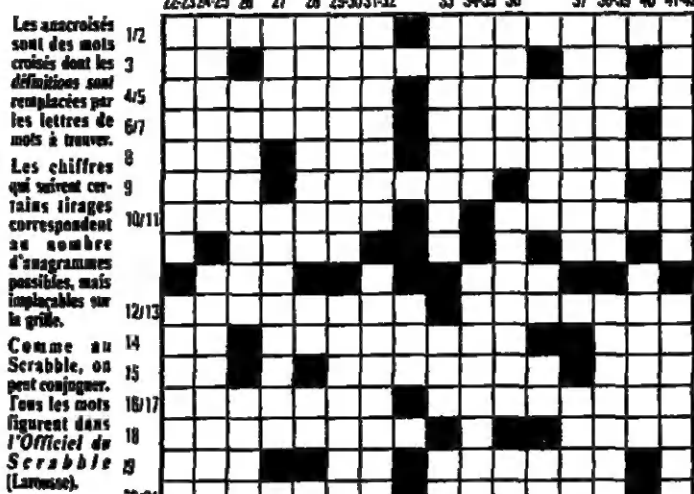
Théoriquement, on ne devrait pas se tromper ; mais, pratiquement, c'est le contraire !

Philippe Brugnon



# Anacroisés

no 740



Les anacroisés sont des mots croisés dont les définitions sont remplacées par des lettres de mots à trouver.

Les chiffres qui suivent ces lettres indiquent le nombre de lettres de la définition qui correspond à la lettre.

Les lettres qui suivent ces chiffres indiquent le nombre de lettres de la définition qui correspond à la lettre.

Les lettres qui suivent ces chiffres indiquent le nombre de lettres de la définition qui correspond à la lettre.

Les lettres qui suivent ces chiffres indiquent le nombre de lettres de la définition qui correspond à la lettre.

Les lettres qui suivent ces chiffres indiquent le nombre de lettres de la définition qui correspond à la lettre.

Les lettres qui suivent ces chiffres indiquent le nombre de lettres de la définition qui correspond à la lettre.

Les lettres qui suivent ces chiffres indiquent le nombre de lettres de la définition qui correspond à la lettre.

Les lettres qui suivent ces chiffres indiquent le nombre de lettres de la définition qui correspond à la lettre.

Les lettres qui suivent ces chiffres indiquent le nombre de lettres de la définition qui correspond à la lettre.

Les lettres qui suivent ces chiffres indiquent le nombre de lettres de la définition qui correspond à la lettre.

Les lettres qui suivent ces chiffres indiquent le nombre de lettres de la définition qui correspond à la lettre.

Les lettres qui suivent ces chiffres indiquent le nombre de lettres de la définition qui correspond à la lettre.

Les lettres qui suivent ces chiffres indiquent le nombre de lettres de la définition qui correspond à la lettre.

Les lettres qui suivent ces chiffres indiquent le nombre de lettres de la définition qui correspond à la lettre.

Les lettres qui suivent ces chiffres indiquent le nombre de lettres de la définition qui correspond à la lettre.

Les lettres qui suivent ces chiffres indiquent le nombre de lettres de la définition qui correspond à la lettre.

Les lettres qui suivent ces chiffres indiquent le nombre de lettres de la définition qui correspond à la lettre.

Les lettres qui suivent ces chiffres indiquent le nombre de lettres de la définition qui correspond à la lettre.

Les lettres qui suivent ces chiffres indiquent le nombre de lettres de la définition qui correspond à la lettre.

Les lettres qui suivent ces chiffres indiquent le nombre de lettres de la définition qui correspond à la lettre.

Les lettres qui suivent ces chiffres indiquent le nombre de lettres de la définition qui correspond à la lettre.

Les lettres qui suivent ces chiffres indiquent le nombre de lettres de la définition qui correspond à la lettre.

Les lettres qui suivent ces chiffres indiquent le nombre de lettres de la définition qui correspond à la lettre.

Les lettres qui suivent ces chiffres indiquent le nombre de lettres de la définition qui correspond à la lettre.

Les lettres qui suivent ces chiffres indiquent le nombre de lettres de la définition qui correspond à la lettre.

Les lettres qui suivent ces chiffres indiquent le nombre de lettres de la définition qui correspond à la lettre.

Les lettres qui suivent ces chiffres indiquent le nombre de lettres de la définition qui correspond à la lettre.

Les lettres qui suivent ces chiffres indiquent le nombre de lettres de la définition qui correspond à la lettre.

Les lettres qui suivent ces chiffres indiquent le nombre de lettres de la définition qui correspond à la lettre.

Les lettres qui suivent ces chiffres indiquent le nombre de lettres de la définition qui correspond à la lettre.

Les lettres qui suivent ces chiffres indiquent le nombre de lettres de la définition qui correspond à la lettre.

Les lettres qui suivent ces chiffres indiquent le nombre de lettres de la définition qui correspond à la lettre.

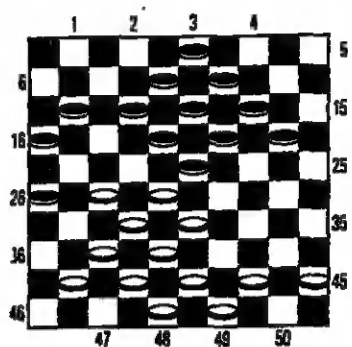
# Dames

no 443

## LE COIN DU DÉBUTANT

LE COUP DU TOURNIQUET  
Le mécanisme est caractérisé par une pièce qui effectue un parcours circulaire complet au cours d'une prise.

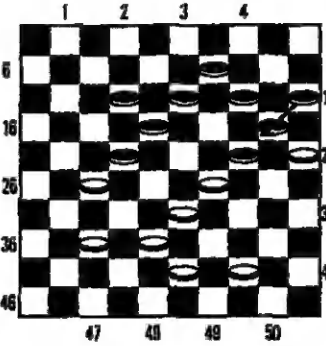
démonstration de simultanéité sans voir (à l'aveugle), à Reims, en août 1991.



Les Blancs jouent et gagnent comme suit : 33-29 (23x34) 37-31 (26x46) 27-22 (18x27) 32x21 (46x23) 44-40 (16x27) 40x16 l. + par débordement.

## EXEMPLE DE SCHÉMA

BOUILLON (1911)

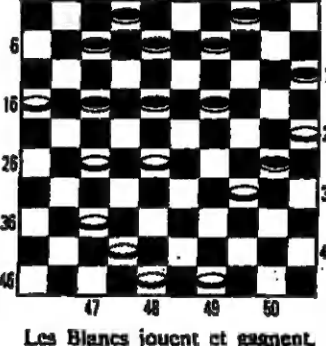


Les Blancs jouent et gagnent.

SOLUTION : 33-28 (22x22) 43-39 (24x33) 39x10 (15x4) 25x3 l. dame, +.

## EXEMPLE D'APPLICATION

L. COUTELAN (1930)



Les Blancs jouent et gagnent.

SOLUTION : 42-38 (30x39) 48-43 (39x48) 16-11 (48x42) 16x24 (42x20) 25x1 l. dame, +.

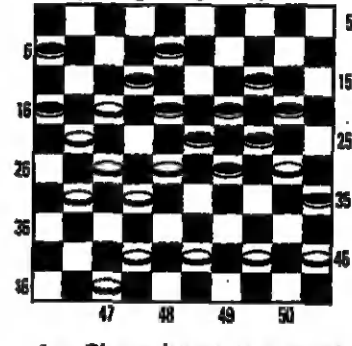
## L'UNIVERS MAGIQUE

Une application surprenante du coup Philippe, exécuté par le GMI néerlandais Sijbrands, en

Les problèmes peuvent, pour publication dans le Monde, adresser leurs problèmes inédits (ou supposés tels) directement à Jean Chaze.

## PROBLÈME no 441

POUGHON (Dakar)



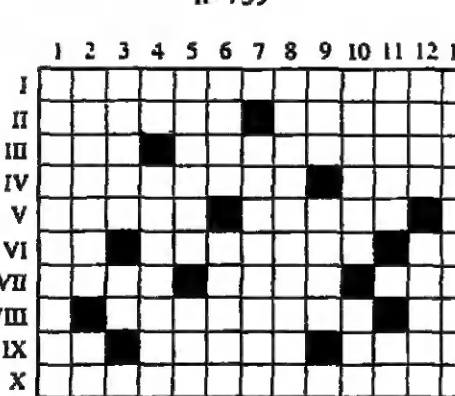
Les Blancs jouent et gagnent. Lui aussi fidèle solutionniste, M. Poughon exerce depuis le printemps dernier ses talents au problème. Cette composition n'est pas très éloignée des règles de l'orthodoxie. Parviendrait-il à enrichir encore le mécanisme et à conclure par un gain par opposition ou par un final sans dual (existence de deux solutions) et sans coups intervertisibles ?

Les solutionnistes peuvent transmettre la marche de gain directement à Jean Chaze, 6, rue Ampère, 07000 Privas.

Jean Chaze

# Mots croisés

no 739



HORIZONTALEMENT  
1. Ce n'est pas qu'ils soient cabotins mais ils aiment à se montrer devant un spectacle. 11. Plutôt Mac West que Jane Birkin. A balayer. 11. Sabote. Article. 12. Ce n'est pas vraiment mieux. C'est là qu'on est le mieux, dit-on. 13. Bien amotés.

SOLUTION DU N° 738  
Horizontalement  
1. Scaphandrier. 2. Paria. Ouille. 3. Elégueurs. Un. 4. Canette. Cils. 5. Vm. Sée. Aloë. 6. Lie. Und. 7. Vm. Sée. Aloë. 8. Lie. Und. 9. Vm. Sée. Aloë. 10. Lie. Und. 11. Sabote. Article. 12. Ce n'est pas vraiment mieux. C'est là qu'on est le mieux, dit-on. 13. Bien amotés.

Verticalement  
1. Spéculeur. 2. Calamiteuse. 3. Aran. Etalés. 4. Pige. Amère. 5. Hauteur. RER. 6. Etendu. Nv. 7. Noue. Dénoté. 8. Dur. Assit. 9. Riscle. Sali. 10. Il. Loes. Rio. 11. Elues. Ilien. 12. Renseignées.

François Dorlet

1. Celles dont on voudrait priver le 1. 2. Pas très clair. Possessif. 3. Habitué à de brèves rencontres. Voyelles. 4. Préposition. Négligent toute précaution. 5. Sœur espagnole d'Agnes. Tranquille. 6. Ne dit mot. Ont leur brigade. 7. Font un repas.

1. Celles dont on voudrait priver le 1. 2. Pas très clair. Possessif. 3. Habitué à de brèves rencontres. Voyelles. 4. Préposition. Négligent toute précaution. 5. Sœur espagnole d'Agnes. Tranquille. 6. Ne dit mot. Ont leur brigade. 7. Font un repas.

1. Celles dont on voudrait priver le 1. 2. Pas très clair. Possessif. 3. Habitué à de brèves rencontres. Voyelles. 4. Préposition. Négligent toute précaution. 5. Sœur espagnole d'Agnes. Tranquille. 6. Ne dit mot. Ont leur brigade. 7. Font un repas.

1. Celles dont on voudrait priver le 1. 2. Pas très clair. Possessif. 3. Habitué à de brèves rencontres. Voyelles. 4. Préposition. Négligent toute précaution. 5. Sœur espagnole d'Agnes. Tranquille. 6. Ne dit mot. Ont leur brigade. 7. Font un repas.

1. Celles dont on voudrait priver le 1. 2. Pas très clair. Possessif. 3. Habitué à de brèves rencontres. Voyelles. 4. Préposition. Négligent toute précaution. 5. Sœur espagnole d'Agnes. Tranquille. 6. Ne dit mot. Ont leur brigade. 7. Font un repas.

1. Celles dont on voudrait priver le 1. 2. Pas très clair. Possessif. 3. Habitué à de brèves rencontres. Voyelles. 4. Préposition. Négligent toute précaution. 5. Sœur espagnole d'Agnes. Tranquille. 6. Ne dit mot. Ont leur brigade. 7. Font un repas.

1. Celles dont on voudrait priver le 1. 2. Pas très clair. Possessif. 3. Habitué à de brèves rencontres. Voyelles. 4. Préposition. Négligent toute précaution. 5. Sœur espagnole d'Agnes. Tranquille. 6. Ne dit mot. Ont leur brigade. 7. Font un repas.

1. Celles dont on voudrait priver le 1. 2. Pas très clair. Possessif. 3. Habitué à de brèves rencontres. Voyelles. 4. Préposition. Négligent toute précaution. 5. Sœur espagnole d'Agnes. Tranquille. 6. Ne dit mot. Ont leur brigade. 7. Font un repas.

1. Celles dont on voudrait priver le 1. 2. Pas très clair. Possessif. 3. Habitué à de brèves rencontres. Voyelles. 4. Préposition. Négligent toute précaution. 5. Sœur espagnole d'Agnes. Tranquille. 6. Ne dit mot. Ont leur brigade. 7. Font un repas.

1. Celles dont on voudrait priver le 1. 2. Pas très clair. Possessif. 3. Habitué à de brèves rencontres. Voyelles. 4. Préposition. Négligent toute précaution. 5. Sœur espagnole d'Agnes. Tranquille. 6. Ne dit mot. Ont leur brigade. 7. Font un repas.

1. Celles dont on voudrait priver le 1. 2. Pas très clair. Possessif. 3. Habitué à de brèves rencontres. Voyelles. 4. Préposition. Négligent toute précaution. 5. Sœur espagnole d'Agnes. Tranquille. 6. Ne dit mot. Ont leur brigade. 7. Font un repas.

# Echecs

no 1512

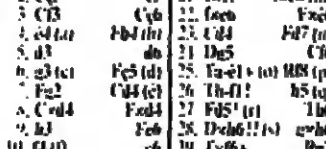
## FESTIVAL «LE MANDELLÉ»

Amantes (Italie), 1992.

Blancs : Kostas (Angleterre).

Noirs : I. Farago (Hongrie).

Partie anglaise.



1. e4 c5 2. e5 c6 3. e6 c7 4. e7 c8 5. e8 c9 6. e9 c10 7. e10 c11 8. e11 c12 9. e12 c13 10. e13 c14 11. e14 c15 12. e15 c16 13. e16 c17 14. e17 c18 15. e18 c19 16. e19 c20 17. e20 c21 18. e21 c22 19. e22 c23 20. e23 c24 21. e24 c25 22. e25 c26 23. e26 c27 24. e27 c28 25. e28 c29 26. e29 c30 27. e30 c31 28. e31 c32 29. e32 c33 30. e33 c34 31. e34 c35 32. e35 c36 33. e36 c37 34. e37 c38 35. e38 c39 36. e39 c40 37. e40 c41 38. e41 c42 39. e42 c43 40. e43 c44 41. e44 c45 42. e45 c46 43. e46 c47 44. e47 c48 45. e48 c49 46. e49 c50 47. e50 c51 48. e51 c52 49. e52 c53 50. e53 c54 51. e54 c55 52. e55 c56 53. e56 c57 54. e57 c58 55. e58 c59 56. e59 c60 57. e60 c61 58. e61 c62 59. e62 c63 60. e63 c64 61. e64 c65 62. e65 c66 63. e66 c67 64. e67 c68 65. e68 c69 66. e69 c70 67. e70 c71 68. e71 c72 69. e72 c73 70. e73 c74 71. e74 c75 72. e75 c76 73. e76 c77 74. e77 c78 75. e78 c79 76. e79 c80 77. e80 c81 78. e81 c82 79. e82 c83 80. e83 c84 81. e84 c85 82. e85 c86 83. e86 c87 84. e87 c88 85. e88 c89 86. e89 c90 87. e90 c91 88. e91 c92 89. e92 c93 90. e93 c94 91. e94 c95 92. e95 c96 93. e96 c97 94. e97 c98 95. e98 c99 96. e99 c100 97. e100 c101 98. e101 c102 99. e102 c103 100. e103 c104 101. e104 c105 102. e105 c106 103. e106 c107 104. e107 c108 105. e108 c109 106. e109 c110 107. e110 c111 108. e111 c112 109. e112 c113 110. e113 c114 111. e114 c115 112. e115 c116 113. e116 c117 114. e117 c118 115. e118 c119 116. e119 c120 117. e120 c121 118. e121 c122 119. e122 c123 120. e123 c124 121. e124 c125 122. e125 c126 123. e126 c127 124. e127 c128 125. e128 c129 126. e129 c130 127. e130 c131 128. e131 c132 129. e132 c133 130. e133 c134 131. e134 c135 132. e135 c136 133. e136 c137 134. e137 c138 135. e138 c139 136. e139 c140 137. e140 c141 138. e141 c142 139. e142 c143 140. e143 c144 141. e144 c145 142. e145 c146 143. e146 c147 144. e147 c148 145. e148 c149 146. e149 c150 147. e150 c151 148. e151 c152 149. e152 c153 150. e153 c154 151. e154 c155 152. e155 c156 153. e156 c157 154. e157 c158 155. e158 c159 156. e159 c160 157. e160 c161 158. e161 c162 159. e162 c163 160. e163 c164 161. e164 c165 162. e165 c166 163. e166 c167 164. e167 c168 165. e168 c169 166. e169 c170 167. e170



# L'accord des mets et des vins

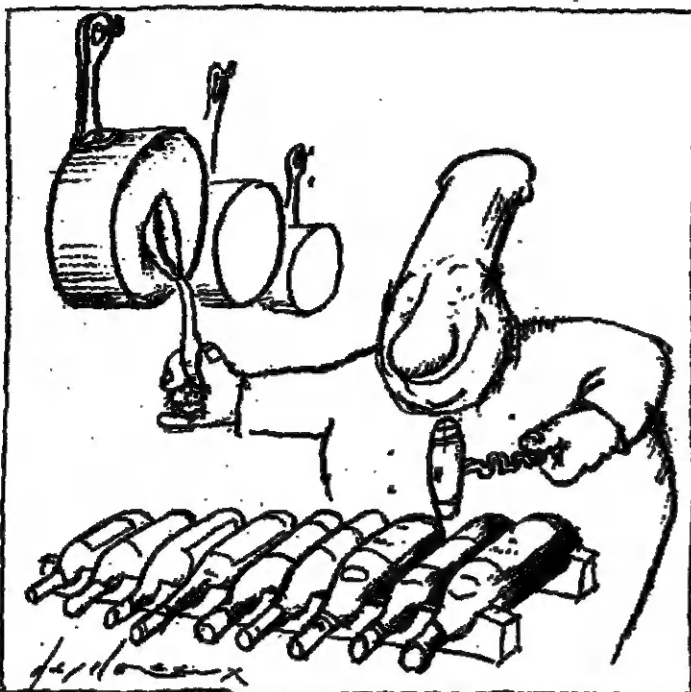
C'EST là un vieux problème, qui se pose aux gourmets et s'impose à l'œnologue. Chaque vin, comme chaque mets, n'a-t-il point sa personnalité ? Leur imposition n'importe-t-elle pas à l'indifférence ou, pis, la dispute. Bien entendu, la rencontre idéale et l'accord parfait demeurent rares. Il faut beaucoup de connaissances, de recherches, de hasard un peu aussi. Mais les simples équilibres, les accords simples savoureux, sont le plaisir premier du dégustateur.

Ces recherches ne datent pas d'aujourd'hui ! Brillat-Savarin assurait : « L'ordre des boissons est des plus tempérées aux plus fumées et aux plus parfumées. » Ce qui conduit à adopter cet axiome immuable : jamais de grands vins blancs avec gibier et viandes noires, jamais de grands vins rouges avec coquillages et poissons.

Encore faut-il tenir compte des goûts particuliers. C'est ainsi que la tradition exige l'obligatoire vin blanc sur les huîtres. Je me souviens que Galtier-Boissière n'avait étonné en commandant (c'était chez Benoît, rue Saint-Martin) avec de vertes portugaises un bouzy rouge. Depuis, je n'ai trouvé aucun meilleur accord que celui-là ! Le professeur Roger (auteur de nombreux ouvrages sur la France vinicole) en concluait justement : « L'harmonie des vins et des mets est une question trop complexe pour se plier à des règles rigides et absolues. »

C'est ainsi que nombre de gastronomes éminents préconisent sur le roquefort un sauternes, vin généralement proposé sur les poissons et crustacés, lorsque ce n'est point au dessert.

Mais l'ai vu d'autres fins gourmets protester énergiquement contre ce mariage « indécemment » (sic).



Sur le roquefort, M. Jacques Puisais (autre éminent œnologue qui a étudié le problème, concluant que vin blanc et eau-de-vie sont des points d'orgue parfaits prolongeant la saveur des fromages) propose également un jurançon moelleux ou, à la manière des Anglais connaisseurs, un porto.

C'est encore Jacques Puisais qui a établi, l'autre année, avec Alain Senderens, une « carte des accords de fromages et de vins » pour Lucas-Carton. Les blancs y dominent, avec aussi des propositions originales comme le cavados avec le camembert (accompagné d'une pomme), le marc de Bourgogne sur l'époisses (personnellement, sur ce dernier, j'aime bien la bière !).

plats, des raviolis de pétoncles aux courgettes (avec un chignin 1991, vin blanc savoyard mal connu) au homard à la vanille (et son verre de meursault 1988), du fameux canard Apicius (ce plat romain que Senderens a retrouvé pour l'escorteur du banyuls 1975 du docteur Parcé) au lièvre à la royale d'Antonin Carême.

J'ai signalé que chaque fromage, ici, avait « son » verre de vin. Il en est de même des desserts, avec, en apothéose, les beignets d'ananas escortés d'un rhum blanc Trois-Rivières. Evidemment, cela fait des additions en conséquence. Il n'y a qu'un Senderens au monde !

Mais sachez que, tout modestement, chaque plat « ménager » peut trouver aussi son « accompagnement » d'un petit vin de pays dont la complémentarité fait un petit chef-d'œuvre gustatif. Tenez, sur l'andouillette AAAAA de la Ferme des Mathurins (17, rue Vignon, 75008 Paris ; tél. : 42-66-46-39), l'ami Marin vous proposera le vin blanc du « papa » Quillardet, ce petit blanc des environs de Dijon répondant au nom savoureux de montreuil. Une merveille d'union !

Alors, apprenons à cultiver les accords, des plus grandioses aux plus modestes, des vins et des mets.

La Reynière

PS. - Dans le dernier numéro de la grande revue gastronomique belge le Guide des connaissances, Jacques Kother propose comme vin d'accompagnement de la cuisine chinoise, en général, le chirobica, avec quelques variantes : marannay pour les sauces relevées, pinot noir pour celles à base d'huîtres et baumes-de-venise sur les desserts.

## Semaine gourmande

### Lamazère à la Flamberge

Hop ! Un simple geste, semble-t-il, et le prestidigitateur habile qu'est Roger Lamazère réapparait flamberge en tête dans le Paris gourmand. La Flamberge, depuis le départ d'Albiste, n'était qu'un restaurant comme les autres, malgré son bien élégant décor et sa carte vouée aux poissons. Lamazère, aux finesses de la mer ajoutant celles du Périgord, ramène cette enseigne comme par miracle. On appréciera les huîtres de l'éclair, les crustacés du vivier, le saumon sauvage au

pistou, la râble de lotte au curry, les raviolis de homard, ainsi que le carré d'agneau et le filet de bœuf. Mais le foie gras dans sa robe naturelle, aux raisins ou chapeauté de truffes - celles-ci annonçant leur proche arrivée avec l'huile truffée accommodant la salade de homard, le jus du ris de veau ou le beurre du filet de sole, - et surtout les cassoulets, au confit d'oie ou aux trois confits, les pommes sarladaises escortant le confit de canard, la saucisse de Toulouse paysanne sont bien signés du maître des cassoulets qu'est l'irrésistible Roger. L'appétit revêt passé le pont de l'Alma ! Menu à 230 F au déjeuner. A la

carte, compter 300 F-400 F. Et saluons le chef Michel Vidal, Béatrice la jeune sommelière et, bien entendu, Roger Lamazère enfin de retour.

► La Flamberge (Roger Lamazère), 12, avenue Rapp, Paris-7<sup>e</sup> ; tél. : 47-05-91-37. Fermé samedi midi et dimanche. Voiturier. CB - AE - DC.

### Le Café de Madrid

Fondé en 1854 et arborant cette enseigne en l'honneur d'Eugénie de Montijo, qu'avait épousée, l'an d'avant, Napoléon III, il fut lancé par l'humoriste Etienne Carjat, rassemblée bientôt les vedettes de la littérature (Baudelaire en tête) et de la politique (autour de Gambetta). Mais le boulevard Montmartre, envahi par la rapide-bouffée des McDonalds, avait perdu sa majesté, et le Café de Madrid n'était plus qu'une brasserie banale. Repris par Bernard Fargue, voisin du Musée Grévin, ce néo-Café de Madrid ramène le Boulevard avec majuscule. Cela en trois « étapes ». D'abord, un Espace tapas, proposant midi et soir une vingtaine d'attractions gourmandes, des calamars frits aux poivrons marinés aux sardines en escabèche, des brochettes

d'agneau (pinchos de cordero) au fromage de Manchego, en passant par les huîtres (à recommander les « spéciales » de M. Gillardeau !), avec des vins espagnols au verre. Ensuite, la grande salle ornée de toiles de peintres hispaniques (changeant tous les deux mois). La carte, signée de deux jeunes chefs, Eric Dhont et Joël Raynaud, se veut un hymne au soleil (du tian de saint-jacques au foie gras « à la Merced Solera », accompagné de malaga ou de xérès, de la poella de Valence à la bouillabaisse de Madrid). Compter 20 F environ ; menu du marché (95 F) et menu enfant (60 F). Belle carte des vins « Le monde de Dionysos » riche en vins d'Espagne, blancs et rouges (dont ceux du marquis de Riscal, que je vous recommande). Enfin, en sous-sol, le Café Cantante, ouvert seulement les jeudis, vendredis et samedis soir, avec spectacle flamenco à 22 h 30. Premier verre à 80 F, les autres et les tapas à 50 F. Tout cela parfaitement « sérié » par Bernard Fargue et dirigé par Marc Peron en salle ; original et, pour le Boulevard, revivifiant !

► Le Café de Madrid, 8, boulevard Montmartre, Paris-9<sup>e</sup> ; tél. : 48-24-97-22. Fermé lundi. Parkings : Drouot et Bourse. CB - AE - DC.

## Côte d'Azur

NICE  
HÔTEL VICTORIA\*\*\*  
33, boulevard Victor-Hugo  
06000 NICE - Tél. : 93-88-39-60.  
Plage, centre-ville, casino.  
Park parking, grand jardin.  
chambres TV couleur, cble.  
Téléphone direct, minibar.

## Montagne

SAVOIE  
Saint-Jean-d'Arves

Vivez sport, détente, nature, dans un village authentique de la vallée de l'Arvan, face aux aiguilles d'Arves. Skiez grand large, au cœur du vaste domaine (Saint-Jean-d'Arves, la Toussuire, le Corbier, Saint-Sorlin) de 1 400 à 2 600 m 300 km de pistes 63 remontées. Tout sous la main : tous types d'hébergements disponibles à tous prix, pour tous les goûts, de toutes capacités.  
Locations de : studios, appartements, chalets, collectivités, en pension, hôtel \*\*\* - chambres d'hôtes.  
Tous renseignements : Office de Tourisme 73330 Saint-Jean-d'Arves.  
Tél. et Fax 79-59-72-97.

## SAVOIE

Châlet de l'OULE ROUGE\*\*\*  
LOCAL DE FRANCE (guide Auto-Journa)  
« Famille SURBUR », le Châ 73530  
Saint-Jean-d'Arves, tél. : 79-59-70-99.

## 05350 SAINT-VÉRAN

(Hautes-Alpes, parc rég. du Queyras)  
2 040 m, site classé du XVIII<sup>e</sup> siècle.  
Etié-hiver, plus haute comm. d'Europe.

2 hôtels 2 étoiles  
Logis de France

Ski de fond, piste, promenade.  
Meublé, chambres studios, chambres,  
1/2 pens., pens. complète, séj. libres.

HÔTEL LE VILLARD\*\*\*  
Tél. : 92-45-82-08

et l'HÔTEL LE BEAUREGARD\*\*  
Tél. : 92-45-82-62. Fax : 92-45-80-10.

## HÔTELS

AU CŒUR D'UNE STATION VILLAGE  
AU SOLEIL DU PARC NATUREL  
DU QUEYRAS

LE COGNAREL\*\* Logis de France  
proposent des séjours libres et un choix  
de forfaits sportifs semaine tout compris.  
Confort et Ambiance. Petits  
groupes homogènes. Ski alpin, ski de  
fond, ski de randonnée nordique, télé-  
mark, initiation à la conduite de  
traîneaux à chiens, parapente.  
Du 1-12-92 au 11-5-93  
LE COGNAREL\*\* Ecole  
de Montagne Hoberau (ANCEP)  
05350 MOLINES-EN-QUEYRAS  
Tél. : 92-45-81-03 - Fax. 92-45-81-17.

## Paris

### SORBONNE

HÔTEL DIANA\*\*  
73, rue Saint-Jacques.  
Chambres avec bains, w.c.  
Tél. direct. TV couleur. De 300 F à 450 F  
Fax : 46-34-24-30.  
Tél. : 43-54-92-55.

## Suisse

3920 ZERMATT-VALAIS-SUISSE

### Hôtel HOLIDAY

60 lits, sit. tranquille et ensoleil., à prox.  
du funiculaire Sunnegga. Chambres  
avec balcon - cuisinette - bar - bains -  
w.c. - radio - tél. - TV. Hall d'accueil  
avec bar. Restaurant. Entr. grt. dans  
une piscine couv.

Prix spéc. en jan. des FS 85-  
(tax. FF 379.-) en demi-pension.  
Téléphone : 1941/2867 12 03.  
famille R. Perren, Fax 1941/2867 50 14.

## TOURISME

### GUADELOUPE

Location de mini-villas climatisées.  
Vue exceptionnelle dans un cadre reposant.  
1 semaine : 2 500 F (2 personnes)  
2 800 F (4 personnes)  
Résidence "Les Hauts de Montmain"  
Jock DATIL. Tél. : 19 (590) 85-23-51.

## LE CERCLE

77, avenue du Maine (14<sup>e</sup>)  
Rég. :  
43.22.50.46

Vous serez toujours les bienvenus  
du lundi au samedi pour déjeuner,  
ainsi que le jeudi et le vendredi soir  
sur réservation  
Brasserie-bar  
Le Général-Leclerc  
17, rue du Général-Leclerc  
94270 Kromlin-Bicêtre  
Tél. : 46-58-72-81

la Taverne  
L'Ambassade d'Alsace  
des grands boulevards.  
24 Bd des Italiens, Paris 9<sup>e</sup>  
Tél. : 47.70.16.64

## Aux quatre coins de France

CHAMPAGNES  
SANGER & VAUBECOURT  
Lycée Viticole - 51190 AVIZE  
Prestige - Millésimes - Rosé  
Blanc de Blancs - Brut - Demi-sec  
Tarif sur demande.  
Tél. : 26-57-79-79.  
Visite des caves sur rendez-vous.

NOE L'ANTIQUAIRE DU VIN  
vous propose dans son magasin  
un choix « unique » de vins Anciens  
ET DE COLLECTION  
un choix « unique »  
de toutes les grandes crus classées  
pour toutes vos fêtes et réceptions  
Prix extraordinaires  
12, rue Malar, 75007 Paris  
Tél. : 46-50-29-78. Fax : 46-50-29-87.  
\* L'abus d'alcool est dangereux pour la santé, consommez avec modération. \*

## INDEX DES RESTAURANTS PAR QUARTIER

CHAMPS-ÉLYSÉES	CONVENTION	GOBELINS	PARC MONCEAU	PORT NEUF	SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS
RELAIS BELLMAN, 37, r. Franc-P., 47-23-54-42. Jusqu'à 22 h 30. Cadre élégant.	LE DEY 109, rue Croix-Nivert, 15 <sup>e</sup> arr. Tél. : 48-28-31-44. Couscous et spécialités algériennes. Menu : 115 F. Tague du jour : 70 F.	ENTOTTO 47-88-51 - 7. 6a. 10, r. L.M. Nodding, 13 <sup>e</sup> Spécialités éthiopiennes.	LA LUNA 69, rue de Rocher F/dim. 42-93-77-61 Spécialités de poissons et de coquillages.	LOUIS XIII Tél. : 43-26-75-96 F/dim., lundi midi 8, rue des Grands-Augustins, 6 <sup>e</sup>	L'ARBUCL 25, rue de Buci, 44-41-14-14. T.l.j. jusqu'à 3 h. Cuisson à la broche pour des viandes et poissons pleins de saveurs. JAZZ CLUB jusqu'à l'aube.
COPENHAGUE	CRÉTEIL	MAUBERT	PLACE DE Clichy	PL. PEREIRE	TRINITE
FLORA DANICA, 1 <sup>er</sup> étage sur un jardin. SAUMON, RENNE, CANARD SALÉ. 142, av. des Champs-Élysées, 43-59-20-41	LA TERRASSE DE CRÉTEIL. 42-07-15-94 39, avenue de Verdun, 94000 CRÉTEIL. « LA SANTÉ PAR LA MER ». Spécialité de poissons. Carte suggestions à 150 F.	LA COUR COLBERT, 12, rue Hôtel-Colbert. 5 <sup>e</sup> 43-54-61-99, T.l.j. Cadre XVII <sup>e</sup> authem. PMR 220 F.	CHARLOT ROI DES COQUILLAGES 48-74-49-44. T.l.j. jusqu'à 1 h. La véritable bouillabaisse marseillaise et des poissons cuisinés sur mesure.	LE NEM Tél. : 47-66-54-41 F/sam. midi et dim. 67, rue Rennequin, 17 <sup>e</sup> . Spécialités vietnamiennes.	LE SUQUET, 48, rue de Clichy (9 <sup>e</sup> ). Tél. : 48-74-25-66. Cuisine du Sud-Est. F/sam. et dim.

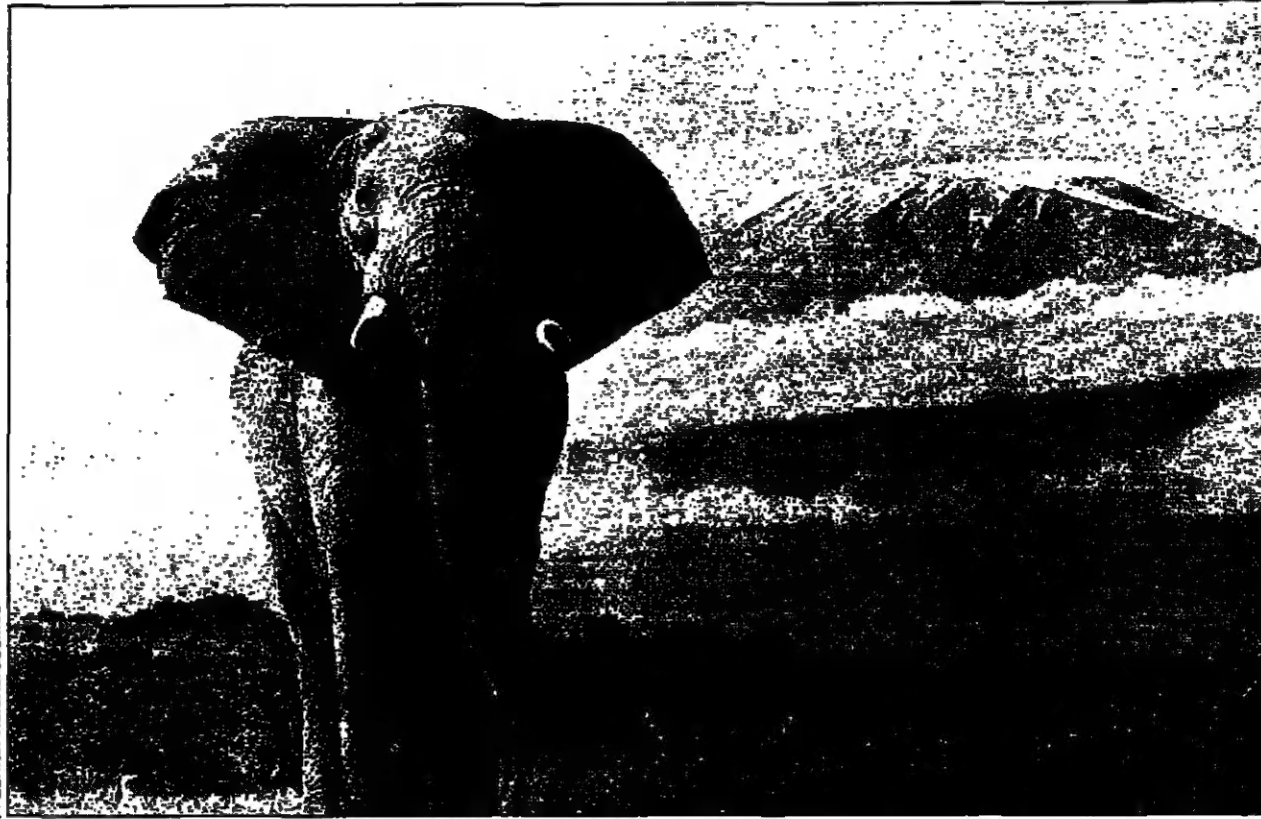


# Défense d'éléphants

Depuis 1989, le commerce international de l'ivoire est interdit. Ce qui ne veut pas dire que l'on ne tue plus d'éléphants. Mais moins. Il était temps.

Le conservateur du Musée de Dieppe, qui est un homme entreprenant et sensible, et qui sait tout ce que la ville et son port, longtemps grand réceptacle et tailleur d'ivoire, doivent aux éléphants, a dans ses cartons le projet d'un mémorial dédié à ses amis pachydermes qui, sous la forme d'un animal de fort tonnage, lancerait ses défenses du haut de la falaise, la trompe et le barbillon tournés vers le large, la patte ancrée tout près des vitrines du château où ses frères ont laissé le meilleur d'eux-mêmes sous forme de râpes à tabac, de Vierges à l'enfant, de cadrons solaires et de manches de couteaux. Il n'en parle encore qu'à mi-voix, laissant le louloque céder la place au sérieux et convaincre un artiste de choc à le suivre dans l'idée. Souhaitons-lui bonne chance, tout en priant pour que les murs de craie de la cité normande gardent le plus longtemps possible encore une vue en indivisible propriété sur la mer.

Mais la pensée est généreuse et pourrait bien aller dans le sens de ce grand acte de contrition que l'Occident s'est mis à réciter pour la protection de ces animaux, de tout temps égarés avec respect, de tout temps déclinés et exploités avec une utilité pour le moins égale à celle qu'il leur faudra pour survivre dans les savanes et les forêts jusqu'au cœur desquelles la passion de l'ivoire ira les traquer et les exterminer. Passagers sans reproche de la longue traversée du temps, témoins dociles de tous les rêves de conquêtes de tous les conquérants, on les massacrait pour donner des manches aux ombrelles, des cure-dents aux dents, des boules aux billards ou des frissons aux chasseurs, à tous ces petits fauves blancs à l'érection courtoise et sonore - raisonnablement, de quoi procéder au juste l'envie de tirer sur un éléphant ?



On tuait. On tuait cette lourde et belle vie jusqu'à ce que mort s'en suive. Bientôt il n'y aurait plus d'éléphants. Plus même pour les cirques ni pour ces jolies filles qui posaient docilement leur tête sur le billot en attendant que le monsieur d'en haut répète une leçon qu'il savait depuis toujours - on leur avait appris à obéir, eux qui étaient l'obéissance même. Aimés, admirés, idéalisés, ils allaient disparaître.

L'art de l'ivoire avait depuis très longtemps déjà cessé de tirer son inspiration de la fascinante matière que les ateliers tournaient encore à plein régime et inondaient le monde de toute une camelote bénie et sanctifiée, parmi laquelle les Christ aux bras scisés - rapportés, en fait, car aucune défense n'avait l'amplitude d'une Crucifixion dans son entier - semblaient doublement souffrir, et de leur supplice et des tueries qui se commettaient en

leur nom. Jusqu'en 1930, date d'un premier sursaut et des premiers textes un peu sérieux réglementant les hécatombes, la mode avait été au tout-ivoire. Elle s'éteindra lentement pour se relancer de manière virulente et incontrôlable dans les années 70. Les stocks étaient abondants : les éléphants, on l'apprendrait, n'avaient jamais eu de repos, chassés et pourchassés par ceux qui préparaient leur grand retour et fournissaient aux manufacturiers de Hongkong, aux officines chinoises et aux bottiers texans (ils avaient la peau épaisse, mais on arrivait tout de même à la tanner) de quoi remettre la grosse bête au goût du jour. Certains savaient l'ardeur qu'on mettait sur le continent noir à faire disparaître, lentement mais sûrement, l'animal du paysage.

En 1956, Romain Gary obtient le prix Goncourt pour son roman *Les Racines du ciel*, où, mêlant la poli-

tique du moment (la montée des nationalismes en Afrique) à la fiction, il organisait un récit autour de l'obligation qu'aurait tout homme fréquentable de s'opposer au massacre. « J'ai fait de la résistance sous l'Occupation... » dit Morel, son héros. C'était pas tellement pour défendre la France contre l'Allemagne, c'était pour défendre les éléphants contre les chasseurs... Engagé absolu, Morel se souvenait des astuces de l'un de ses copains déporté du block K, Robert, un maraudeur, qui les distrairait beaucoup en leur inventant des passe-temps dangereusement subversifs. Comme celui qui consistait, dans les moments noirs, à imaginer le galop d'un troupeau de ces lourdauds aux pieds légers en envolée lyrique sous le décor de ciels libres. Les kapos cherchaient le motif des rigolades muettes, s'inquiétaient du fond d'œil radieux de leurs pensionnaires. « Et on

finissait par regarder les SS en souriant à l'idée que d'un moment à l'autre ça allait leur passer dessus, et qu'il n'en resterait rien... »

Quelques années après la sortie du livre, quand la situation commençait à se corser, Romain Gary avait publié dans la presse un manifeste dont on ne retiendrait que le titre, « Monsieur et cher éléphant », mais qui disait pourtant suffisamment l'intérêt que l'opinion aurait à se remuer rapidement pour faire barrage aux tromblonneurs des quartiers chics et aux sagas des braconniers. L'un des plus vieux compagnons de nos rêves était en train de se laisser assassiner sans qu'aucune colonne ni croisée véritablement organisée ne parte lui porter secours.

On peut imaginer la vie sans ivoire - Rubinstein lui-même aurait sans doute admis (peut-être l'avait-il déjà tenté) d'interpréter Chopin en se passant du velours

que le clavier de ses Steinway traditionnellement lui offrait, - plus difficilement sans éléphants, et tout ce qu'a fini par symboliser leur intégrité. Mémoire, patience, solidarité. Les voilà bien, les grandes vertus qui s'échappent aujourd'hui de nos cervelles étouffées ! Resistent les esprits surs. Les grands regards fermés et toute la bimbeloterie loquace qui donne du muscle aux bons sentiments. Touristes touristifiés en route pour le Kruger Park à la recherche des derniers rescapés. Entre 1970 et 1989, on en tuait cent mille par an, c'est-à-dire cent quarante mille, progéniture laissée à l'abandon comprise. Vingt ans de tirs à vue pour nourrir en ivoire une planète qui n'en avait plus l'usage. Plus de deux millions d'éléphants roulaient dans la poussière.

Survolant une savane d'Afrique, de Gaulle avait eu un jour un mot involontairement malheureux au moment où sa femme lui faisait remarquer la présence d'un troupeau que le pilote, par bonne façon, tenait à lui présenter d'un peu près : « Regardez, Charles, des éléphants ! » Le général s'était penché vers le hublot et avait marmotté : « Ce n'est rien, Yvonne, laissez... » Tout de même, le carnage devait avoir une fin. En 1989, à Lausanne, sur quatre-vingt-neuf pays représentés, une large majorité - dont vingt-six États africains sur vingt-neuf - se dégage pour l'arrêt du commerce international de l'ivoire. Décision qui sera reconduite à Kyoto, en mars 1992, malgré l'opposition toujours aussi bornée et farouche de l'Afrique du Sud, suivie dans sa grogne par des pays et certaines organisations moins fidèles que prévu à leurs premiers engagements. La prochaine conférence, qui doit se tenir en 1994, ne se présente peut-être pas sous les meilleurs auspices pour les quatre cent cinquante mille éléphants d'Afrique qui avaient demandé, avec modestie, un moratoire de quinze ans pour se refaire une santé.

Jean-Pierre Quélin

## LIVRES

### Le vieux routard

Nicolas Bouvier au coin du feu, racontant ses routes et ses déroutés, les horizons repoussés et ceux jamais tout à fait atteints.

UN livre, une conversation, comme on peut non seulement se retourner sur le chemin parcouru, mais aussi se remémorer l'usage par la marche et l'incompréhension du monde, numérotés ses plaisirs passés, polir ses trésors, une vie de découvertes avec ses balises, ses années fastes ou maigres, et remettre de l'ordre dans la chronologie de ses fugues. Généralement, chez les écrivains voyageurs, pire encore, chez les écrivains voyageurs, synthèse des deux premiers genres, un tel exercice prédispose à l'attendrissement sur soi et aux leçons à l'usage des jeunes générations.

Nicolas Bouvier a dû flatter le piège. Le baroudeur élégant de *Chronique japonaise*, le loutin, pérorant du *Poisson-Scorpion* et du *Journal d'Arak* (1), ce Suisse échappé depuis quarante ans du pays genevois pour des boutingues destinées qui flattent nos tabloïds de chers, prend soin d'orner *Routes et déroutés*, long entretien avec Irène Lichtenstein-Fall (2), d'un avertissement prudent : « Pas un bilan ni une longue réflexion péroratoire, écrit-il : c'est beaucoup trop tôt. Bien des options exposées ici auront changé demain et feront une dernière fois la pirouette à mon dernier soupir... » Donc juste « le point » : entreprise salubre, une fois la soixantaine passée (...).

Le point, à l'âge des retours plus fréquents à la ferme familiale, du succès et des séjours moins précaires sur invitation d'universités ou de grands magazines. Ses enfants, que Nicolas Bouvier a peu vu

grandir, sont devenus des hommes, et l'écrivain a à cœur de leur transmettre, sans en rajouter, quelques petites choses qu'il a rapportées dans sa besace. Et puis, lui qui a été si souvent « large » par les femmes, et les en a remémorées, doit savoir gré à la dernière, Irène, d'être restée, malgré les absences interminables, de l'avoir accompagné, d'avoir, sur le tard, après tant de périodes solitaires en Orient, fait couple avec lui, en voyage.

Tout cela, le plus grand poids de la maison, et de la Suisse, l'apaisement et les maladies, davantage d'écriture incertaine, aussi, que de départs certains, oui, tout cela n'intervient qu'à la fin de l'ouvrage, comme dans la vie. Bouvier et Irène Lichtenstein-Fall ont remis une destinée d'enfance et d'écrits dans l'ordre, l'enfance, le premier voyage à seize ans pour l'Italie, puis tous les autres. Sans doute est-ce ce qui peut intéresser, dans cette mise au point, même les lecteurs qui n'auraient pas suivi Bouvier depuis *L'usage du monde*, d'abord publié à Genève en 1965, tous ceux, en particulier les plus jeunes, qui n'auraient rien su de son amour du Japon avant les rééditions de *Chronique japonaise*.

Ce livre-là vaut aussi par l'évidence de l'invitation au voyage qu'il propose. Si l'enfance de Bouvier fut heureuse, dans un milieu cultivé et plutôt aisé, si son père lui offrit l'argent de sa première échappée, il aurait tout aussi bien pu naître de plus de contrainte, maudire l'enfermement helvétique - alors qu'il paraît être reconnaissant de cette étroitesse territoriale, comme un moteur. Le résultat est le même, lorsqu'on se réveille ailleurs, fragile et plus fort des risques pris, lorsqu'on éprouve ce qu'il nomme « le syndrome de Stendhal ». « Un choc émotionnel très fort sur un état d'extrême fatigue... »

A lire ces confidences de Bouvier, partir paraît facile. Il suffit de se défaire des études, comme pour lui, du professorat, de



mettre rapidement des kilomètres entre la norme des choses et soi. Fuir l'étriqué, la Suisse pour lui, et s'offrir à l'appel du large. Nicolas Bouvier, dans le pari de ce principe, a eu la chance d'avoir un ami, le peintre Thierry Vernet, compagnon de ses premiers périples, et le bon goût de vouloir apprendre sur place, vers l'Est, ce que les professeurs ne lui avaient pas enseigné, les langues et les écrits, les cultures ancestrales qui, apprivoisées, lui permirent d'approfondir les raisons de ses éloignements.

Et puis, c'étaient les années 50. Le Japon restait du chinois, pour les jeunes

Européens. Bouvier mérita ses premières émotions : « J'ai mis trois ans pour gagner le Japon. J'allais plus lentement que les frères Polo... » Pour tous ceux qui ont aimé, découvert ou un peu mieux compris cet autre côté du monde, *Routes et déroutés* offre plus de détails encore, la chronique, ample et pédagogique, d'un apprentissage qui fait envie. Avant de se voir confier des reportages photographiques ou des textes par les Japonais eux-mêmes, suprême hommage, le jeune routard d'avant l'heure dut se mettre à l'ouvrage. Ses absences au long cours, ce saut dans l'Orient n'avaient

pas comme but que les bordées en compagnie de matelots ivres - il y en eut aussi, - mais des mois d'études qui, par ses livres, ne valurent pas que pour lui.

Bouvier souffrit, comme on souffre en voyage. De ces détresses, il ne cache rien. Son *Journal d'Arak* est même le récit d'une sacrée déprime. Et dans ce livre-ci, des phrases repètent la fugue pour ce qu'elle est : un simple déplacement géographique de nos tourments. « Il y a des jours où l'on existe et des jours où l'on n'existe pas... » Avec les années, l'écrivain-voyageur emporta avec lui quelques nouveaux « faux problèmes », la peur de la mort, le vieillissement du corps, et en laissa d'autres. Il perdit entre Ceylan, Arak et son cher Japon le parfait usage de ses jambes. Les jeunes promeneurs célestes de la décennie sont prévenus. La boulingue est comme l'immobilité sédentaire : mortelle.

Mais, bigre, que ce récit, simple, au fil des mots, donne l'envie de tirer bien des traits ! D'aller s'intéresser de plus près au taoïsme, ou à n'importe quoi de très sérieux. Nicolas Bouvier a, certes, beaucoup d'avance. Par passion de l'écrit, il privilégia, treize ans de balade durant, les civilisations très raffinées, les plus à l'est, car, comme il l'explique, le message avance en sens contraire, de l'Asie vers l'Europe, puis, atténué, vers l'Amérique. Lui alla tard en Californie, et encore, par le Japon. Les enfants d'aujourd'hui préfèrent la route de l'Ouest, directe. Mais tout cela n'est peut-être qu'affaire d'orientation.

Philippe Boggio

(1) Les livres de Nicolas Bouvier ont été réédités chez Payot.

(2) *Routes et déroutés*, entretiens avec Irène Lichtenstein-Fall. Éditions Métropolis, Genève, 1992.

قوله من لا يحضره الله